

Diasporiques

Revue trimestrielle interculturelle éditée par le Cercle Gaston-Crémieux
n° 44
Décembre 2007

Ouvrir

Richard Behara

Débattre

Mehrèzia Labidi-
Maïza
Laurent Klein

Méditer

Pierre Rosanvallon
Véronique
Nahoum-Grappe

Découvrir

Maurice Mourier
Laurent Okroglic

Raconter

Raphaël Visocekas
Henri Minczeles



« Relire Schulz, tout Schulz » (voir p. 38)

B / Schulz 1919



Sommaire

Dans ce numéro...

English translation of this abstract page 60

Dans ce dernier numéro avant le lancement de sa nouvelle formule *Diasporiques* donne la parole à trois poétesses contemporaines. L'éditorial (p. 3) « nous en dit plus » sur notre prochain accord de coédition avec la Ligue de l'Enseignement. La Revue des revues, gérée par Georges Wajs, nous ouvre sur la pensée des autres (p. 10) pendant que Richard Beraha nous introduit à une autre diaspora, « si singulière et si semblable », celle des Chinois du Wenzhou (p. 4). Poursuivant son travail sur la cohabitation des jeunes Juifs et Musulmans, le Cercle Crémieux rapporte un passionnant dîner-débat autour de deux acteurs de l'école, l'un juif, l'autre musulman, et de leur expérience croisée (p. 14). Comment rendre socialement compatibles des convictions et croyances différentes ? C'était aussi l'objet du colloque « interconvictionnel » de Strasbourg que d'y réfléchir (p. 22). C'est également celui de notre entretien avec Pierre Rosanvallon (p. 27), qui précède les confidences que nous livre Véronique Nahoum-Grappe sous la plume de Régine Dhoquois-Cohen (p. 33). Maurice Mourier nous invite avec fougue (p. 38) à « relire Schulz, tout Schulz », ce fabuleux écrivain et peintre, assassiné par les nazis en 1942. Un autre peintre retient notre attention par l'entremise de la plume de Fania Perez : l'inclassable Laurent Okroglic (p. 44). Et c'est maintenant au tour de Raphaël Visocékas – le premier président du cercle Crémieux – de nous raconter ce qu'étaient ses motivations lors de la création du cercle : on les découvrira assez différentes de celles exprimées par d'autres acteurs dans les deux précédents numéros de la revue (p. 49). Une hétérogénéité que l'on retrouve au sein du parti ouvrier juif, le Bund, dont la naissance, la vie et la mort en Ukraine nous sont contées avec sa verve coutumière par Henri Minczeles (p. 55). Régine Dhoquois nous fait enfin connaître un beau texte de Marthe Coppel-Batsch, récemment tuée à Paris par un camion, alors qu'elle circulait en *vélib* (p. 59).

Le numéro s'achève par l'allumage de quarante bougies pour l'anniversaire d'un cercle qui estime que sa tâche est loin d'être achevée (p. 64). Quant aux pages centrales, elles nous invitent, par les mêmes plumes que d'habitude, à des libations dignes de celles naguère partagées avec les dieux. ■

Éditorial	3
Ouvrir	
La diaspora chinoise de Wenzhou	4
Revue des revues	10
Débattre	
Abraham, réveille-toi, ils sont devenus fous !	14
Le colloque international de Strasbourg	22
Méditer	
Entretien avec Pierre Rosanvallon	27
Entretien avec Véronique Nahoum-Grappe	33
Découvrir	
Relire Schulz, tout Schulz	38
Laurent Okroglic, dessinateur	44
Les livres	46
Raconter	
Raphaël Visocékas	49
Les vingt années du Bund en Ukraine	55
In Memoriam Marthe Coppel-Batsch	59
Convivialité	63
Le Cercle Gaston-Crémieux	
Quarante bougies pour le Cercle	64

Trois poétesses au fil des pages...

Helga Novak est allemande, elle est née peu avant la Seconde Guerre mondiale en Allemagne de l'Est. Enfant abandonnée, elle a vécu sous Hitler jusqu'en 1945, puis bâti le socialisme... avant de s'échapper en épousant un Islandais... Après de longues pérégrinations, elle est revenue récemment à Berlin. C'est une éternelle révoltée, nous dit Jacques Burko.

Wisława Szymborska est « la » prix Nobel polonaise de littérature, nous indique également Jacques Burko. Sa biographie précise notamment que « ses poèmes satiriques et ludiques étincellent de néologismes, ou encore que ce sont de véritables traités métaphysiques, des poèmes-essais, de bouleversants hommages, notamment aux victimes de la guerre, du génocide, du nazisme et du stalinisme... ».

Mireille Podchlebnik est française, chercheur scientifique et, de surcroît, abonnée à *Diasporiques* : nous sommes particulièrement heureux de lui donner la parole. Peut-être la publication de deux émouvants poèmes extraits de son « *Passeur de sens* », publié en quatre langues juxtaposées¹, suscitera-t-elle des émules parmi nos lecteurs ?

¹ Éditions En Forêt, Rimbach, 2007, Allemagne.

L'ouverture, notre avenir

Après l'accord sollicité et obtenu de l'Assemblée générale du cercle Gaston-Crémieux qui s'est tenue le 11 octobre dernier sur le principe d'une dissociation de la gestion du Cercle et de celle de la revue *Diasporiques*, telle que proposée par son conseil d'administration¹, nous avons poursuivi les contacts que nous avons engagés avec la Ligue de l'Enseignement. Ils vont très prochainement aboutir à une convention de coédition entre cette institution et l'*Association Diasporiques* (créée cet été aux fins de gérer la revue et qui est actuellement composée des trois membres du collectif de rédaction : Jean-François Lévy, Georges Wajs et moi-même). Notre commune ambition est de faire à l'avenir de *Diasporiques* un outil de réflexion et d'action visant plus activement encore qu'aujourd'hui à promouvoir les cultures dans leur diversité, leurs capacités d'échanges, leurs potentialités évolutives, leurs interférences avec le domaine économique et social, bref à les considérer en tant qu'éléments fondateurs d'un projet politique qui ne se réduise pas à ses seules dimensions socio-économiques, si importantes soient-elles.

Un nouveau sous-titre pour *Diasporiques*

La revue prendra de façon symbolique un nouveau sous-titre : *Cultures en mouvement*. Tout un programme ! Le mot « cultures », au pluriel, renvoie directement à la richesse culturelle constitutive d'un pays comme la France et à celle, plus grande encore, du continent européen. Le mot « mouvement » témoigne, lui, de la malléabilité de ces cultures, des interactions voire des métissages que leur coexistence dans un même espace peut engendrer pour le plus grand bénéfice de tous. Les « diasporas » constituent, de ce point de vue, des entités particulièrement intéressantes, à commencer naturellement par la diaspora juive. Nous entendons donc bien,

en plein accord avec la Ligue, prendre fortement appui sur l'expérience historique spécifique de cette diaspora pour aller de l'avant dans notre désir d'ouverture interculturelle.

Une période déroutante

Beaucoup de nos concitoyens éprouvent de nos jours un curieux sentiment d'irréalité. La surprésidentialisation du régime a quelque chose à la fois de fascinant (au sens propre du terme) et de profondément déstabilisant. Nous sommes parvenus d'une certaine façon, en quelques mois, au paroxysme des excès de la Cinquième République, avec une disparition quasi complète du gouvernement en tant que tel (du premier ministre en particulier) et du Parlement. Et, en même temps, étrangeté de cette situation : peut-être du fait même de ces dérives ou de la personnalité du président, on n'arrive pas vraiment à « y croire » et l'on se surprend à se demander, d'une façon pas totalement rationnelle, combien de temps tout cela va durer...

Le drame, bien sûr, est que nous ne voyons aucunement se dessiner pour le moment de solution alternative crédible. Le pouvoir politique actuel a été largement élu sur des considérations d'ordre idéologique, en particulier sur une certaine façon de traiter de « l'identité nationale ». Sans remettre en question la priorité de la lutte contre les inégalités et l'exclusion, nous nous devons de proposer à nos concitoyens des outils renouvelés de représentation de l'ensemble des dimensions qui confèrent à une nation son originalité, ses spécificités, ses capacités d'échange et de coopération avec les autres nations et notamment celles avec lesquelles elle souhaite se fédérer. C'est à ce prix que nos concitoyens voudront et pourront « faire société » au sens le plus complet de cette expression. Notre alliance avec la Ligue de l'Enseignement autour de *Diasporiques* devrait contribuer de façon significative à la mise en œuvre, avec votre soutien, chères lectrices et chers lecteurs, de ce projet mobilisateur. ■

¹ Voir à ce sujet l'éditorial du précédent numéro de *Diasporiques* (n°43, septembre 2007, p. 3).



Les chinois du Wenzhou, une diaspora singulière et si semblable à d'autres...

Richard Behara

Richard Behara s'intéresse aux cultures afro-brésillienne et chinoise. Il préside l'association *Hui Ji* d'entraide aux migrants chinois dans le quartier de Belleville à Paris. Il pilote un projet de recherche sur la migration Wenzhou, sous la direction de Michel Wieviorka, à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales¹.

Mystérieuse et paradoxale migration des Chinois du Wenzhou ! Silencieuse, industrielle, déconcertante, inquiétante parfois, elle s'étend dans cent cinquante pays autour de la planète. Ils seraient aujourd'hui de 130 000 à 200 000 dans l'Hexagone, issus d'une migration du début du xx^e siècle limitée en nombre : travailleurs volontaires de la Première Guerre mondiale, colporteurs, artisans et commerçants. Migration initiale qui a creusé le sillon des flux actuels : dès l'ouverture de la Chine au marché, au début des années 80, cette minorité qui étend ses liens dans une quinzaine d'autres pays européens a orienté entre 40 et 50% de son flux migratoire vers la France. Accablés de lourdes dettes envers des réseaux mafieux (le fardeau de leur clandestinité), « esclaves » des temps modernes s'éreintant dans des ateliers sombres et exigus (selon un dernier rapport du B.I.T.), ils sont au départ exploités, privés de leurs droits dans un pays où ils n'ont pas de reconnaissance légale et dont ils ne comprennent pas les us et coutumes.

¹ Ce projet de recherche est financé par la Région Île-de-France au titre d'un PICRI (Partenariat Institution Citoyen Recherche et Innovation).

Mais par quelle magie une part significative des mêmes migrants (au moins la moitié d'entre eux), à l'issue d'une dizaine d'années de rétrogradation, parviennent-ils à devenir des commerçants, encore humbles pour certains mais aisés pour d'autres ? Outre la réussite scolaire de bon nombre de leurs enfants, une grande part semble profiter pleinement de la globalisation des échanges, tout en conservant un système endogène et transnational sur le plan économique et social.

Quelles sont les clés de ce « modèle » wenzhou et quelles sont les conditions sociohistoriques qui ont permis son émergence et sa reproduction ? François Jullien² suggère que la Chine, par son « altérité », provoque un effet miroir et nous aide à penser notre propre chemin. Surnommés « les Juifs de Chine », les Wenzhouais constituent-ils un danger ou une opportunité pour la République ? Que nous apprend cette diaspora sur nous-mêmes, sur les autres diasporas, à une époque où les communautés transnationales en tout genre – ethnique, sociale, culturelle, culturelle, économique

² François Jullien. *Chemin faisant, connaître la Chine, relancer la philosophie, Réplique à ****. Seuil, 2007.

– nourrissent et structurent la diversité de nos États-nations ?

De la paysannerie à l'industrie légère

Wenzhou est un district et une ville de la région du Zhejiang, située dans une vallée à 500 kilomètres au sud de Shanghai. Malgré son port – actif depuis la dynastie Song il y a un millénaire et marqué par l'ouverture forcée aux navires étrangers en 1876 – la vallée, entourée de montagnes, a longtemps formé un espace presque clos, reposant sur une unité dialectale (le *wu*, la dixième langue parlée au monde, comprend plusieurs dialectes), un sentiment prépondérant d'appartenance, des pratiques rituelles organisées autour d'un réseau familial de voisinage, des alliances de proximité, un mysticisme populaire autour du culte des ancêtres, un goût ancestral pour l'artisanat et le commerce. Méfiance envers l'extérieur et hostilité envers le pouvoir central n'ont fait que renforcer l'unité du groupe. Les marxistes orthodoxes avaient en fait quelque peu délaissé ce secteur proche de Taiwan, ce qui permet aujourd'hui à la région de ne pas être encombrée par de gros

conglomérats publics, avec leur cortège de faillites et leur chômage. Le fait le plus marquant de l'influence du communisme est la libération de la femme, conjuguée au maintien d'une organisation familiale reproductive traditionnelle. Un autre fait essentiel est que la population a bien capté dès son émission le slogan de Deng Xiaoping « *Enrichissez-vous* ». Les Wenzhounais y ont vu une opportunité favorisant la sortie du collectivisme, un possible contournement des pesanteurs bureaucratiques, la fin des désordres engendrés par la Révolution culturelle et, essentiellement, un « chemin comme but » permettant d'échapper à la famine et à la misère.

Dès les années 80, le « modèle » Wenzhou a été scruté par des économistes chinois et océaniques. Ils y repéraient à juste titre les prémices de la création d'un marché ouvert à partir d'initiatives individuelles. On ne peut que s'étonner de l'étonnante rapidité de sortie du système collectif par ces paysans peu formés, du nombre de micro-entreprises qu'ils ont créées, de l'industrialisation rapide à partir d'entreprises villageoises collectives et enfin du taux de croissance de 12 à 15% du district. Le niveau de vie de cette région s'est accru si rapidement qu'elle est devenue, dès les années 90, une terre de migration interne. Wenzhou est aujourd'hui l'un des grands fabricants du monde, avec plusieurs centaines de milliers d'entreprises privées situées dans l'Empire du milieu et outre-mer. Compensant de faibles investissements étrangers (excepté ceux des migrants enrichis, de retour au pays), un dynamisme ingénieux

permet de fabriquer des produits au moindre coût dans de petites unités entremêlées dans des liens de voisinage mais concurrentes et d'utiliser un large réseau de commercialisation ethnique s'étendant à tous les points de vente potentiels de la Chine et de la planète.

De l'essaimage familial à une stratégie de comptoirs

Les Wenzhounais ont toujours beaucoup migré (il y aurait actuellement plus de 2 millions de migrants sur une population totale de 7 millions). En Chine tout d'abord, dans le Nord et dans toute les grandes villes, exportant ce qu'on appelle à Pékin *le village Zhejiang*; puis en Europe, en France en particulier depuis l'établissement de relations diplomatiques par Mao et de Gaulle. Aujourd'hui les Wenzhounais essaient dans les cinq continents. « *Là où il y a du soleil, il y a des Wenzhounais* », affirme avec une intonation presque brésilienne un commerçant wenzhou rencontré à Salvador de Bahia, au Brésil ! Ils se rendent en revanche en moins grand nombre dans les pays où s'activent d'autres communautés chinoises concurrentes, comme les Fujian (l'ex-empire britannique par exemple).

À quels facteurs attribuer cette réussite régionale ? Les réponses sont multiples : traditions d'artisanat et d'entrepreneuriat familial ; caractéristiques de la famille Wenzhou et de son fonctionnement en réseau ; courage et endurance des travailleurs qui se distinguent par leur capacité d'économie sur le long terme et le positionnement dans des niches bien



Photo Pascal Kelong Ken

Une image souriante de l'intégration

choisies... À cela s'ajoutent l'avidité des économies occidentales pour les produits bon marché et, bien évidemment, la migration elle-même qui, au-delà de son rôle distributeur, ramène au pays savoir-faire, technologie et capitaux.

Sur le plan micro-économique, les décisions de départ sont familiales. Dans certains *qiaoxiang*, villages montagneux de migration, de 20 à 60% des jeunes gens de 15 à 25 ans, hommes ou femmes, sont partis pour tenter l'aventure de l'exil. Ces nouveaux migrants – au départ, clandestins – travaillent avec acharnement, espérant une régularisation leur permettant de reproduire en une dizaine d'années, généralement dans le même secteur d'activité, le modèle de leurs prédécesseurs sur place. Les principaux domaines d'activité sont la restauration, la



confection, la maroquinerie, la bijouterie, le bazar, auxquels s'ajoutent, pour les plus intégrés, les services à la communauté (informatique, comptabilité, alimentation, bâtiment, agence immobilière, agence de voyage, etc.). Il s'agit d'une migration en chaîne, qui a sans cesse besoin de nouveaux apports pour se maintenir, ce qui facilite l'ascension sociale de ceux qui sont déjà sur place.

« Si tu veux créer une entreprise, crée d'abord une famille », dit un adage chinois respecté par la quasi-totalité de la population. La plupart des mariages s'effectuent entre Wenzhounais originaires de villages proches, même si le conjoint a été rencontré dans le pays d'accueil. Les naissances sont rapides, elles s'accompagnent toujours de l'attribution d'un prénom local : les enfants sont le viatique d'une intégration définitive. Mais le lien avec la région d'origine n'est jamais pour autant rompu et la famille change aisément de localité pour saisir de

nouvelles opportunités commerciales, quitte à se séparer de ses enfants, quelquefois élevés en Chine par les grands parents jusqu'à l'adolescence.

Sur le plan macro-économique, ces migrations disséminées aux quatre coins du monde renvoient à une stratégie de comptoirs, déjà opérée par de nombreuses diasporas. Elle est en l'occurrence volontairement mise en œuvre par la région Wenzhou, qui apporte son soutien aux entrepreneurs privés. La Région en tant qu'instance politique ou ses industriels ? Il est difficile de trancher. En Chine, on ne peut guère dénouer les inextricables réseaux d'influence : les principaux décideurs publics et les riches patrons forment en effet aujourd'hui une même classe sociale, imbriquée et solidaire.

La société en réseau et les « guanxi »

La société wenzhou n'est pas structurée par une organisation bureaucratique, capitaliste ou mafieuse, mais plutôt par une multitude de groupes relativement autonomes, agissant en interaction à partir des relations de voisinage (famille biologique, affiliée, élargie, voisins, amis). Au sein de chaque groupe les individus sont façonnés,

soumis, assujettis à une culture de l'obligation. L'attachement affectif est premier et prééminent. L'expression des sentiments transite par l'acte et le don de soi ou de ses biens. Il est ardu de dissocier le destin du « un » et du « nous ». C'est le groupe qui envisage la migration d'une partie de ses membres, comme moyen d'accélération de son développement et de son enrichissement, principal vecteur de son autonomie.

Les phénomènes de solidarité et d'exploitation « coagulent » au sein du groupe dans un système de dons et de contre-dons, répartis symboliquement dans l'espace et le temps. Les rituels de naissance, de passage, de mariage et de mort, comme dans les traditions les plus ancestrales, côtoient, apparemment sans conflit, la modernité et la marchandisation. Mais ces groupes d'appartenance affective, sociale et économique ne sont pas isolés. Aucun acte ne peut s'accomplir en confiance sans les *guanxi*. C'est avec eux (intermédiaires, médiateurs, garants) que les groupes wenzhou se relient entre eux, avec d'autres Chinois ou, de façon plus large, avec la société française environnante. Ce système en réseaux fait qu'un Wenzhou, même avec un faible bagage culturel et professionnel, trouve le plus souvent en quelques jours un travail et un toit dans n'importe quelle grande ville du monde. Et la fluidité du capital entre les membres du groupe et par alliance avec les autres groupes permet aux migrants de disposer de prêts de confiance (entre 12 000 et 20 000 € pour partir en Europe ; entre 200 000 et 300 000 € pour acheter un



Photo Pascal Kelong Ren

Le Nouvel An chinois à Paris

fonds de commerce ; une provision pour répondre, le cas échéant, à un coup dur comme le recours à un avocat lors d'une arrestation). La *réputation* (donc la conformité avec les prescriptions sociales et morales en vigueur dans le groupe) conditionne cette fluidité et agit comme ciment dans sa reproduction. Dans cette société holiste, constituée de réseaux indépendants mais interreliés, la honte semble agir comme garant du maintien des normes, des fidélités, des us et des coutumes. La culpabilité, sentiment intime mais à portée universelle, y joue ainsi un rôle de même nature que dans les sociétés chrétiennes.

Du particularisme à la dissolution, le dilemme de toutes les diasporas

Pratiquement toutes les diasporas entrepreneuriales du monde utilisent leur réseau ethnique comme socle, au départ pour survivre et, au fil des ans et des générations, pour émerger. Qu'il s'agisse des diasporas libanaise, arménienne, indienne, arabe,

africaine, italienne, irlandaise ou sud-américaine, ce qui est en question est de préserver les symboles et les rites, la langue et les usages, l'unité édiflée sur des récits historiques, des émotions et un imaginaire commun. Que la diaspora soit issue de la peur, de la nécessité ou de l'espoir, les mêmes phénomènes se reproduisent. Ainsi, certaines familles juives sépharades de Salonique, à la fin du XIX^e et au début du XX^e siècle, dépêchaient-elles leurs enfants aux quatre coins du monde pour acheter ou vendre, quelquefois fabriquer, autour d'un réseau d'entreprises familiales. Le *ladino* était parlé par tous, malgré quatre siècles de séparation d'avec la terre hispanique. La saisie d'opportunités commerciales – conjuguées au niveau de discrimination – décidait des lieux de vie, des mariages, des solidarités contraintes. Les liens ethniques, religieux, culturels, sociaux, économiques de ces communautés sont d'autant plus intenses que les situations migratoires et l'adaptation délicate à une nouvelle société nécessitent de se serrer les coudes. Il s'agit de disposer d'un « sas » entre deux

mondes signifiants pour exister, résister aux autorités, survivre, se développer, tout en utilisant ses atouts propres, notamment ses réseaux internationaux. Les générations successives de ces communautés se sont plus ou moins bien socialisées, intégrées ou assimilées aux sociétés d'accueil. Certaines ont conservé pendant des siècles leurs spécificités, qui associent un ordre imaginaire (fondé souvent sur un événement historique et une langue), des symboles (religieux, ethniques, culturels) et des relations endogènes sur le plan familial, social, économique. D'autres se dissolvent dans un long processus où les individus acquièrent une autonomie par rapport à leur cellule d'appartenance, avec l'objectif de construire leur vie personnelle, professionnelle et sociale à l'extérieur du groupe. La plupart se disséminent en sous-groupes culturels, avec des tenants du particularisme et de la dissolution, mais principalement avec la création de cultures syncrétiques et le développement d'identités plurielles. Cependant, de façon récurrente, la mémoire collective transcende les

Pour en savoir plus sur les Wenzhounais

- Jean-Philippe Beja, Wang Chunguang. *Un village du Zhejiang à Paris ?* Hommes & Migrations, 1999, n°1220. juillet-août 1999.
- Peter Nolan et Dong Fureng. *Market forces in China, competition and small business : the Wenzhou Debate*. Zed Books Ltd. London and New Jersey, 1989.
- Véronique Poisson. *Franchir les frontières : le cas des Chinois en diaspora*. Thèse de doctorat sous la direction de Nancy Green. EHESS, 2004.
- Wang Chunguang. *Les Wenzhou à Paris*. Jiangxi Publishing, 2000.
- Philippe Dewitte, Véronique Poisson, Estelle Auguin, Yun Gao, Florence Lévy, Sabine Moreno, Justine Pribetich, articles : *Chinois de France*. Hommes & migrations. n°1254. Mars-avril 2005.
- Gao Yun et Véronique Poisson. *Le trafic et l'exploitation des immigrants chinois en France*. Bureau international du travail. Genève. Mars 2005.
- Éric Guerassimoff. *Migrations internationales, mobilités et développement*. L'Harmattan, 2004.
- Emmanuel Mung. *La diaspora chinoise, géographie d'une migration*. Éditions GéOphrys, 2000.
- Pan Lynn, (sous la direction de), *Encyclopédie de la diaspora chinoise*. Chinese Heritage Center. Traduction française aux Éditions du Pacifique, août 2000.
- Laurence Roulleau-Berger. *Nouvelles migrations chinoises*. PUF Mirail-Toulouse, 2007.



génération, principalement quand elle est réactivée par des discriminations, des non-reconnaitances ou des discours politiques nationalistes, racistes ou communautaristes. Il en va de même lorsqu'on porte sur son visage, sa peau ou son nom l'origine ethnique de ses ascendants. On finit alors par se conformer peu ou prou à l'identité que l'autre nous attribue. Ces équilibres doivent peu à l'essence de la culture ou de la religion des migrants, comme cela est si souvent et si regrettamment avancé aujourd'hui pour les musulmans : ils dépendent au contraire étroitement des contraintes humaines, sociales et législatives du pays d'accueil.

Pour les Wenzhounais, le processus psychosociologique des migrants sur plusieurs générations, depuis leur village d'origine jusqu'à l'acculturation à la société française, peut laisser penser que le passage du « nous » au « je » reste laborieux. D'où la vision extérieure d'une communauté grégaire et refermée sur elle-même, alors qu'elle est en fait extraordinairement disparate, conflictuelle, complexe. C'est certainement aussi parce que cette culture confucéenne de patriotisme familial continue d'assurer au sujet, dans l'espace globalisé et le temps, unité psychosociologique, solidarité intergénérationnelle, fluidité du capital et promotion sociale. Mais l'observation des tensions intra-familiales et intergénérationnelles indique par petites touches que le chemin vers l'« individualisation » est en marche, en Chine comme en diaspora, pour le meilleur et pour le pire ! Le meilleur sera sans doute le sentiment d'appartenance à une

nouvelle société, qui devrait notamment conduire à faire converger vers la gestion des affaires un fort degré de moralité, et ce pour une meilleure application des lois sociales et fiscales en vigueur en France. Le pire sera peut-être la perte d'une intimité sécurisante, d'un chemin tracé, d'un monde que l'on peut percevoir comme rêche et primaire, mais où l'honneur, la confiance et l'espoir dominant.

Un accueil inacceptable

Ainsi une minorité de Chinois du Wenzhou, pionniers courageux mus par un rêve et soutenus par tout un groupe social, ont-ils fait le choix de migrer en France, d'investir dans notre pays, d'y créer des emplois, d'y payer des impôts. Et pourtant un tiers d'entre eux, sans papiers, doivent vivre cachés, dans la hantise des rafles qui se sont multipliées au cours de l'été 2007. À en juger par le peu de réactions dans l'opinion française suscitées par ces rafles et par les enfermements d'enfants, de femmes et d'hommes dans des centres de rétention, il faut croire que notre sensibilité nationale est hélas inhumainement sélective... Pourquoi faudrait-il craindre ces groupes chinois dans notre République ? Certes, ils constituent en soi des entités, mais cela comme tant d'autres rassemblements (communautés financières, associations religieuses, ONG, etc.) qui ne sont ni totalement contrôlables ni assujettis aux politiques des États. Au demeurant l'État-nation comme unique horizon n'est-il pas devenu un mythe au XXI^e siècle ? D'autre part, si les Wenzhounais ne sont que rarement

complètement « assimilables », leurs modalités de « conversation » et d'acculturation leur permettent souvent de s'intégrer plus facilement que les migrants issus des anciennes colonies. Sans doute ont-ils moins de « mots à penser » et « de maux à panser » vis-à-vis de la France. Le développement actuel de la Chine leur offre par ailleurs plus de ressources. Il est probable aujourd'hui que le flux d'argent de la Chine vers la France est égal ou supérieur aux sommes envoyées par les migrants dans leur pays. Or qu'entend-on bien souvent, à propos de ces communautés wenzhou ? Les mêmes stéréotypes qui ont visé d'autres diasporas ! « *Ils ne vivent qu'entre eux, ils ne respectent pas nos lois, notre hygiène, ils ne s'intéressent qu'à l'argent, ils entretiennent des réseaux mafieux...* ». Sans même voir qu'au-delà de la création dans l'Hexagone de milliers d'entreprises, ces migrants asiatiques nous lient intimement à des réseaux indispensables pour espérer devenir un interlocuteur commercial compétitif de la Chine. Et sans voir que les dissemblances entre nos modes de pensées et de vie sont particulièrement enrichissantes. L'esprit des Occidentaux a été façonné par les concepts rationnels de l'analyse et de l'action d'Aristote, de Descartes, de Kant et de Durkheim. Les Chinois sont insérés dans une vision globalisante, holistique, fondée sur l'optimisation des situations et la saisie d'opportunités, ce qui implique un tout autre rapport entre les couples dualistes de la société occidentale : sacré/profane ; nature/culture ; sujet/objet ; corps/esprit ; théorie/pratique ;

objectifs/moyens ; passé/futur ; bien/mal ; ego/alter. Leur rapport à la loi et aux principes moraux s'accommode du « Dieu Argent », s'adapte aux contraintes des groupes sociaux et du réel car les Chinois n'ont été ni nourris ni socialisés par l'idéalisme transcendant platonicien et monothéiste. La mondialisation est un phénomène complexe et la « globalisation » semble prédisposée à engendrer certaines disjonctions fondamentales entre économie, culture et politique. Ces césures ne sont pourtant pas insurmontables. La réalité diasporique incite à penser les groupes humains en termes essentialistes, primordialistes, culturalistes, ethniques. Le cheminement des diasporas en différentes parties de notre planète est un phénomène universel, nécessaire et bénéfique, dès lors que l'on accepte et que l'on favorise la réciprocité des flux, non seulement financiers, économiques, culturels mais aussi et principalement humains. Laissons ensuite le temps agir, les métissages se produire, l'alchimie humaine opérer puisque toutes les sociétés se sont enrichies des diasporas et des mosaïques d'identités plurielles qu'elles ont engendrées. ■

Extraits d'un communiqué de l'Association Hui Ji en date du 2 octobre 2007

Sur la mort de Chunlan Zhang Liu

Chunlan Liu s'est défenestrée le jeudi 20 septembre 2007, au 41 boulevard de la Villette, Paris. Elle est morte le lendemain à l'hôpital [...]. La terreur inspirée par la police en est la cause, même si le jour de l'intervention les policiers s'étaient rendus à son domicile à la recherche d'une autre personne.

Les migrants asiatiques – comme tant d'autres hélas – se sentent de plus en plus menacés voire traqués dans notre pays. Chunlan Liu [...] a vécu dans la peur comme des milliers d'individus de cette minorité silencieuse. Et ce climat, qui rappelle celui d'une autre époque, ne touche pas seulement les sans-papiers.

La mort de cette femme suscite l'indignation de tous les humanistes. Reçus par le consulat de Chine, ses amis ont trouvé choquant le silence du gouvernement français sur cette affaire [...].

NDRL. La mort de Chunlan Liu est postérieure à la date où a été écrit l'article de Richard Beraha. Elle en illustre de façon tragique la pertinence. Une marche silencieuse en mémoire de Chunlan Liu a été organisée le 6 octobre 2007 à Paris. Les membres du Cercle Gaston-Crémieux ont été appelés à y participer.



Photo Pascal Kelong Ken



D.R.



Revue des revues

Rubrique animée par Georges Wajs

Commentaire interroge le concept d'intellectuel : traditionnellement engagé (au mieux) ou médiatique (au pire), ne devient-il pas surtout de nos jours le représentant des non représentés ?

Commentaire n°119, automne 2007

Les intellectuels dans la démocratie d'opinion (Jacques Julliard).

Qu'est-ce qu'un intellectuel ? Aujourd'hui ? Cette double interrogation traverse l'article de Jacques Julliard. Avant de nous présenter de façon assez complète et analytique, en tant qu'historien, une rétrospective sur cette « catégorie » depuis Voltaire jusqu'à Sartre, il nous en propose, sous forme de constat, deux appellations : celles d'intellectuel *dérivé* et d'intellectuel *médiatique*.

L'*intellectuel dérivé* correspond à la vision classique de l'écrivain, du philosophe qui, loin d'être indifférent aux souffrances humaines sinon aux affaires de la cité, prend fait et cause, en tant que « travailleur du signe », contre les injustices commises par un pouvoir d'essence non démocratique. Il se constitue en contre-pouvoir là où la démocratie est absente ou déficitaire. De Voltaire à Zola et à Sartre, notre histoire est jalonnée par cet engagement personnel d'intellectuels dans des combats politiques ciblés.

L'*intellectuel médiatique*, comme son nom l'indique, caractérise, pour Jacques Julliard, ces écrivains et philosophes (et autres personnalités en vue) d'aujourd'hui qui ne tireraient leur notoriété que de leur passage sur les plateaux de télévision, et tendraient à faire s'éteindre la notion même d'intellectuel lorsque chacun, c'est-à-dire n'importe qui, peut donner un avis sur tout.

Aux yeux de l'auteur de l'article, cette dichotomie n'est pas faite que de noir ou de blanc, elle cache de vrais engagements et surtout elle doit être examinée dans une perspective historique porteuse de sens. Le xx^e siècle en effet, avec la mise en pratique de la pensée marxiste en Russie soviétique, puis avec la naissance des idéologies fasciste et national-socialiste ainsi qu'avec le phénomène de la

décolonisation, a vu des intellectuels s'engager dans les combats partisans. Les oppositions entre *scribes* (selon l'expression de Raymond Aron), qui avaient vu le jour avec l'Affaire Dreyfus, ont envahi la sphère publique, les philosophes devenant en quelque sorte les penseurs des théories partisans. Le radicalisme révolutionnaire s'était substitué aux descentes épisodiques dans l'arène publique pour défendre des valeurs universelles. *La Trahison des clercs*, que Julien Benda dénonçait dès 1927, était consommée.

L'échec de l'*engagement*, dont Jacques Julliard exagère peut-être la vacuité dans un contexte où la démocratie s'est affaiblie (« inexorable exténuation de la démocratie », écrit-il), a fait découvrir aux philosophes d'aujourd'hui d'autres enjeux, en quelque sorte « apoliticiens » : ceux des droits de l'homme et de l'alter-mondialisme. L'intellectuel, selon Jacques Julliard, devient le « représentant des non représentés » et, en tant que tel, il constitue « un groupe » composite d'écrivains, de philosophes, d'artistes, de scientifiques, d'informaticiens, de spécialistes de la communication..., capables d'intervenir collectivement par opposition aux interventions individuelles des périodes précédentes.

Si la démocratie « représentative » ne « représente » plus, l'intellectuel ne doit désormais s'arrêter à aucune position partisane, ni se référer à une étiquette classique (du type droite-gauche). Il peut jouer dans toutes les cours, tel Bernard Kouchner, l'essentiel pour lui étant d'avancer dans cette nouvelle voie où chacun peut tenir un rôle. Quitte à ce que chacun, se prenant pour une autorité morale, aspire désormais à ce rôle jusqu'ici réservé aux seuls intellectuels...

Mais Jacques Julliard ne fait-il pas preuve de trop d'optimisme lorsqu'il conclut que de nouveaux intellectuels, portés par les progrès de la technique joints à ceux de la liberté (ils ont ravivé l'idéal antique de démocratie directe, à la racine même de la passion

Commentaire

Numéro 119/Automne 2007

Alain Besançon/Denis Lacorne/James Kurth Protestantisme et politique Jacques Julliard Les intellectuels et la démocratie d'opinion François Bayrou Le projet démocrate Nicolas Baverez Le réveil français Jean-Louis Bourlanges Lettre sur le centrisme Pierre Martin/Duo Caroli Alain Lancelot Les législatives Sylviane Agacinski Parenté et sexualité Mathieu Mucherie Les inégalités aux États-Unis William Pfaff Pour une diplomatie américaine sans idéologie Philippe Le Corre Exit Tony Blair Olivier Debouzy L'avenir de la dissuasion nucléaire française Henri de Larosière/Matthieu Duclos Cédric Argenton Les juges

démocratique), vont prendre de plus en plus d'importance, même si ce n'est que « dans la démocratie d'opinion » ou *doxocratie*, pendant que serait mise sur la sellette, ainsi que cela se dessine sous nos yeux, la démocratie représentative ? À suivre ! ■

Serge Radzyner

Esprit, juin 2007

Le débat sur les grands choix politiques est esquissé (Entretien avec Daniel Cohen)

Au printemps dernier, la revue *Esprit* interrogeait l'économiste Daniel Cohen¹ sur les sujets que la campagne pour l'élection présidentielle avait abordés : la mondialisation, la place des PME par rapport aux grands groupes nationaux, et partant la situation de l'emploi et le traitement du chômage ; le tout sous-tendu par une culture d'où sont absentes, aujourd'hui, tant dans les entreprises que dans la recherche et les universités, les notions de contrat et d'évaluation.

Daniel Cohen pouvait dès lors rappeler des thèmes déjà développés : celui de la vaine nostalgie des emplois stables, du déséquilibre entre les grands groupes qui « détruisent les emplois » tout en augmentant considérablement leurs profits par un surinvestissement dans des secteurs porteurs mais non innovants, et les PME, sous-traitantes obligées, créatrices d'emplois mais elles aussi peu innovantes. À quoi s'ajoute une université en fait hétéronome, dans l'incapacité de décider seule de ses programmes, de ses diplômes, de sa politique salariale, donc coupée du monde économique et social.

Daniel Cohen évoquait également le nécessaire passage d'une vision de l'emploi centré sur l'entreprise ou le secteur à un accompagnement du parcours du travailleur, quelle que soit sa situation (à l'instar de ce qui se pratique au Danemark : la « flexisécurité »). Une telle démarche nécessite une mutation culturelle pour dépasser les mécanismes actuels et aller vers une véritable réforme de la politique sociale (qui devrait être mise en œuvre directement par les pouvoirs publics, en dehors des aléas de l'économie).

Ainsi, selon les réponses de Daniel Cohen, la France aurait des atouts l'illusionnant sur ses potentialités : il s'y fait certes de la R&D, mais la moitié est effectuée par les treize plus

grands groupes nationaux, et ceux-ci investissent dans leurs secteurs dominants et délaissent des secteurs d'avenir. Nous avons peu de PME innovantes dans l'économie tertiaire, à l'instar de Yahoo ou Google. Et surtout notre pays est marqué des peurs qui le rendent incapable de se réformer pour s'inscrire dans une compétition désormais mondialisée. ■

Serge Radzyner

Le débat, n°145, juin 2007

Redéfinir la culture générale

« Redéfinir la culture générale » ou « Comment rendre les sciences attractives ? » demande *Le débat*. Si l'ensemble des analyses reste d'un grand classicisme et n'apporte pas véritablement d'idées nouvelles en la matière, je retiendrai néanmoins deux contributions : celle de Michel Serres en premier lieu qui, comme à son habitude et en bon amateur de rugby, botte en touche en choisissant d'ouvrir, sous le titre de « Culture générique », sa propre trouée philosophico-poétique.

Là où d'autres généralisent, il personnalise et, ce faisant, il autorise paradoxalement un partage plus ouvert de ses réflexions. Il veille à établir avec le lecteur tout à la fois un effet d'étrangeté et de familiarité, qui constitue peut-être l'essence même d'une pensée créatrice. Michel Serres nous parle du monde, de l'ancien mais aussi et surtout de l'actuel, d'un temps où il vit et qui est aussi le nôtre. D'un monde que finalement *il ne trouve pas si mauvais*. Derrière une apparente divagation, il boucle peu à peu des raisonnements périlleux pour nous parler d'une culture à l'humanisme redimensionné en années-lumières et en grands arpents de pensée cosmique. Il nous parle de cette *hominescence*² qui, pour lui, correspond plus justement à ce que nous devrions maintenant percevoir de nous-mêmes et de l'Univers dans lequel s'inscrivent notre planète et ses habitants. Les idées du philosophe sont connues mais il les développe ici avec une autorité qui semble inhabituelle.

Autre texte se détachant de l'ensemble, celui de Stella Baruk, titré : « De l'Académie des sciences à l'école maternelle ». Subtil pamphlet qu'elle dresse à l'égard des limites perçues aux préconisations de l'Académie de sciences et de « l'avis sur la place du calcul dans l'enseignement primaire » que la docte assemblée

Esprit donne à Daniel Cohen l'occasion d'actualiser les thèses économiques et sociales qui lui sont chères.



Le débat, par l'entremise de Stella Baruk, égratigne quelque peu l'Académie des Sciences à propos de sa vision trop simplificatrice de l'enseignement scolaire des mathématiques. Il permet dans le même article à Michel Serres de nous reparler brillamment d'hominescence



¹ Voir Les défis de la mondialisation in *Valeurs, cultures et politique*, mars 2006.

² *Hominescence*, Éditions du Pommier, Paris, 2001.



vient de rendre. A priori, on ne devrait pouvoir qu'applaudir au souhait des Académiciens de permettre « *qu'à la fin du CE1 tous les élèves sachent additionner, soustraire, multiplier et diviser les nombres entiers simples* ». Mais ce serait compter sans les apports des sciences cognitives qui, comme toute science, démontrent souvent qu'une idée de bons sens n'est pas nécessairement une idée facile à mettre en œuvre ni même parfois une si bonne idée que ça.

Plus que sur le strict apprentissage des opérations, Stella Baruk insiste sur leur réelle compréhension. Sans celle-ci, dit-elle, il y a peu de chance que l'élève progresse ensuite dans cette matière actuellement pivot des programmes scolaires. Une matière qui à l'évidence cristallise depuis des générations la notion de réussite scolaire. Pour l'auteur du « *Dictionnaire des mathématiques élémentaires* », il ne suffit pas, comme le pense l'Académie, de s'appuyer sur « *les études menées par certains de ses membres et sur leur action en faveur d'un enseignement scientifique de qualité à l'école primaire* » ni de souligner « *la place du calcul dans toutes les activités scientifiques* » pour se transformer en expert pédagogique de cette discipline.

Stella Baruk, avec l'humour qu'on lui connaît, explique en détail toute la difficulté qu'il peut y avoir de faire saisir à des élèves de plus en plus socialement malmenés l'essence des opérations de calcul. Des opérations qui semblent si simples à ceux qui les possèdent et si complexes à nombre d'impétrants. Leur apprentissage nécessite souvent plus qu'un peu de « *jugeote* » et beaucoup d'exercices. Elle rappelle que les quatre opérations sont la partie émergée d'un iceberg culturel multimillénaire, fruit d'un héritage culturel. Par exemple, avant de soustraire, l'élève doit commencer par comprendre que la soustraction est une perte, une différence. L'auteur parle de cette « *opacité numérique [...] dont sont victimes tant d'élèves, si dommageable à l'avenir mathématique et scientifique du pays. Qui désole tant les enseignants, et pour cause, quand ils obtiennent après de longs mois de travail, $3 + 0 = 30$ ou trois mille cinq écrit 30005* » (des résultats obtenus par des élèves consciencieux et désireux de bien faire !).

Parce qu'elle démonte les processus cognitifs, Stella Baruk montre en quoi le calcul est, à proprement parler, un acte culturel, inscrivant chaque individu dans un patrimoine collectif. Une discipline dont l'apprentissage doit être construit en prenant en compte le rythme d'appréhension et de compréhension

du monde que développe par ailleurs l'enfant. Même si, comme le souligne l'auteur, il est aujourd'hui de bon ton d'en rire, tout cela relève in fine de la « *quête de sens* ». À quoi servent le calcul et les mathématiques ? Quelle économie de raisonnement nous font-ils réaliser, qui nous permettra ensuite d'élargir notre questionnement du monde ? Voilà quelques-unes des questions susceptibles de favoriser l'apprentissage et l'ancrage de l'opération la plus simple. Il ne s'agit pas simplement d'apprendre, mais d'apprendre en profondeur pour pouvoir ensuite utiliser les mathématiques au-delà de l'école. Et l'on se prend dès lors à s'interroger avec l'auteur : combien sommes-nous à avoir mis un jour en usage l'apprentissage d'identités dites remarquable que l'école nous a pourtant fait répéter pendant des années ? Pour un enfant à la famille éclatée, donc divisée, apprendre le principe de la division n'est-il qu'un simple acte arithmétique ?

Stella Baruk aspire, comme les Académiciens, à un partage des arcanes arithmétiques par tous les élèves mais elle insiste sur le rythme à adopter, les étapes à franchir, les chausse-trappes qui sapent les meilleurs sentiments. Tout ce qui fait qu'une idée généreuse peut aller à rebours de la volonté qui la porte. Elle nous rappelle combien il est nécessaire d'apprendre en profondeur plutôt qu'en vitesse. Il faut saluer toute l'intelligence de ce texte, toute sa vibrante passion pour les élèves et leur rapport au savoir.

Ne serait-ce que pour ces textes de Michel Serres et de Stella Baruk, on peut donc se procurer avec profit ce numéro du *Débat*. ■

Alain Berestetsky

La Vie des Idées ne nous laisse guère d'espoir d'amélioration de la situation au Moyen-Orient si l'on continue là-bas d'accumuler autant d'erreurs que depuis plus d'un demi-siècle.

*La Vie des Idées*³

La politique de l'erreur : Le Moyen-Orient au seuil du XXI^e siècle (Henry Laurens)

La revue *La Vie des Idées*, dont nos lecteurs se rappellent peut être le numéro spécial consacré à Israël⁴, a pris la décision de paraître désormais intégralement en ligne, gratuitement et en cessant son édition « papier ». Signe des temps, marqué par l'explosion de l'Internet ; avec pourtant, pour beaucoup d'entre nous, la nostalgie, si elles devaient

³ <http://www.laviedesidees.fr/La-politique-de-l-erreur.html>.

⁴ « Revue des Revues », *Diasporiques* n°43, septembre 2007.

finir par disparaître dans leur forme traditionnelle, des revues palpables avec leur couverture, leur sommaire, leur maquette.

Dans son portail international, *La Vie des Idées* nous propose un article d'Henry Laurens, professeur au Collège de France, titulaire de la chaire d'histoire contemporaine du monde arabe : « La politique de l'erreur : le Moyen-Orient au seuil du xxie siècle ». Sur un sujet qui a fait couler tant d'encre, on pouvait attendre une réflexion allant bien au delà des passions et des engagements militants habituels. On ne peut cacher une certaine déception devant une analyse qui, à force de considérer les événements de très haut, produit une vision abstraite et finalement assez désespérante.

D'emblée, et probablement à juste titre, Henry Laurens écrit sur un ton désabusé : « On considère a priori que la politique suit des lignes d'affrontement qui, certes, peuvent s'avérer dramatiques mais n'en demeurent pas moins rationnelles. Même au Moyen-Orient, c'est ce type de points de vue qui domine : le pire s'y produit et la situation y est constamment imprévisible, mais on ne se défait pas de l'idée que les décisions des différents acteurs épousent des stratégies réfléchies et qu'elles se fondent sur une analyse éclairée de la situation ». Il décline alors cette politique permanente de l'erreur qui oscille entre le « tantôt mal comprendre la situation tantôt prendre la mauvaise décision ». La démarche ne fait que renvoyer toutes les parties dos à dos en ignorant les facteurs culturels, religieux, historiques qui créent la complexité et rendent les problèmes quasiment insolubles.

L'auteur passe en revue ces « erreurs » si lourdes de conséquences : l'expulsion, en 1948, des Palestiniens par les sionistes, dictée par leur crainte d'une guerre, a provoqué l'intervention arabe ; le refus du financement du Haut-Barrage en Égypte par les Américains, « type de l'action rationnelle contre-productive », la sous-estimation par Nasser, en 1956, de l'enjeu pour les Français et les Anglais, la politique agressive à l'encontre de la Syrie menée par les Israéliens en 1967... et ainsi de suite, avec une liste ininterrompue des erreurs d'appréciation émanant de tous les camps.

Dans sa conclusion, qu'il qualifie lui-même de « provisoire », Henry Laurens se demande si, comme pour l'œuf et la poule, « les erreurs rendent la situation impossible à gérer ou si c'est la situation qui engendre les er-

reurs ». « La paix demeure improbable et la violence assurée » ajoute-t-il, avec tout de même une note d'espoir : « La première urgence serait peut-être de combler les déficits réciproques de connaissances, ce qui passerait par un réexamen chez tous des a priori et des implicites de l'action politique. C'est déjà en soi un vaste programme, surtout s'il faut abandonner les langues de bois justificatrices des actions politiques. Si l'Occident et l'Orient sont compliqués, il serait peut-être temps d'abandonner les idées simples ».

A l'heure où nous bouclons cette chronique la conférence d'Annapolis va débiter ; le vœu d'Henry Laurens sera-t-il exaucé ? Personne ne saurait vraiment y croire. ■

Marcel Jablonka

Souvenirs

*Dans le labyrinthe de mes rêves
Aube du souvenir, enfance évanescence
La nuit ravive mon histoire, me berce
Et me conduit vers toi*

*Le tsheynik siffle à l'heure du thé
Tabliers de couleurs, cheveux de nacre
Dans la cuisine
Aux odeurs de strudel et de noix
Je t'aperçois*

*Nid de blessures, espace clos
Tu t'affaires et tu fredonnes
Des mélodies yiddish
Dans l'atelier salle à manger
Couturière des jours amers
L'aiguille danse entre les doigts
Sur les tissus de soie
Tes yeux reflètent les astres
Ma mère disparue
Qui se souviendra de toi?*

Mireille Podchlebnik



« Abraham, réveille-toi, ils sont devenus fous ! »

Laurent Klein et Mehrézia Labidi-Maïza

Lors d'un dîner-débat du Cercle Gaston-Crémieux, le 25 octobre 2007, Laurent Klein et Mehrézia Labidi-Maïza, coauteurs du livre *Abraham, réveille-toi, ils sont devenus fous !*, paru aux Éditions de l'Atelier en octobre 2004, nous ont parlé du transfert à l'école des confrontations entre les mondes juif et musulman issues des représentations religieuses et du conflit israélo-palestinien.

Mehrézia Labidi-Maïza est traductrice et déléguée de parents d'élèves. Elle participe depuis plusieurs années au dialogue interreligieux. Laurent Klein est directeur d'école élémentaire publique, rue de Tanger dans le 19^e arrondissement.

Laurent Klein : Je vous remercie de nous accueillir tous deux ce soir. Je suis arrivé dans l'école de la rue de Tanger en septembre 2000, Mehrézia a pris la présidence des parents d'élèves à la rentrée de 2001. Le quartier est difficile, dit-on ; il est vrai que, socialement parlant, on y rencontre beaucoup de problèmes au sujet du travail ou du logement mais c'est aussi un quartier d'une grande richesse. Malheureusement le repli identitaire y est très fort : dans la communauté juive, comme en témoigne le nombre assez impressionnant d'écoles juives dans les 19^e et 20^e arrondissements, mais aussi dans la communauté musulmane, avec des caractéristiques différentes.

En septembre 2001, ont commencé à être inaugurées dans les écoles des plaques commémoratives des enfants juifs déportés. Nous avons été confrontés à ce problème non dans mon école (qui n'existait pas à l'époque des déportations) mais dans une école voisine : devons-nous faire participer nos élèves à cette cérémonie ? Mehrézia a sondé les parents de nos élèves à ce sujet. Les familles musulmanes pratiquantes n'y étaient pas opposées, trouvant que cela s'inscrivait dans l'histoire de la République et de la France ; les familles maghrébines non pratiquantes, inscrites dans une tradition de panarabisme plus politique, étaient plus réservées : pourquoi parler des enfants juifs demandaient-elles, et pas des enfants palestiniens ou de l'histoire de l'Algérie ?

Après qu'on m'a demandé, il y a quelques années, d'expliquer (en une heure et demie !) le judaïsme, j'ai écrit un livre : *La Torah racontée aux enfants*¹. J'ai tenu à le terminer en rappelant qu'Abraham avait été enterré par ses deux fils, Ismaël et Isaac. J'en ai parlé à

Mehrézia parce que je sentais que, même dans le cadre de l'école laïque, il pouvait être utile de poser ce type de questions. Son attitude m'a encouragé et nos discussions nous ont finalement incités à écrire ensemble un autre livre, parlant de la situation actuelle, non pas dans les écoles élémentaires, où l'on ne rencontre pas beaucoup de refus ou de violences, mais en partant de l'expérience d'un collègue que nous connaissions Mehrézia et moi, elle au travers de ses filles aînées et moi par mon épouse, qui est professeur, et par nos fils.

Le collège est en effet le lieu de toutes les confrontations possibles, les enfants y étant déjà assez grands, mais sans avoir encore la capacité de réflexion de leurs camarades lycéens. Nous avons choisi la forme romanesque : nous ne voulions pas établir de « fiches » répondant aux questions que se posent les enseignants confrontés par exemple au refus par un élève d'étudier l'histoire des Hébreux et leur prescrivant ce qu'ils devaient faire. Mais nous voulions montrer qu'il y avait des chemins autres que la confrontation et ainsi essayer de rassurer les professeurs ne sachant pas trop comment réagir, anxieux et souvent frustrés de ne pouvoir apporter de réponses satisfaisantes. De mon point de vue, l'école laïque est très frileuse sur ces sujets. On y parle des histoires tirées de la mythologie grecque ou romaine, de récits venus de pays très lointains, sans jamais oser raconter par exemple celles de Noé ou de Joseph. On peut pourtant en faire une lecture parfaitement laïque, permettant aux élèves issus des minorités juives ou musulmanes, si marqués qu'ils soient par leurs attaches culturelles ou religieuses, de se reconnaître et de se retrouver. Nous avons donc écrit une histoire romancée, une « fiction-réalité » entièrement nourrie d'expériences vécues.

¹ Les Portes du Monde, 2003.

Nous avons aussi tenu à inscrire dans ce travail un certain nombre de commentaires ou d'explications sous forme d'encadrés, pour bien définir les mots que nous employions, l'une des difficultés que nous avons rencontrées étant que les élèves se jettent à la figure des mots dont ils ne comprennent pas bien le sens. Les professeurs sont souvent eux-mêmes démunis, par exemple quand il s'agit d'expliquer les mots *cache* ou *hallal*, ou, de façon plus complexe, les termes *Eretz Israël* ou *Palestine*, plus encore s'il s'agit de parler de la *Shoah* ou de la *Nakba*.

Mehrédia Labidi-Maïza : J'étais depuis déjà huit ans « parent d'élève ». Je militais dans des associations de quartiers et nous avons même réussi à obtenir un accès aux Jardins d'Éole, arrachés à la SNCF, et à rendre ainsi notre vie plus agréable malgré toutes les difficultés de beaucoup de parents. Quand ceux-ci m'ont demandé de les représenter, j'avais conscience qu'il y avait avec ma personne risque d'identification avec une partie d'entre eux seulement. Or je voulais évidemment représenter les parents dans leur ensemble et pas seulement ceux qui sont d'origine maghrébine ou africaine, même s'ils représentent près de 60% de la population scolaire. Il faut sans cesse expliquer que, par exemple, signer une pétition contre la fermeture d'une classe concerne l'ensemble des enfants. J'ai aussi été confrontée à des réflexions comme celle-ci : « Est-ce que tu peux parler de telle ou telle question au directeur ? Mais fais attention : il est juif », et puis, sous forme de confiance « Mais il est bien »... J'ai appris aussi que l'on disait de moi : « Mehrédia, elle est musulmane mais elle écoute : elle est bien ». En travaillant ensemble, nous avons aussi voulu montrer qu'un tel accord était possible. Je reviens d'un mot sur l'histoire des plaques commémoratives. Un parent m'a dit un jour : cela ne me concerne guère, je suis catholique ; je lui ai répondu qu'il s'agissait non de religion mais de l'histoire de notre pays. Et certains parents m'ont bien sûr reproché, bien que je m'exprime en tant que représentante de tous les parents, d'oublier en tant que musulmane les enfants palestiniens.

Nous nous sommes rendu compte qu'il y avait tout un travail pédagogique à faire pour expliquer l'histoire, son contexte, et comment réagir à l'actualité. J'ai été très sensible aux parents qui m'ont dit : « Bon, d'accord, nous voulons bien participer,

mais pourquoi ne parle-t-on jamais de l'histoire algérienne, qui fait aussi partie de l'histoire française, ou pourquoi en parle-t-on si peu ? Nous aimerions que cette mémoire soit intégrée à la mémoire nationale. » Et quand nous avons aussi voulu revisiter cette mémoire, cela n'a pas été facile, faute notamment de documents.

La proposition de Laurent m'avait au départ surprise et je lui avais dit que, sans doute, il faudrait que nous commencions par dialoguer, par parler de nos mémoires. Cela nous a pris en fait beaucoup de temps d'arriver à écrire ensemble. Nos histoires, et puis celles d'Israël et de la Palestine, faisaient que nous étions comme d'un côté et de l'autre d'un miroir : nous décrivions les mêmes événements, les mêmes personnes, mais avec un langage différent : l'un prenant par exemple en considération la date de la Nakba, l'autre celle de la création de l'État d'Israël ; l'un la perte, l'autre la réunification de Jérusalem. Nos discussions ont parfois été très vives. Mon expérience de travail dans un réseau interreligieux de dialogue pour la paix m'a été de ce point de vue très utile. Dialoguer pour la paix, c'est en effet accepter de se confronter à des personnes avec qui l'on a des différends. Nos familles respectives nous ont aussi beaucoup aidés à pouvoir intégrer un regard, une formulation de jeunes. Nous donnions certains passages de notre livre en gestation à lire à nos enfants avec le



Mehrédia Labidi-Maïza : « Il est nécessaire de refonder les liens de confiance entre l'école et les familles... »



Laurent Klein : ... rien n'amène l'enfant à se donner des règles de conduite par rapport au collectif qu'est une classe...

d'y voir minimisé le rôle de transmetteurs des enseignants, dévalorisée leur fonction. Comme vous le voyez, je porte un foulard ; je le porte de différentes manières, je sens que je suis parfois tout juste tolérée. Nous avons une inspectrice qui ne m'a jamais serré la main. Je l'ai quasiment forcée à me sourire au bout de deux ans ! Notre société est traversée par beaucoup d'inquiétudes, par la visibilité du religieux, l'ombre portée du Proche-Orient. Nous ne prétendons pas, bien sûr, résoudre les problèmes mais simplement apporter un moyen d'en parler. C'est nécessaire sous peine de créer des frustrations qui finissent par des explosions. Si l'on donne la parole aux uns et non aux autres, on produit le même effet. Nous avons donc essayé de dire aux enfants de se parler, de voir ce qu'ils ont en commun mais aussi ce que sont leurs différences, et comment l'école laïque peut les accueillir.

Discussion

Georges Wajs : Je suis frappé, dans votre récit, par la méconnaissance chez les enfants de leur propre histoire. C'est à l'évidence une source de malentendus qui porte en germe des conflits.

risque de les entendre dire : « Mais, Maman, on ne parle jamais comme cela... c'est quoi ça ? ». Et à la fin, dans notre co-écriture, nous en arrivions à commencer une phrase qui pouvait être terminée par l'autre. Ce faisant, je pense que nous avons simplement déblayé, ouvert un chemin. C'est le cadre de l'école républicaine et laïque qui nous a permis de travailler ensemble. Et, comme mère, je suis inquiète

Mehrézia Labidi-Maïza : Oui. Nous avons rencontré une histoire proche de notre récit dans une classe d'un collège du 18^e arrondissement, dont les élèves sont majoritairement d'origine musulmane (Maghrébins et Africains), à propos d'un cours sur les Hébreux. La classe s'est scindée en deux, une minorité souhaitant entendre la professeure et une majorité disant ne pas vouloir entendre encore parler des Juifs. Une petite fille blonde, de mère continentale et de père maghrébin, affirme : « Moi, je suis arabe » et les autres de répondre ; « Ah non toi tu ne l'es pas ! Untel est allé chez toi et, dans le frigo, il a vu qu'il y avait du porc ! ». Intervient une professeure de français, qui tente de partir d'un texte de la Bible. « Ah non ! on veut pas de ce texte ». Elle déclare alors que, peut-être, plus tard, ses élèves choisiront eux-mêmes leur religion, et ses paroles sont immédiatement interprétées par eux comme un refus de reconnaître leur appartenance à l'islam. Les malentendus succèdent aux malentendus. On fait alors appel à nous. Nous « délocalisons » la classe dans la bibliothèque. Les élèves ont commencé par nous regarder, Laurent et moi, comme s'il y allait avoir affrontement entre nous. Nous les avons interrogés sur les questions qu'ils pouvaient se poser et leur discours témoignait de leur complète ignorance envers leur propre histoire : « Musulmans et Juifs doivent se haïr parce qu'une femme juive a essayé de tuer le Prophète. – Qui a dit ça ? leur demandons-nous ». Tout le monde se regarde. Silence...=

Laurent Klein : À propos de l'histoire bien connue de l'araignée qui tisse sa toile pour protéger le Prophète des soldats qui le poursuivent, il y a, dans l'esprit des enfants, un télescopage avec les images de l'actualité, qui se produit aussi dans beaucoup de familles ; un mélange extraordinaire entre ce qui est de l'ordre de la tradition et ce qui relève du domaine de la religion. Les choses doivent impérativement être remises en place

C'est une grande chance de vivre dans un pays laïque. Le problème est que les enfants sont imprégnés d'images plus ou moins confuses avec lesquelles ils vont se construire une identité. Cela fait vingt-cinq ans que j'enseigne et je me rends compte qu'on a complètement omis de transmettre ce que pouvait signifier *être français*. Des enfants, pourtant issus maintenant de deux ou trois générations ayant vécu sur le sol national, ne savent pas à quoi s'accrocher. L'école ne leur

propose pas de modèle républicain fort et les familles, souvent, ne possèdent pas le bagage culturel nécessaire pour inscrire les pratiques religieuses dans le cadre républicain. Tout cela fait peur lorsque l'on vit dans des quartiers où ces problèmes sont concentrés.

Depuis quelques années, avec l'accord du corps enseignant, je fais intervenir une femme de l'association des Enfants Cachés lorsque les enfants étudient la Seconde Guerre mondiale. Cette femme sait bien raconter aux enfants son vécu et ouvrir son discours au leur. Jusqu'à l'an passé, cela se déroulait sans aucun problème. Cette année, dans les deux classes de CM2, tous les clichés sur les Juifs sont ressortis ; et un autre enfant dit que la mère de l'un d'eux n'était pas musulmane puisqu'elle ne portait pas de voile. Ceci illustre bien, à mon sens, que derrière une apparence souvent tranquille, il y a un questionnement, des interrogations, des certitudes aussi, et que, finalement, face aux enfants, il se trouve peu d'interlocuteurs pour leur montrer que les choses sont plus compliquées qu'il n'y paraît à première vue, que l'identité de chacun est complexe, que l'on peut établir des liens entre ce qu'ils vivent et ressentent et ce que peuvent vivre et ressentir des camarades qui sont d'une autre culture. L'école devrait remplir ce rôle et c'est pourquoi il nous est apparu important de montrer qu'une approche raisonnée des textes religieux était possible dans un contexte laïque d'ouverture.

Sophie Janicic : Quel modèle peut-on alors proposer à ces jeunes ?

Laurent Klein : C'est une question difficile, le modèle républicain ayant été mis à mal. On passe beaucoup de temps à travailler sur le règlement intérieur, mais il n'y a plus de discours moral en tant que tel. Il ne s'agit pas pour autant de revenir à une pratique par bien des aspects désuète, où il n'y avait pas de place pour une explication du sens. Nous constatons aujourd'hui une absence de la notion de bien commun : rien n'amène l'enfant à se donner des règles de conduite par rapport au collectif qu'est une classe. La destruction du mur de Berlin a été une formidable occasion manquée pour essayer de redonner du sens à la notion de citoyenneté. Peut-être pourrions nous penser à des petites choses symboliques, comme par exemple la mention dans nos calendriers de toutes les fêtes religieuses et républicaines. Autrefois il

existait une fête de l'école laïque avec ses timbres vendus par les enfants, il faudrait lui redonner une visibilité, en particulier pour celles et ceux qui ne l'ont jamais connue.

Mehrézia Labidi-Maïza :

Il est nécessaire de refonder les liens de confiance entre l'école et les familles. Pour certaines familles issues de l'immigration, il y a une crainte sur la nature de l'enseignement donné qui, pour elles, menacerait de détruire leur identité culturelle ; inversement, pour d'autres, c'est la crainte du métissage des enfants à l'école qui prédomine. Et aussi le fantasme :

« Va-t-il recevoir un aussi bon enseignement que celui que j'ai reçu ? N'y a-t-il pas risque de nivellement par le bas. ? » La crainte d'une concurrence entre école et famille conduit aussi parfois à formuler des exigences de manière agressive.

Alain Berestetsky : J'entends ce que vous dites sur l'école républicaine et laïque, qui ne me semble pas avoir été à la hauteur de l'enjeu durant ces trente dernières années. Elle a été dogmatique et n'a pas compris qu'on ne pouvait se contenter de mettre des drapeaux en avant, tels le mot *intégration*. Nous n'avons pas affaire à une France éternelle qui aurait fait aux étrangers l'honneur de les accueillir chez elle. Il n'y a que bien peu d'ouverture. Ainsi, pour les 800 000 élèves du rectorat de Créteil (qui regroupe les départements de Seine-Saint-Denis, du Val-de-Marne et de Seine-et-Marne), on ne compte que vingt-trois professeurs d'arabe ! On n'a absolument pas travaillé sur ce que pouvait être en tant que facteur intégrateur le fait d'enseigner l'arabe, non pas à l'école du dimanche mais bien dans le cadre de l'école républicaine. Les enfants concernés bénéficieraient alors des mêmes avantages que ceux issus d'un couple franco-anglais ou franco-allemand



Georges Wajs : *Je suis frappé, dans votre récit, par la méconnaissance chez les enfants de leur propre histoire...*



suisant des cours d'anglais ou d'allemand en première langue ! Tout ce que vous dites témoigne du fait qu'il faut penser globalement et agir localement, et qu'il convient de considérer l'école non pas seulement comme un endroit où l'on enseigne mais comme un espace éducatif où parents et enseignants peuvent dialoguer.

Mehrézia Labidi-Maïza : L'école doit demeurer un lieu de mixité sociale et ethnique, aussi nous gardons-nous de répartir les élèves selon leurs origines comme c'est malheureusement parfois le cas. Il me semble important aussi que les professeurs d'arabe soient certifiés en ayant suivi une formation conforme aux critères en vigueur, et que ceci ne soit pas uniquement le cas pour certains lycées d'excellence comme Henri-IV ou Louis-le-Grand.

Yves Chemla : Je rappelle simplement qu'il n'y a que deux postes d'agrégés d'arabe par an pour au moins une centaine en anglais ! Et que le CAPES d'arabe a été supprimé !

Tewfik Allal : Comment analysez-vous en fin de compte cette crise de l'institution ? Est-ce une question de symbolique, de moyens ? D'où vient le retard ?



Sophie Janicic : « Quel modèle peut-on alors proposer à ces jeunes ? »

Laurent Klein : Je ne peux parler que de l'école élémentaire. Elle connaît une très grave crise parce que, d'abord, la fonction d'enseignant a été dévalorisée. L'école est devenue aussi l'enjeu d'intérêts intellectuels de la part de chercheurs ou de professeurs d'IUFM voulant imposer un certain point de vue, comme l'ont illustré les débats autour des méthodes d'enseignement de la lecture. Rares sont ceux qui ont mis « les mains dans le cambouis » pour voir ce qui se passait dans les classes et ce qu'était la réalité des enfants d'aujourd'hui. Je vois arriver des jeunes

enseignants (car c'est dans les quartiers dits difficiles qu'ils sont affectés) très démunis face aux difficultés d'apprentissage et aux différences sociales. Les instituteurs, souvent issus de milieux modestes, étaient beaucoup plus en phase avec les enfants des quartiers défavorisés. Ce sont souvent, aujourd'hui, des enfants d'enseignants, de cadres ou de professions libérales, qui ont tout un apprentissage à faire.

Ce qui me semble dangereux réside dans le fait que nous n'avons pas la même grille de lecture que celle des parents et des élèves que je vois quotidiennement. La grille de lecture que les enfants intègrent en premier, c'est leur origine : tu es *blanc* ou *non* ; la seconde un peu plus fine est : tu es *chrétien*, *musulman* ou *juif*. Lorsque je parle aux élèves et leur dis : « Mais c'est à toi que je m'adresse », ils ont du mal à comprendre. Il en est malheureusement de même pour beaucoup de familles !

L'exigence d'un modèle s'impose car on est dans une vraie crise. Il est très difficile de faire comprendre aux familles que l'on ne juge pas leurs enfants selon leurs origines et, en même temps, il faut bien reconnaître que les images qu'ont les enseignants (y compris sans doute moi-même) sont très stéréotypées : dans les familles maghrébines, ça se passe comme ça, dans les familles africaines, ça se passe comme ceci et non comme cela. Nous ne les connaissons pas et pourtant nous leur demandons, à elles, de connaître la société française comme par un coup de baguette magique. Il faut qu'elles s'intègrent, qu'elles comprennent et adoptent tous nos modes de fonctionnement alors que nous n'arrivons pas du tout à entrer dans les leurs : mode de pensée, structure de la famille, éducation des enfants.

Dans les textes proposés par l'école, la plupart du temps, il n'y a pas d'ouverture autre que sur des textes de la culture française. On ne se regarde pas les uns les autres, l'école et la famille ne se regardent pas et pourtant s'étonnent de ne pas se comprendre. L'institution n'apporte pas de réponses. L'intégration d'un enseignement des faits religieux à l'école aurait l'avantage de permettre une certaine ouverture. Le fait de faire passer la durée hebdomadaire de vingt-six à vingt-quatre heures va peut-être nous contraindre à revoir les fondamentaux au lieu de continuellement rajouter de nouvelles matières, comme ce fut le cas depuis plus de vingt ans ; avec toutefois comme vraisemblable corollaire de creuser encore davantage l'écart

entre élèves brillants et ceux qui, n'arrivant pas à suivre, « resteront sur le carreau ».

Yves Chemla : Avez-vous eu l'occasion d'assurer la formation de formateurs ? Je suis moi-même dans le monde de la formation des enseignants, plutôt dans le secondaire et aussi les établissements à l'étranger (du Sud Liban au Sénégal) et ce dont vous avez parlé est pour moi pain quotidien. Un second volet dans tout ce qui vient d'être dit concerne les valeurs de la République (le terme « nation » n'a pas été prononcé). Le ver n'est-il pas déjà dans le fruit si la République peut être perçue comme dispositif propre à susciter la croyance ? On se rapproche alors des champs auxquels se réfèrent nos élèves mais par un dispositif auquel il leur est beaucoup plus difficile de s'identifier qu'à un discours religieux, même si celui-ci est déconstruit, démonté, éparpillé.

Laurent Klein : Nous n'avons pas participé directement à la formation d'enseignants mais à l'écriture de deux manuels à l'attention d'élèves de 4^e et 3^e, actuellement utilisés dans des écoles privées et aussi en Belgique et au Canada. L'éditeur avait choisi une entrée sur les religions un peu particulière, à partir de neuf thèmes : la mort, la famille, la sexualité, la violence, l'environnement, l'autre, etc.

Je participe pour la première fois cette année, au niveau de l'école élémentaire, à une réflexion sur la laïcité et l'enseignement du fait religieux. L'idée est de donner aux enseignants des outils leur permettant d'inscrire cet enseignement dans le cadre des programmes existants en histoire, en littérature ou en sciences par exemple et non de l'orienter vers un enseignement spécifique.

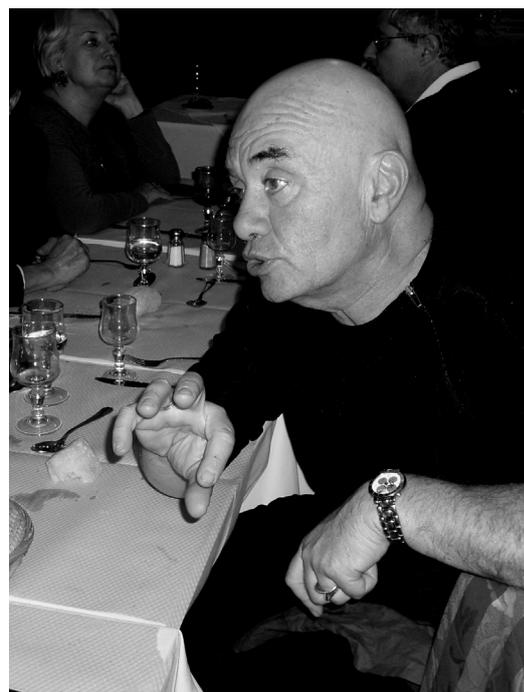
La démocratie telle qu'on la vit dans les écoles est une démocratie où chacun prend ce qui lui plaît. Mettre en place des valeurs démocratiques à l'école veut dire repenser l'école. Nous naviguons entre une attitude autoritaire (qui, il faut le reconnaître, parfois fonctionne) et la crainte de nous faire déborder en donnant la parole aux élèves. Il n'y a pas réellement de vraie discussion autour de ce que serait une vie démocratique à l'école. On en parle beaucoup mais, en fait, on n'explique pas aux élèves en quoi elle consisterait ; de plus nombre de leurs parents ne participent pas eux-mêmes à la vie démocratique du pays

Nous n'avons effectivement pas évoqué le mot nation. Il y a en Europe comme une

certaine honte à évoquer ce terme. Il est vrai qu'en France on passe beaucoup de temps à travailler sur les concepts qui font mal et on le fait souvent très maladroitement. La plaquette sur l'esclavage proposée par la Mairie de Paris il y a deux ans en est une illustration dans la mesure où, ne situant pas la question dans une perspective historique et en se concentrant uniquement sur le commerce triangulaire, elle risquait de provoquer de vives réactions dans les classes.

Philippe Lazar : Je m'interroge sur le cas particulier des familles et des enfants qui ne sont ni juifs ni musulmans et qui, plus généralement, ne sont pas dans une croyance. Quelle est, à cet égard, votre conception de la laïcité ? Car vous faites beaucoup référence à l'expression religieuse. Cela me choque un peu que l'école laïque doive, prioritairement en quelque sorte, privilégier le fait religieux, et cela même si vous êtes confrontés dans la réalité de votre pratique, je le comprends très bien, à des interrogations et des conflits d'ordre, précisément, religieux. Ne faut-il pas tenter d'intégrer le fait religieux dans l'ensemble des faits culturels ? J'aimerais avoir votre sentiment à ce sujet.

Laurent Klein : Je suis effectivement attaché à l'école laïque républicaine. Historiquement elle s'est battue contre l'influence de l'Église catholique pour arracher les élèves à un enseignement obscurantiste qui ne les amenait pas vers les Lumières, la réflexion. C'est une donnée très importante car elle est restée sous-jacente et vécue de manière inconsciente par l'ensemble des jeunes enseignants. D'une manière générale, les Églises ont cherché à évoluer et, moi, j'ai peur qu'il n'en soit pas de même pour l'École, qui reste figée dans un combat, certes d'actualité il y a cent ans, mais qui ne l'est plus maintenant : est



Alain Berestetsky : « L'école républicaine et laïque ne me semble pas avoir été à la hauteur de l'enjeu durant ces trente dernières années. »



désormais acquise la séparation des Églises et de l'État, même s'il y a une certaine inquiétude des enseignants quant à la place spécifique de l'islam. Ce qui pose problème, c'est l'ignorance totale de pans entiers de notre culture commune. Les enfants vivent dans un environnement marqué par le religieux, de manière souvent dramatique : amalgame entre islam et islamisme, discours réducteurs du Pape... Même notre République n'est pas au clair là-dessus ; je n'en veux pour exemple que la messe solennelle célébrée à Notre-Dame de Paris lors de l'enterrement de François Mitterrand. Je suis en faveur d'un enseignement du fait religieux non pas comme une matière à part, mais, ainsi que l'a recommandé Régis Debray, dans le cadre des programmes « ordinaires ». Et il faut que cet enseignement passe par l'école laïque pour qu'il soit dispensé en s'inspirant des valeurs héritées des Lumières.

Tewfik Allal : Il me semble qu'il y a un certain décalage entre la structure (avec cette donnée spécifique qu'est la place de l'enfant) et l'idée de démocratisation prise au sens large du terme. C'est dans ce cadre-là que se pose la question de la place d'une minorité culturelle. Avec nos amis du Cercle Gaston-Crémieux, la question qui nous semble centrale avec celle, toujours actuelle dans le monde arabo-musulman, de la séparation de l'Église et de l'État, est surtout celle de la séparation du culte et de la culture. Je comprends bien que, d'un point de vue hu-

main, vous parliez, Mehrezia Labidi-Maïza, du regard de l'autre, mais j'observe aussi la régression de l'islam et combien il est nécessaire que la critique de cette évolution soit entendue. Les cultures musulmane, juive et chrétienne font partie du patrimoine de l'humanité. La culture islamique n'est pas que l'affaire des musulmans, elle est aussi l'affaire de la nation tout entière.

Mehrezia Labidi-Maïza : Si on compare la place des écrivains indiens dans les manuels scolaires anglo-saxons, on ne trouve pas en France l'équivalent en ce qui concerne des écrivains francophones d'origine maghrébine ou africaine. Inversement, engagée comme professeur de traduction dans l'institut européen de culture musulmane d'obédience UOIF (Union des organisations islamiques de France), je me suis trouvée face à des étudiants se réclamant d'une culture intégralement musulmane. J'ai été amenée, par le biais du travail de traduction de textes, à leur montrer combien ils étaient, sans même s'en rendre compte, imprégnés de culture européenne. Les défenseurs de la laïcité, à laquelle je tiens, devraient être un peu plus sereins, avoir moins peur et surtout bien voir que nous ne sommes pas des êtres stéréotypés mais que nous sommes capables de nuances permettant, précisément, le dialogue. Une sociologue américaine reconnaît une spécificité à l'islam français. Pour moi cela vient des échanges, même s'ils sont parfois houleux, qui se sont déroulés en France et notamment dans l'école.

Léa Wajs : Il me semblerait tout de même nécessaire de redéfinir ce qu'est la laïcité non pas simplement comme quelque chose allant de soi...

Laurent Klein : Laisser une place à l'autre me paraît une bonne définition de ce qu'elle est ou devrait être. Je vais essayer d'en donner une illustration par ce qui pose problème dans la communauté juive actuellement. Être juif, dans une société laïque, c'est, par exemple, de temps en temps, lorsqu'on est homme, mettre sa kippa dans sa poche et c'est ce qui, malheureusement, ne se passe plus dans une bonne partie de la communauté juive. Il en est de même pour une partie de la communauté musulmane ; chez les catholiques aussi, même si cela apparaît moins flagrant. Dans le partage que l'on a dans la vie en société, c'est laisser une part à l'autre et retirer une part de soi-même. Malheureusement on laisse de moins en moins de place à l'autre et nous pouvons avoir une inquiétude pour la laïcité car nous sommes dans une crise de société. Mais beaucoup, y compris parmi ceux qui ont une pratique religieuse, y restent néanmoins fermement attachés.

Georges Wajs : Comme l'a souligné Alain Berestetsky, nous sommes partis du terrain,



Tewfik Allal : « La culture islamique n'est pas que l'affaire des musulmans... »



Léa Wajs : « ... redéfinir ce qu'est la laïcité non pas simplement comme quelque chose allant de soi... »

du local et nous avons élargi le débat jusqu'à poser les problèmes fondamentaux, dont la question de l'autre. Le regard que nous portons sur l'autre et, réciproquement, celui que l'autre porte sur nous sont déterminants pour le « vivre ensemble ».

Nous vivons encore dans le schéma d'une école unificatrice, celle du début du xx^e siècle alors que nous sommes désormais dans une société multiculturelle en train de se chercher. Comment arriver à intégrer toute cette richesse sans la compartimenter ? Nous avons bien vu combien les questions relatives au fait religieux suscitent de craintes et qu'il est nécessaire que l'institution scolaire continue son travail de réflexion et propose des avancées à ce sujet. Merci à nos deux orateurs d'avoir si bien œuvré en ce sens par leur livre et, ce soir, par leurs propos. ■

*Propos retranscrits par Georges Wajs
Photos de Philippe Lazar
& Jean-François Lévy*

Le chat dans un appartement vide

*Mourir – on ne fait pas ça à un chat.
Car que peut donc faire un chat
dans un appartement vide?
Grimper aux murs.
Se frotter aux meubles.
Rien n'est changé en apparence,
pourtant tout est différent.
Rien n'a en apparence bougé,
pourtant tout est plus lointain.
Et le soir, la lampe ne s'allume plus.*

*On entend des pas dans l'escalier,
mais ce sont d'autres pas.
La main qui met le poisson dans l'assiette
n'est pas la même qu'auparavant.*

*Il y a quelque chose qui ne commence plus
à l'heure habituelle.
Quelque chose ne se déroule pas
comme il conviendrait.
Quelqu'un était là, il était là,
et puis il est disparu soudain
et il s'entête à ne pas être là.*

*On a inspecté toutes les armoires.
On a parcouru toutes les étagères.
On s'est glissé sous le canapé pour vérifier.
On a même violé l'interdit, et dispersé les papiers.
Que peut-on faire de plus.
Dormir et attendre.*

*Qu'il revienne seulement,
qu'il se montre un peu.
Il comprendra vite
qu'il ne faut pas faire ça au chat.
On ira vers lui
mais comme malgré soi,
doucement,
sur des pattes très vexées.
Et pas de sauts, pas de ronronnements
[au début.*

Wisława Szymborska



Un colloque international, interculturel et « interconvictionnel* »

Religions, courants de pensée et cohésion sociale

Philippe Lazar

Ce colloque, annoncé, dans le numéro 42 de *Diasporiques*, s'est déroulé à Strasbourg à l'Université Marc Bloch et au Conseil de l'Europe les 3 et 4 octobre derniers. Conjointement organisé par la Fédération humaniste européenne, la Ligue de l'enseignement, le Réseau européen Église et Libertés, le Manifeste des Libertés et le Cercle Gaston-Crémieux, il a rassemblé de 150 à 200 participants. Ses actes feront prochainement l'objet d'une publication sous l'égide du Conseil de l'Europe ; les lecteurs de *Diasporiques* en seront informés.

Les organisateurs de cette rencontre m'ont fait le redoutable honneur de me confier la responsabilité de la conclure. À chaud, c'est évidemment impossible tant ont été variées et riches les interventions et intenses les débats qui les ont suivies ; mais plus encore parce qu'il ne s'agit pas en fait maintenant de conclure, c'est-à-dire en quelque sorte de fermer, mais bien d'ouvrir un champ de réflexion et d'action qui prolonge nos travaux.

D'où parlons-nous ? Nous relevons les uns et les autres de toute une variété de « cultures », le mot étant pris dans son sens le plus global : cultures à fondement religieux, philosophique, ethnique, comportemental, etc. Mais nous avons en commun une double conviction : celle de considérer comme un projet politique majeur de traiter à fond des questions difficiles que pose la gestion de cette diversité, une condition nécessaire du renforcement de la cohésion sociale dans une Europe plurielle ; celle aussi qu'il nous faut dépasser le niveau – louable – des ententes interreligieuses pour inclure dans notre champ d'intervention celui des ententes « interconvictionnelles », c'est-à-dire, comme nous l'a rappelé explicitement à deux reprises François Becker¹, pour associer dans une même construction politique, culturelle et sociale croyants et non-croyants désireux de coopérer.

Or, même si nous avons le sentiment que les courants de pensée et modes de vie qui nous inspirent cet esprit d'ouverture sont sociologiquement majoritaires dans nos pays respectifs, nous demeurons minoritaires dans nos capacités d'expression, ne

serait-ce que, comme l'a souligné Gabriel Nissim², parce qu'il y a et qu'il y a toujours eu collusion entre le pouvoir et l'autel. Et puis nous ne voulons pas, nous, jouer le jeu de la simplification abusive des « représentations » qu'affectionnent et tentent d'imposer les pouvoirs, presque toujours désireux d'avoir en face d'eux un petit nombre d'interlocuteurs prétendument représentatifs des grands courants culturels qui constituent la trame d'une nation ou d'une fédération de nations ; nous ne voulons pas plus « renverser » les majorités actuelles, troquer ainsi une hégémonie pour une autre, ce qui serait en contradiction avec notre respect fondateur de la diversité. Comme le disait aussi Gabriel Nissim, nous voulons résolument échapper à l'orgueil de penser que nous serions les seuls à avoir raison.

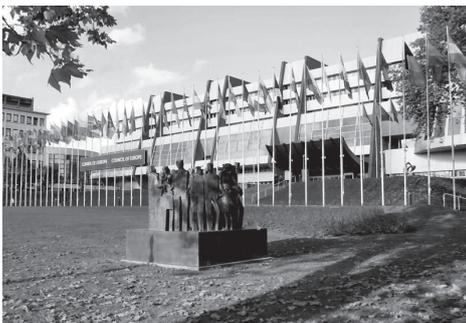
En d'autres termes, nous acceptons pleinement la complexité des faits de culture et de leur enchevêtrement et nous pensons que c'est seulement en l'assumant et en prenant des dispositions pour la gérer en tant que telle dans le respect des différences de croyances et de convictions que nous pouvons assurer une réelle cohésion sociale. Gabriel Nissim, lui encore, citait hier soir Paul Ricoeur. Je vous rappellerai pour ma part une phrase d'un autre grand disparu, Jean-Pierre Vernant, extraite de *La traversée des frontières*³ : « On se connaît, on se construit par le contact, le commerce, l'échange avec

* Néologisme introduit pour bien montrer que le colloque voulait prendre en compte toutes les convictions et croyances, qu'elles soient d'ordre religieux ou non.

¹ Cosécrétaire du Réseau européen Églises et Libertés, principal organisateur du colloque.

² Président du regroupement des Droits de l'Homme de la Division des Organismes internationaux non gouvernementaux du Conseil de l'Europe.

³ Le Seuil, Paris, 2004.



D.R.



Photo J.-F. Lévy

l'autre ». Un appel à « l'autre » qui implique notamment que, par souci d'équité, on soit aussi « autre » pour l'autre, c'est-à-dire qu'on ne récuse pas ses propres racines, ses propres sources identitaires, et qu'on les mette ainsi délibérément à disposition de tous. « Apprenons à respecter les autres en nous respectant nous-mêmes », disait à l'instant Jean de Bruecker⁴.

Je me propose d'évoquer avec vous quatre pistes pour rebondir. Elles sont inspirées par tout ce que j'ai entendu depuis hier soir et aussi par mon expérience en tant que président du Cercle Gaston-Crémieux (présidence à laquelle vient de me succéder Georges Wajs) et de directeur de la revue trimestrielle interculturelle *Diasporiques* qui a déjà eu l'honneur d'accueillir des textes du Manifeste des Libertés, de l'Observatoire chrétien de la laïcité et mouvements associés, de la Ligue de l'Enseignement, et qui compte bien s'ouvrir demain à d'autres courants de pensée. Les quatre mots-clés qui les introduisent sont : dissociation, délégation, progrès et, bien sûr, Europe.

Dissociation

Il me semble essentiel (mais rarement explicité) de distinguer deux espaces trop souvent confondus et dont la confusion porte en germe (voire induit) en particulier ce qu'on appelle communément le communautarisme. Gilda Farrell⁵ faisait allusion hier soir à cette dissociation lorsqu'elle distinguait les concepts « être » et « appartenir à », *être* étant relatif disant-elle à la personne et *appartenir* à relevant de ce qu'elle appelait « l'espace public ». Il existe bien en fait deux espaces

parfaitement distincts (il faut en prendre acte et agir en conséquence) : l'espace des individus et celui des faits de culture. Le premier comporte actuellement quelque six milliards de personnes vivantes, chacune unique par son patrimoine génétique, son histoire, sa culture propre. C'est un espace concret, physique. Le second, celui des faits de culture, est au contraire abstrait, c'est un espace de représentations. On peut toucher un individu mais on ne peut le faire d'une culture. Une culture, diraient les mathématiciens, est une fractale, c'est-à-dire un être virtuel aux contours flous. Pensez à un nuage dans le ciel : on le voit, il existe mais, lorsqu'on s'en approche, on n'en distingue plus les limites.

L'espace des individus est d'ordre privé. C'est celui de la liberté, de la liberté de conscience en particulier et, le cas échéant, de la liberté de culte. C'est entre autres celui de « la liberté d'aller méditer dans la forêt si le cœur vous en dit » comme le suggérait joliment Jean-Claude Diallo⁶. C'est enfin, et fondamentalement, celui de la liberté de choisir ses « appartenances culturelles », le plus souvent multiples. L'espace des faits de culture devrait, au contraire, être impérativement considéré comme d'ordre public. Les cultures sont (et devraient être formellement reconnues comme étant) des *biens publics de l'humanité*, au même titre que le sont l'air, l'eau, la biosphère, la terre... Leur diversité et sa préservation sont aussi précieuses que la protection de la biodiversité. Elles ont au demeurant les propriétés fondamentales de tout bien public : elles ne peuvent faire l'objet de quelque appropriation que ce soit (leurs indispensables « passeurs » ne les possèdent pas mais les servent) ; elles ne s'usent pas si l'on s'en sert mais sont au contraire indéfini-

⁴ Secrétaire général adjoint du Centre d'action laïque de Belgique.

⁵ Chef de la Division pour le développement de la cohésion sociale du Conseil de l'Europe.

⁶ Responsable du service des immigrants à la municipalité de Francfort.



ment partageables (comme l'est par exemple une langue).

Éric Favey⁷ nous a très clairement montré combien il était légitime que des hommes cherchent appui, solidarité, réconfort auprès de « communautés » dont ils se sentent partie prenante. Ce qu'on appelle communément le *communautarisme* ne commence que lorsqu'un groupe humain va beaucoup plus loin et tend à s'identifier à une culture et par là-même à se l'approprier. « L'Islam n'est pas que l'affaire des Musulmans », nous disait avec force Tewfik Allal⁸. Et la même affirmation peut s'étendre à toute culture, quel que soit son fondement. De ce fait, nous sommes individuellement et collectivement responsables de la préservation de *toutes* les cultures comme nous le sommes de celle de l'environnement, même si chacun de nous ne se sent directement concerné que par un nombre restreint d'entre elles.

Ce partage de responsabilités que permet la dissociation évoquée des deux espaces est sans doute une piste pour échapper au piège de la juxtaposition sans réelle interpénétration de communautés distinctes, à l'image du multiculturalisme britannique dont Hanne Stinson⁹ nous a si bien montré qu'il ne pouvait qu'induire une multifermeture. Mais nous pouvons faire un pas de plus. Samia Labidi¹⁰ donnait à l'instant référence au mot « laïcité », éclairé par son étymologie grecque : *laïkos*, qui renvoie au peuple pris dans sa globalité et sa complexité culturelle. J'ai moi-même écrit il y a quelque temps un essai intitulé *Autrement dit laïque*¹¹ dans lequel je suggère de substituer à la définition courante de la laïcité « à la française » (la séparation des Églises et de l'État) une définition périculturelle : la laïcité pourrait être « un principe de reconnaissance réciproque de l'égalité des dignités des cultures ». Cette définition (malgré la précaution qu'introduit l'adjectif *réciproque*) ne libère toutefois pas complètement de l'interrogation : « Toutes les cultures sont-elles également dignes ? », qui vaut en particulier pour les cultures sexistes, accompagnées de leurs pratiques mutilantes pour les femmes. Une question qui renvoie à de lourdes interrogations d'ordre éthique,

évoquées hier soir par Gilda Farrell, et qu'il nous faut approfondir.

Délégation

Le principe de délégation (de pouvoir, de représentation, de compétence, etc.) est le fondement de toute société non totalitaire. Les modalités de mise en œuvre de ce principe peuvent être très variées : électives (lorsqu'il s'agit du pouvoir politique à quelque échelle que ce soit), sélectives (lorsqu'il s'agit de choisir ou de reconnaître des chercheurs, des enseignants, des artistes...), administratives, etc. ; ces procédures diversifiées sont dans tous les cas les garantes de la légitimité desdites délégations.

Ces questions de « délégation » valent – et prennent même une importance essentielle – s'agissant de l'expression de la diversité culturelle d'une société, d'une nation, d'un ensemble structuré de nations. Leur solution est loin d'aller de soi et je suggérerais volontiers pour ma part qu'elles fassent elles-mêmes l'objet d'un colloque, dans le prolongement de celui que nous venons de vivre.

Si nous assumons la complexité de l'enchevêtrement culturel dans lequel nous vivons, nous ne pouvons en effet nous contenter des caricatures de représentation que sont les conseils autoproclamés « représentatifs » ou considérés comme tels par les pouvoirs publics. Les représentations « hiérarchiques » de cette nature ne sont pas pertinentes. Ainsi, je ne conteste en aucune manière qu'un certain nombre d'associations juives se fédèrent dans un ensemble qu'elles affirment « représentatif », le CRIF¹² ; mais je suis choqué, en tant que Français et juif par filiation, que chaque année le premier ministre, quelle que soit sa couleur politique, se croie obligé de se rendre au dîner annuel du CRIF pour y dialoguer avec « la communauté » juive et son président ! Imaginons simplement un instant, pour mieux percevoir le caractère pour le moins contestable de cette communautarisation de source étatique, que se constitue dans notre pays un autre CRIFF – en l'occurrence un « conseil représentatif des institutions féminines de France » – et que le Premier ministre vienne à son dîner annuel dialoguer avec la communauté féminine de France et sa présidente... J'ai de même

⁷ Secrétaire national de la Ligue de l'Enseignement.

⁸ Président du Manifeste des Libertés.

⁹ Directrice de British Humanist, Londres.

¹⁰ Présidente de l'association d'Ailleurs ou d'Ici Mais Ensemble (AIME).

¹¹ Éd. Liana Levi, Paris, 2003.

¹² Conseil représentatif des institutions juives de France.

quelques doutes (naguère partagés par Mgr Lustiger¹³) sur les motivations de création (à l'image du Consistoire napoléonien) du Conseil français du culte musulman (CFCM), tout à l'heure évoqué par Samia Labidi. Théoriquement (et sans doute de façon quelque peu artificielle), il ne concerne que les cultes islamiques mais les pouvoirs publics ont presque inévitablement tendance à lui conférer une « représentativité » bien plus large – « une représentativité malgré nous » disait Cherifa Kheddar¹⁴. On peut également s'interroger sur la totale légitimité du CRAN (le Conseil représentatif des Associations Noires) en tant, précisément, que « représentatif » de toutes les cultures associées à la négritude, et cela quelle que soit la sympathie que l'on éprouve quant à la volonté de cette instance de lutter contre les discriminations liées aujourd'hui encore à la couleur de peau.

Il ne saurait y avoir en réalité de représentation univoque de réalités complexes, et a fortiori de représentation élective (qui supposerait la constitution de listes électorales, c'est-à-dire la désignation, par nature discriminante, des personnes susceptibles d'en faire partie). Un tel processus serait par essence « communautarisant ». Comme l'est, soit dit en passant, la désignation formelle de « minorités » dans notre espace social : l'identification de leurs membres (quelles que soient les intentions protectrices avancées pour la justifier) est en soi critiquable, exactement pour les mêmes raisons, même si la question de « protection » des dites minorités évidemment se pose.

Tout cela doit nous conduire à trouver d'autres modes de délégation, qui ne peuvent passer que par la multiplicité et la diversification des structures exprimant chacune une partie de la représentation d'une culture et qui, globalement, en donnent une image recomposée au travers de ce kaléidoscope, infiniment plus fidèle que celle qui nous est habituellement proposée.

¹³ Cité par *Le Monde*, 15 avril 2003. Seuls quelque 10 % des musulmans fréquentent les mosquées, disait-il en substance, il est paradoxal de vouloir les faire tous passer par le culte alors que ce qu'ils demandent est la reconnaissance des dimensions historiques et culturelles de l'Islam en tant que composantes de la culture française.

¹⁴ Écrivaine.

Progrès

J'ai été heureux d'entendre à plusieurs reprises évoquer le concept de progrès. « Reprenons confiance dans le progrès humain » nous a recommandé Éric Favey. Même si, héritiers d'un siècle particulièrement lourd en termes d'abominations, nous ne pouvons faire preuve d'une inexcusable naïveté, nous sommes néanmoins tenus d'observer et d'intégrer quelque part dans notre façon de nous représenter la société :

- que l'application de la peine de mort recule dans le monde même si elle est encore bien loin d'avoir disparu,
- qu'à l'échelle locale tout ne va pas pour le plus mal dans le pire des mondes possibles, comme nous l'ont bien montré, pour les questions qui nous préoccupent ici, Gérard Warenahem¹⁵ et Jean de Bruecker : on peut apprendre à construire des projets communs, à chanter en chœur à l'école...,
- qu'on commence à avoir bien compris que l'identité d'un individu – ou plutôt sa *quête identitaire*, disait Bernard Quelquejeu¹⁶ – renvoie le plus souvent à des appartenances multiples, reconnues et consenties, et donc à une expression essentielle de sa liberté de choix. Une liberté fondamentale qui ne remet nullement en question, faut-il le souligner, l'existence de ces entités abstraites, de ces « fractales » que sont les cultures mais tout au contraire les nourrit en leur permettant d'évoluer au contact les unes de autres et même, le cas échéant, de se métisser,

¹⁵ Partenia 2000.

¹⁶ Philosophe.



Photo J.-F. Lévy



- que la généralisation des processus diasporiques crée des conditions objectives favorisant de tels brassages et leurs retombées positives,
- que le renoncement aux certitudes absolues (le rejet de la « pathologie de la certitude », selon Bernard Quelquejeu) dans l'espace public – et tout ce qui nous a été dit à propos des ruptures de barrières par Frédéric Setadzo¹⁷, Simone Bøddeker¹⁸ ou Cherifa Kheddar va dans ce sens – n'interdit en rien le maintien de certitudes personnelles touchant à l'absolu dans l'espace privé. Toute forme de relation à ce que Bernard Quelquejeu nommait « l'ultime » est parfaitement légitime dans ce dernier espace, qui tolère l'intolérance : les croyants ont le droit d'y récuser l'athéisme et les athées d'y rejeter les croyances. Mais cela ne vaut évidemment pas pour l'espace public !
- que progresse l'idée que la clef d'une évolution positive de nos sociétés est en fin de compte de partager des *questionnements* susceptibles d'induire des dialogues et leur corollaire : la mise en évidence des conflits de valeurs pratiquement associés à toute action et des questions d'ordre éthique qu'ils induisent.

Europe

Un dernier mot – *last but not least* – à propos de notre continent.

¹⁷ Pasteur à Eckwerheim.

¹⁸ Département de recherche de l'université catholique de Rhénanie, Cologne.

¹⁹ Le Seuil, Paris, 1970.

L'Europe nous offre une occasion unique de confronter à une plus large échelle ce que sont nos préoccupations nationales et, à partir de là, de faire des propositions susceptibles d'induire des progrès. À condition toutefois d'éviter de nous montrer par trop donneurs de leçons au reste du monde (même si nous bénéficions d'une certaine antériorité en matière de proclamation des droits de l'homme) et d'accepter de mettre en débat des questions qui nous tiennent à cœur avec des peuples qui n'ont pas la même histoire que nous.

François Becker nous invitait il y a un instant à ne pas oublier l'histoire de notre continent, ni celle des peuples qui l'habitent de longue date ou à partir de migrations récentes. Nous ne devons pas plus renoncer à notre conscience de la complexité du jeu des cultures en acceptant que les « racines » de l'Europe puissent être qualifiées de façon réductrice par des épithètes renvoyant à certaines de leurs caractéristiques religieuses, fussent-elles historiquement majoritaires.

Notre richesse est la diversité, apprenons à la respecter, à l'exalter, à nous aider à lutter contre tous les conservatismes, de quelque nature qu'ils soient – en un mot prenons résolument appui sur elle pour progresser. Notre richesse est aussi notre passion de comprendre, en rejetant tous les obscurantismes, en restant ouverts, comme le disait Cherifa Kheddar, aux cultures de création, en acceptant, là encore, d'évoluer, de progresser dans nos représentations de la nature, de la société, de l'homme, inspirés par ce que Jacques Monod appelait judicieusement, dans *Le Hasard et la Nécessité*¹⁹, l'éthique de la connaissance. ■

Proche-Orient : Nabil et Moshe dialoguent



« *Le grand problème de la société française est d'avoir toujours perçu les cultures au travers d'institutions, de blocs, plutôt que de pratiques en évolution* »

Pierre Rosanvallon, professeur au Collège de France

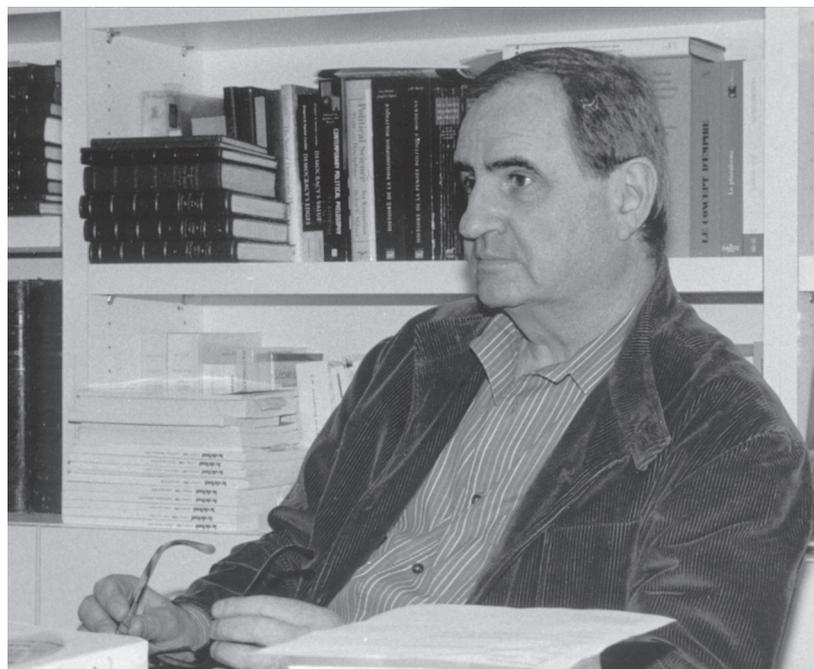
Diasporiques : Pierre Rosanvallon, vous avez introduit et décliné le concept fondateur de *contre-démocratie*¹. Comment les idées que vous avez développées à cette occasion (surveillance, empêchement, mise à l'épreuve d'un jugement) peuvent-elles s'appliquer à la gestion conjointe, dialectique, voire contradictoire des cultures par les pouvoirs publics et la population ?

Pierre Rosanvallon : J'ai choisi de mettre en valeur cette notion de contre-démocratie d'abord parce qu'elle permet d'éclairer et de nommer de façon générique tout un ensemble de nouvelles pratiques sociales renvoyant aux trois figures d'un peuple-vigilant, d'un peuple-veto et d'un peuple-juge, qui se superposent à celle d'un peuple-électeur. Mais aussi parce qu'elle est au fond en elle-même assez contradictoire et donc dérangeante : libérale et démocratique, elle ne peut que favoriser un redéploiement de l'activité citoyenne mais elle témoigne aussi de l'existence de reculs, de dénégations, voire de dénigrements quasi pathologiques du politique. S'agissant plus spécifiquement des cultures, il faut, selon moi, être particulièrement sensible aux univers équivoques, ambigus : dans l'ordre des cultures, on a affaire aujourd'hui à des éléments d'invention, d'affirmation, de redéfinition de l'universel et, en même temps, à des éléments de rétraction voire de complet repli sur soi.

L'universalisme démocratique

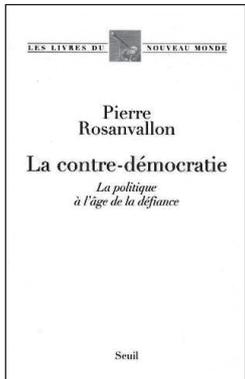
Quelque chose d'autre me semble également essentiel, qui ne relève pas directement du

concept de contre-démocratie : il s'agit de la quête d'un nouvel universalisme démocratique. Jusqu'à présent, celui-ci était conçu sur le mode d'un capital résultant d'une certaine histoire, un capital que certains possédaient et que, dans le meilleur des cas, ils tentaient d'exporter généreusement dans toute la planète. Ainsi la diffusion mondiale de la démocratie, naguère vécue comme un impératif coulé dans le marbre par les instances européennes et aujourd'hui répétée tel un slogan par le monde nord-américain, est-elle désormais reconnue comme problématique...



Un universalisme démocratique devrait en réalité être un universalisme des problèmes, des questions.

¹ *La contre-démocratie, La politique à l'âge de la défiance*, Le Seuil, Paris, 2006.



D. : L'imposition comme allant de soi de notre propre définition des droits de l'homme étant au cœur de cette contestation...

P.R. : Bien sûr ! Or un universalisme démocratique devrait en réalité être un universalisme des problèmes, des questions. Si l'on commence par parler d'un universalisme des solutions, on tend évidemment à imposer la sienne et l'on n'est pas nécessairement bien reçu ! On oublie aussi que, par exemple, l'expérience occidentale en la matière ne résulte en aucune manière de l'accumulation progressive et régulière d'un capital, mais qu'elle s'est au contraire nourrie en permanence de tensions et de contradictions. Son évolution depuis le XVIII^e siècle est jalonnée d'oppositions de cette nature : entre individus et communautés, entre démocratie directe et démocratie représentative, entre tendance à l'unité et respect du pluralisme. La bonne façon de parler des cultures comme des droits de l'homme ou de la démocratie est de commencer par les constituer en questions vivantes et par étudier la façon dont

celles-ci se modulent en fonction de l'expérience de nos sociétés. En Inde, en Chine, en Amérique latine, toutes les fois que j'ai fait des conférences pour dire ce qu'étaient les difficultés de la démocratie en Europe, j'ai eu le sentiment d'être parfaitement compris parce qu'adoptant une démarche dans laquelle mes interlocuteurs pouvaient trouver l'image de leurs propres interrogations.

Un rapport critique à soi, une communauté d'interrogations critiques peuvent seuls conduire à

un réel rapprochement entre les cultures, au travers de ce que j'appellerai volontiers une unité de curiosité, un partage des questionnements.

Les conflits intercommunautaires

D. : Il existe cependant aujourd'hui des situations conflictuelles intercommunautaires, qui posent de graves problèmes...

P.R. : Incontestablement. Mais, là aussi, il serait intéressant de trouver une façon générale d'en parler. Jusqu'à présent on interrogeait surtout les démocraties au sujet de leur forme d'organisation politique et constitutionnelle : on s'intéressait avant tout aux *régimes* démocratiques, c'est-à-dire à la séparation des pouvoirs, aux droits de citoyens, aux diverses formes de participation. Or une question fondamentale, aujourd'hui, est celle du rapport entre le type de régime et le type de territoire auquel il s'applique. La situation est de ce point de vue très différente de ce qu'elle était au XIX^e siècle.

Il existe une loi socio-historique simple : plus un territoire politique est grand, plus se révèle son hétérogénéité. Or l'hétérogénéité a un coût social, qui appelle la constitution d'un « État-providence ». Au XIX^e siècle on a pu choisir de payer le prix de l'hétérogénéité parce que le bénéfice de la dimension était considérable : l'histoire de la démocratie est alors liée à la constitution des grands États-nations, leur dimension leur conférant un bénéfice évident en termes économiques. Ce n'est plus du tout le cas aujourd'hui. Un des conflits emblématiques que nous vivons actuellement est celui des Wallons et des Flamands : deux communautés qui ne veulent plus faire État-providence commun...

D. : Disons que ce sont surtout les Flamands qui ne veulent plus faire État-providence avec les Wallons...

P.R. : Exact ! Parce que les Wallons coûtent plus cher en la matière ! On voit ainsi apparaître un nouveau type d'interrogation, qui traverse en fait toute l'Europe : non plus seulement sur la nature du régime démocratique mais bien sur le territoire où s'exerce ladite démocratie, une question qui devient centrale.

D. : Ne sommes-nous pas un peu protégés dans notre pays vis-à-vis de tentations de cet



... plus un territoire politique est grand,
plus se révèle son hétérogénéité.

ordre par l'article premier de notre Constitution qui dispose que la France est une république indivisible, laïque, démocratique et sociale ? Si la Loi fondamentale prend soin de proclamer le principe d'indivisibilité comme premier terme du pacte républicain, n'est-ce pas à la fois parce qu'elle prend acte de la complexité du pays – complexité qui pourrait conduire à le constituer en entités juxtaposées – et qu'elle affirme hautement la volonté collective de refuser tout clivage de cette nature ?

P.R. : « Complexe » signifie en effet qu'elle reconnaît renfermer en son sein des gens qui ont des histoires, des comportements différents. Une nation est un espace dans lequel on accepte fondamentalement de faire coexister des comportements différents : la démocratie n'est pas simplement un accord de tolérance mutuelle entre copropriétaires. Nulle part la démocratie n'approche de plus près de la perfection que dans « la famille », disait-on au temps de Rousseau ; dans la famille au sens large s'entend, c'est-à-dire entre des gens qui se ressemblent tellement, qui ont des codes culturels si semblables qu'ils acceptent plus aisément de vivre ensemble. Aujourd'hui cette définition n'a plus vraiment cours. Aborder la question dite du multiculturalisme, c'est s'interroger conjointement sur la signification de l'homogénéité et la rupture de l'homogénéité. Beaucoup sont bien sûr prêts à être démocrates entre gens qui se ressemblent ! Le grand argument de l'extrême droite est : nous sommes prêts à toutes les solidarités avec ceux qui nous ressemblent parfaitement, avec « notre famille » en quelque sorte. Et a contrario : nous ne voulons pas faire État-providence avec des gens qui ont un mode de vie si différent du nôtre...

D. : ... qui ne sont pas de la famille ! Mais le deuxième mot de notre Constitution, laïcité, n'est-il pas un élément de réponse, une façon de lever l'aporie du premier terme qui constate la complexité constitutive de la nation mais qui interdit formellement d'en faire usage ?

P.R. : Oui bien sûr. Mais il faut alors donner une définition enrichie de la laïcité, qui n'est plus seulement neutralité et qui devient pratique lucide de la diversité. Or ce mot renvoie à des univers sémantiques très différents : celui de la diversité culturelle, bien distinct de celui de la coexistence des

croyances et de celui du rapport entre le religieux et le politique. Il y a donc risque de confusion et peut-être le mot de laïcité – qui a joué un rôle éminent dans notre histoire républicaine – a-t-il aujourd'hui un peu perdu si je puis dire de sa productivité ?

D. : Il figure pourtant en très bonne place dans la Constitution. N'est-ce pas un peu dommage de ne pas en profiter ?

P.R. : Dans notre débat franco-français, incontestablement ! C'est alors un mot de code commode, qui rappelle utilement des pans de notre histoire. Je passe personnellement beaucoup de temps avec d'autres que des Français et quand je parle avec des Chinois, des Américains ou des Argentins, franchement ce mot ne leur dit pas grand chose ! Toutefois que ce ne soit pas un mot de portée internationale ne lui retire rien en tant que terme de compréhension mutuelle entre nous.

Une connivence contestable

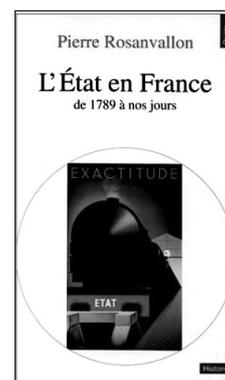
D. : L'État n'essaie-t-il pas de sur-simplifier ses rapports aux cultures et de limiter le développement de structures contre-démocratiques en conférant à des conseils qu'il crée ou qu'il met en valeur une capacité abusive de « représentation » des « communautés » dont ils sont issus ? Je pense bien sûr au Consistoire napoléonien mais aussi au CFCM², au CRIF³, au CRAN⁴...

P.R. : Dans ces formes institutionnelles que vous évoquez, il y a à la fois la marque du passé, la marque d'une histoire et la déviation de cette histoire. Pour exister dans la société traditionnelle, il faut en effet exister en tant que communauté, en tant que « corps ». L'idée directrice de Napoléon, constatant qu'une société moderne est essentiellement une société d'individus, est de définir des corps intermédiaires chargés de contribuer à sa gouvernance. Il pense que pour gouverner au mieux une société d'individus et limiter le risque de la voir se « liquéfier », la meilleure solution est de revenir aux corporations, qui sont à la fois des institutions (parce qu'on ne peut pas exercer un métier donné hors d'elles) et d'utiles formes sociales. Ainsi Napoléon a-t-il mis par exemple une

² Conseil français du culte musulman.

³ Conseil représentatif des institutions juives de France.

⁴ Conseil représentatif des associations noires.





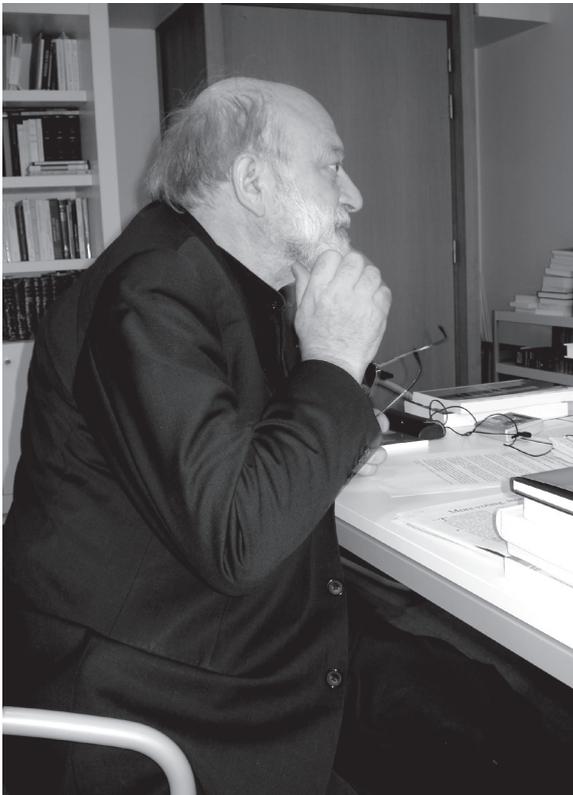
priorité sur la création d'un authentique *corps* enseignant, sans pour autant lui conférer les privilèges jadis accordés aux corporations. Il a étendu cette idée au domaine économique, et la création du Consistoire va dans le même sens.

D. : Mais dans l'ordre culturel n'est-ce pas aller trop loin ? Une corporation engage mais seulement partiellement : disons pendant la journée. Alors qu'en termes de culture, c'est toute la vie qui est concernée...

P.R. : Oui, mais ce qu'avait en tête Napoléon, c'est essentiellement un modèle de gouvernabilité ; on peut même dire que c'est son obsession...

D. : Avec une inspiration de même nature, si je vous suis bien, pour les deux ministres successifs de l'Intérieur créateurs du CFCM, Chevènement et Sarkozy ?

P.R. : Exactement ! Pour inventer cette gouvernabilité moderne, on force un peu et parfois beaucoup la réalité ! Mais du coup c'est un modèle que cherchent à reproduire ceux qui veulent prendre la parole...



... Comment peut-on vraiment représenter les cultures ?

D. : C'est le cas du CRAN ?

P.R. : Oui, c'est le cas du CRAN. Mais les choses sont en train de changer. Ces formes d'organisation sont héritières d'une vision ancienne et même archaïque de la représentation sociale. Aujourd'hui cette représentation s'exerce par des prises de parole beaucoup plus disséminées. A-t-on vraiment besoin, dans une société d'information, où la prise de parole est multiple et décentralisée, d'un CRIF ou

d'un CRAN, comme c'était le cas dans une société où l'accès à la parole était rare ? La question mérite d'être posée.

D. : N'est-ce pas, « tout simplement » si je puis dire, une tentative de prise et de confiscation non tant de la parole que du pouvoir ?

P.R. : Bien sûr, et c'est pour cela qu'il faut resituer le problème posé par l'existence de ces organisations dans une réflexion générale sur la représentation aujourd'hui.

D. : C'est exactement l'un des thèmes que nous cherchons à cerner : comment peut-on vraiment représenter les cultures ?...

P.R. : Elles ne peuvent se représenter comme s'il s'agissait de substances bien définies, parfaitement cernées. Les cultures sont des ensembles de formes et de pratiques. On ne peut leur donner de « représentations » qu'au travers de leurs actions, et celles-ci sont nécessairement multiformes. Il faut passer aujourd'hui d'une définition ancienne de la représentation, de type substantialiste, fondée sur des propriétés permanentes d'un groupe humain bien défini, à une conception beaucoup plus disséminée. C'est aussi une façon de permettre à la société de mieux se connaître elle-même : il y a une dimension cognitive dans la représentation alors qu'on présuppose, dans ses formes classiques d'expression, l'existence d'une identité permanente et dès lors inévitablement ossifiée. L'identité juive, par exemple, est pour moi vivante et évolutive et non point « substantielle ».

En d'autres termes encore, on peut dire que la tradition républicaine française – celle du légicentrisme français – a beaucoup fait pour penser la représentation comme une « propriété », dans les deux sens du terme : un capital et ensemble de traits clairement distingués et identifiables, alors que c'est en fait la production de tout un ensemble d'images approchées dont personne n'est vraiment « propriétaire ».

D. : N'y a-t-il pas dès lors une sorte de complicité entre l'État, en quête de gouvernabilité, et les communautés qui, dans une optique communautariste, prétendent avoir un droit, précisément, de propriété sur des cultures ?

P.R. : Oui, il y a là, si je puis dire, un échange de bons procédés, ou plutôt de mauvais procédés. L'État pense que pour bien gouverner il vaut mieux avoir une nombre restreint d'interlocuteurs contrôlables et d'identité bien définie, et ceux qui veulent être des contrôleurs de l'identité répondent positivement à cet appel ! Mais cela déborde de tous côtés ; il y a désormais par exemple beaucoup de radios concurrentes depuis la « libération » des radios (qui n'a pas trente ans d'âge, souvenons-nous en !) et tout est donc en train de changer. Cependant le bénéfice institutionnel de la reconnaissance par l'État d'une représentativité demeure, c'est incontestable, important. Ce qu'il faut tenter de défaire aujourd'hui, c'est ce qui transforme un fait social en institution. C'est en fait une question très générale. Par exemple, la question de l'évolution actuelle du syndicalisme est de même nature. Le syndicalisme est au départ un fait social, il est devenu une institution qui, de nos jours, s'étiole. Il faudrait en renouveler complètement l'expression...

L'expression vitale des cultures

D. : Les diverses formes de démocratie auxquelles vous vous référez habituellement (d'expression, d'implication, d'intervention) peuvent-elles être transposées à la représentation des cultures ?

P.R. : L'expression même de « représentation » me gêne un peu. Je préférerais parler de l'expression vitale des cultures. Celles-ci sont présentes lorsqu'elles s'expriment dans la vie publique, lorsqu'elles s'approprient des langages, etc. Le grand problème de la société française est d'avoir toujours perçu les cultures au travers d'institutions, de blocs, plutôt que de pratiques en évolution. L'explosion des communications sur la toile va-t-elle changer radicalement la donne ? Ce n'est pas évident, dans la mesure où, contrairement à ce que l'on pourrait croire, elle conduit à une démultiplication des communautés cloisonnées. La confrontation à la diversité radicale reste potentielle !

D. : On multiplie les villages, si je vous suis bien...

P.R. : Oui, et considérablement. Vous aviez autrefois des groupes d'appartenance religieuse, politique, géographique qui créaient une certaine forme de segmentation aux contours assez bien définis. Alors que

maintenant, grâce à *internet*, les possibilités de segmentation deviennent infinies. Cependant des travaux récents tendent à montrer que la situation évolue et qu'une réelle exposition aux différences est en train de prendre corps. Nous ne sommes pas parvenus à la fin de l'histoire !

D. : Pourrait-on dès lors oser parler de progrès ? Ce mot vous choque-t-il ?

P.R. : Pas le moins du monde ! Ce qui est sûr c'est que cette inflexion naissante va dans ce sens.

D. : Le mot progrès a pourtant assez mauvaise presse de nos jours...

P.R. : C'est vrai, mais c'est parce qu'on le comprend comme définissant une vision univoque et en quelque sorte automatique de l'avenir. Et aussi parce que cette vision était fondée sur une sorte d'optimisme philosophique qui n'est plus vraiment de mise aujourd'hui. Nos sociétés nourrissent davantage une réflexion sur le risque ; l'optimisme a largement cédé la place à l'inquiétude, ou du moins à l'interrogation. Et l'on ne peut pas ne pas constater que les transformations historiques ne sont pas univoques : il y a des avancées mais aussi des reculs. Pour le comprendre et l'intégrer dans une vision globale, il faut admettre que la réalité est structurée par des contradictions et pas simplement mue pas un principe de progression. Ce qu'il y avait de plus discuté dans une vision du progrès disons à la Condorcet, c'était d'être purement linéaire, alors même que la réalité est faite de contradictions. Mais ce constat n'élimine pas pour autant la notion de progrès, notamment du fait de l'accumulation de l'expérience. Même



L'identité juive, par exemple, est pour moi vivante et évolutive et non point « substantielle ».





ce qu'on appelle la tradition (au bon sens du terme) en est imprégnée : c'est la rationalisation, dans l'expérience humaine, de ce qui s'est montré positif et la compréhension des motifs d'abandon de ce qui s'est révélé catastrophique. Ainsi comprendre comment le totalitarisme s'est infiltré dans les démocraties constitue ce qu'on peut appeler un progrès ; c'est toute l'expérience du xx^e siècle. Comprendre comment la démocratie peut progresser en s'appuyant davantage sur le droit en est un autre... Bref, le mot ne me choque pas si l'on considère le progrès de façon interrogative, si on le met en question.

D. : Ce qui rejoint ce que vous appeliez la nécessité d'un questionnement au début de notre entretien et peut-être en particulier notre intérêt pour le phénomène diasporique. Celui-ci n'est-il pas par nature source de progrès, dans la mesure même où il conduit nécessairement à s'interroger sur les pratiques des « autres » – de toutes les cultures auxquelles il confronte – et sans doute pas nécessairement à en retenir ce qu'elles ont de moins bon ?

P.R. : Bien sûr ! De surcroît, les phénomènes de diasporas, s'ils ont été minoritaires dans les siècles passés, changent aujourd'hui complètement de dimensions. La culture diasporique devient un phénomène essentiel dans un monde désormais beaucoup plus ouvert. Nous n'avons plus affaire à des pôles de stabilité avec de petites plages de circulation mais bien à une circulation généralisée et la notion même de diaspora prend désormais une tout autre dimension.

D. : Notre revue prendra vraisemblablement comme sous-titre dès le début de l'année prochaine : « Cultures en mouvement »...

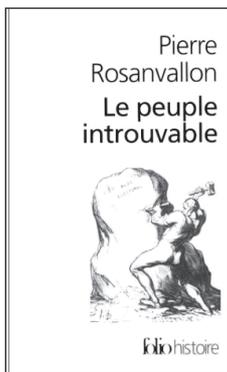
P. R. : C'est une très bonne définition de la mutation des cultures elles-mêmes ! ■

*Propos recueillis par Philippe Lazar
Photos de Jean-François Lévy*

Vêtements

*J'enlève, tu enlèves, vous enlevez
manteaux, vestons, vestes, chemisiers ;
laine, coton, tissu synthétique,
jupes, pantalons, chaussettes, linge –
à poser, à suspendre, à jeter par-dessus
le dossier de la chaise, le montant du paravent ;
pour l'instant, dit le médecin, ce n'est rien
[de grave,
rhabiliez-vous, reposez-vous, partez un peu,
avalez ceci au cas où, avant de dormir, après
[les repas,
revenez me voir dans un mois, dans un an ;
tu vois, et toi qui pensais, et nous qui avions peur,
et vous qui supposiez, et lui qui soupçonnait ;
il est temps de renouer, de boutonner, les mains
[tremblent encore,
les lacets, les fermetures, les pressions, les boutons,
les ceintures, les bretelles, les cravates, les cols,
puis sortir de la manche, du sac, de la poche
l'écharpe chiffonnée à pois, à rayures,
[à carreaux,
l'écharpe dont l'utilité se prolonge soudain.*

Wisława Szymborska



« *Tout le monde se voit du côté des victimes. Parce que la position la plus narcissiquement délicieuse est celle qui consiste à être de ce côté-ci... Le problème n'est donc pas de se sentir ou non victime, le problème est qu'il y a des tragédies privées et collectives où les situations des uns ou des autres ne sont pas symétriques* »

« Balades politiques » (page 174)

Véronique Nahoum-Grappe : détours et questions...

Descendre de...

Diasporiques : La revue *Diasporiques* est intéressée par la transmission culturelle entre générations. Sans réduire l'entretien à cette dimension, acceptez-vous que nous signalions que vous êtes la fille d'Edgar Morin ?

Véronique Nahoum-Grappe : Lorsque j'ai eu onze ans, Edgar a quitté notre vie de famille. Faut-il le mentionner à vos lecteurs ? Je ne suis que la « fille d'un premier lit », de parents résistants plus post-marxistes et amoureux de la vie qu'enclins aux soucis des enfants et à la psychanalyse responsabilisante ! Et l'époque n'était pas aux « prises de têtes » trop familiales de la part de parents « décomposés » comme après mai 68. L'idéologie parentale consistait à penser que les

enfants poussent seuls, comme l'herbe autour du fossé, et que l'éducation, c'est trop bourgeois... Par conséquent l'activité principale d'une vaste enfance (et adolescence) fut la promenade, en ville comme en campagne, de jour comme de nuit, sans aucun poids d'aucun regard parental : la liberté de ce vide enivrant fut parfois chèrement payée... Par contre, le nom Nahoum me va bien...

D. : Pourtant vous avez beaucoup contribué à l'existence et à l'écriture de « *Vidal et les siens* »¹, où Edgar Morin raconte la vie de sa famille et notamment de Vidal, son père, votre grand-père, disparu en 1984.

V.N.-G. : Dans les années 80, j'habitais rue de la Lune, dans le Sentier, au-dessus du magasin de papou, mon grand-père. Je faisais pour le compte du Centre de Recherches historiques des entretiens avec des personnes nées avant 1914, enquête passionnante dirigée par André Burguière, Joseph Goy et Jacques Ozouf. Dans la foulée j'ai aussi interrogé tous les « anciens » de ma famille, *de mes familles* : Vidal Nahoum, Pierre Naville, deuxième mari de Violette, ma mère, et Marcel Grappe, père de Michel. Quand mon grand-père est mort,

Véronique Nahoum-Grappe est chercheur à l'École des Hautes Études en Sciences Sociales, au CETSAN (Centre d'Études transdisciplinaires, Sociologie, Anthropologie, Histoire). Ses thèmes de recherche sont entre autres : le corps, le féminin, la violence, les conduites d'excès et notamment l'ivresse.



Photo J.-F. Lévy

Je ne me suis pratiquement jamais posé la question de ma judéité.

¹ Edgar Morin, *Vidal et les siens*, Le Seuil, Points, 1989.



Edgar a trouvé ces cent vingt pages, transcrites à la main par la maman de Mona Ozouf, rare et merveilleuse dame, jadis institutrice, qui travaillait avec nous. Cela a permis à mon père de faire un livre sur son père en disant : « le fils » au lieu de répéter « mon père » « mon père » tout au long du récit. C'était un soulagement d'écriture. Mon grand-père ne me disait rien d'important : Edgar a rempli les trous. Ainsi, quand je lui ai demandé ce qu'il pensait des antisémites, il a répondu avec l'élégance d'un prince : « Ce sont des imbéciles. » Tout à coup l'antisémitisme perdait son caractère tragique pour rencontrer sa vérité en tant que théorie : la nullité.

Ce qui reste du judaïsme

D. : Dans un ouvrage collectif publié en 2003, *La Méditerranée des Juifs*², il avait été demandé à Edgar Morin ce qu'il avait transmis à ses enfants du passé familial séfaraïte. Il avait répondu que la transmission était passée par l'écriture du livre et par les témoignages que

vous aviez recueillis. Dans *Vidal et les siens*, il est plus précis. Il dit : « *Le noyau matriciel de la culture séfaraïte est gastronomique et, au noyau de ce noyau, il y a le pastellico*³. Devenu nourriture maternelle pour ses enfants, le pastellico est désormais seul survivant, dans le monde français et gentil de Véronique, du monde englouti de la Salonique séfaraïte ». Plus généralement, que gardez-vous de l'héritage juif de votre famille ?

V.N.-G. : Dès l'âge de six mois, j'ai été gardée par une tante d'Edgar, Liliane Covo, juive séfaraïte. D'où une familiarité

avec certaines expressions – comme *patica* (petite oie), tendre appel du mari à sa femme, ou *belarrha* et *salhoun* (transcription phonétique), formule turque de fin de repas – et avec certaines saveurs, certains gestes (comme celui de faire griller la viande directement sur la flamme bleue du gaz, comme en plein air). J'ai mangé des loukoums, du halva, du gratin d'aubergines en même temps que l'omelette aux cèpes des périgourds maternels, sans avoir aucune idée de ce que ça représentait. Rude héritage. Avec ma sœur Irène, nous faisons des variantes de pastellico séfaraïte, vers lequel me pousse une faim absolue, jamais assouvie.

Un autre aspect de mon héritage juif remonte à mes onze ans. Mes parents avaient été dans l'armée d'occupation de l'Allemagne après la guerre. Ils ont participé à la première exposition de photos des camps. Une fois, en fouillant dans les papiers de mon père, je suis tombée sur ces photos. D'où une intimité de fond avec l'antisémitisme du milieu du siècle ainsi rencontré pendant l'enfance raisonnable. Par exemple, je n'oublierai jamais le regard d'un juif polonais portant un panneau sur le torse, conquis par les autres : il fait partie de ma famille. D'où mon étonnement quand je vois des livres sur la question : comment ont-ils le courage de travailler là-dessus ? J'ai rencontré bien plus tard la question des crimes contre l'humanité, au moment du conflit en ex-Yougoslavie après la chute du mur.

Je ne me suis pratiquement jamais posé la question de ma judéité. D'abord, ayant une mère périgourdine, je ne suis pas vraiment juive : j'ai juste un nom et, je crois, une imprégnation de toutes mes cellules qui parfois conduit à une tempête intérieure effroyable dans tout mon organisme lorsque se dessine dans l'ombre d'une ombre le signe ténu d'une posture de mépris social, qui laisse les « gentils » insensibles.

C'est bien après la mort de Vidal que je me suis rendu compte que je ne lui avais pas posé de questions sur son identité. Je n'avais aucune curiosité identitaire au sens actuel du terme. Je connaissais l'histoire de la Shoah depuis l'âge de onze ans, mais je ne me vivais pas comme juive. La première fois que quelqu'un m'a dit : « Vous êtes juive », c'était quand j'avais seize ans. J'étais partie après

² Paul Balta, Catherine Dana, Régine Dhoquois-Cohen, *La Méditerranée des Juifs, Exodes et enracinements*, L'Harmattan, Paris, 2003.

³ Tourte au fromage rôtie au four, « mythique » dans la cuisine séfaraïte.



Violette, ma mère

mon bac comme ouvrière agricole dans un kibboutz, en Israël, et, avec quelques copains, nous avons fait grève pour obtenir un jour de congé. Le responsable du kibboutz m'a dit : « *Quand je pense que c'est toi, qui t'appelles Nahoum, qui a mené cette grève, je suis très déçu* ». Une certaine fierté bizarre m'a consolée de tout cet opprobre.

Le militantisme

D : Au Cercle Gaston-Crémieux et dans nombre d'associations juives laïques, la majorité des membres actifs sont nés avant la Seconde Guerre mondiale. Il n'y a pas vraiment de relève, ce qui semble être moins le cas dans les groupes religieux ou plus communautaires. Cette revendication d'une identité juive laïque vous est-elle étrangère ? Est-ce une question de génération ?

V.N.-G. : On assiste peut-être, en cette fin du xx^e siècle et en ce début du XXI^e, à l'extinction progressive des cultures militantes nées au XIX^e siècle en Europe. Les associations de défense des droits de l'homme en France voient une majorité de plus de cinquante ans dans leurs rangs, dont beaucoup de femmes. Pourquoi ? Trop de paramètres sont en jeu ; l'écran contre l'écrit ? La lutte épuisante pour soi de toute une classe d'âge qui ne trouve pas sa place jusqu'à plus de trente ans ? La fin de toute vision alternative positive du futur collectif ?

La catastrophe du stalinisme a abîmé définitivement la gauche. La pratique de la politique s'est défaite dans ses anciennes formes de militantisme mais sans doute autre chose renaît en ce moment, mieux accordé au présent, à ce qu'il a historiquement de spécifique. Depuis 1945 la question de l'identité collective ne se posait pas à ma génération, elle était vide de sens, quasi grotesque. Mais maintenant on assiste sur le terrain à une revitalisation des manies identitaires. Les vieux racismes en tout genre, toujours assortis d'un antisémitisme de fond, trouvent de nouvelles accroches à la fin du xx^e siècle. Des seuils sont franchis à l'insu des prises de conscience : la figure de l'ennemi s'ethnicise au fur et à mesure qu'elle se dépolitise.

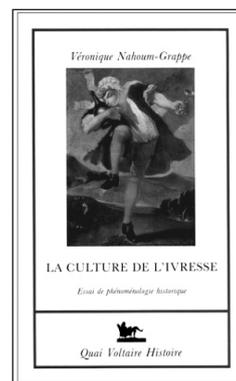
La Shoah et les autres génocides

D : Je voudrais revenir à votre approche de l'héritage juif par le biais d'une phrase sur la Shoah, extraite de votre ouvrage *Balades politiques*. « *Des grandes tragédies contemporaines*

depuis 1990, il n'y a presque pas d'images – surtout pour celles qui se sont déroulées en Afrique – alors que la Shoah a une imagerie balisée socialement, pédagogiquement et moralement. Le fait de poser le génocide perpétré par les nazis comme critère du mal sert d'immense mur à l'ombre duquel les criminels contemporains pratiquent leur politique de mort ». Cette assertion peut choquer. Pouvez-vous préciser ce que vous avez voulu dire ?

V.N.-G. : Ce que j'ai voulu dire, c'est que lorsque la pédagogie de la Shoah conclut « Plus jamais cela ! » avec un point d'exclamation, c'est un appel à penser le futur. Mais ce ne peut plus être exactement *cela*, historiquement : c'est bien le totalitarisme qui vient et qui portera d'autres noms et d'autres formes qui est à déceler à *temps*, comme l'a si bien écrit Primo Lévi. Pendant la guerre en ex-Yougoslavie, une partie de la gauche en effet clamait « ce n'est pas cela » car elle pensait ce n'est « plus jamais cela ». Avec un point !

D'une certaine façon, pour moi, la purification ethnique au cœur de l'Europe, dans les années 90, avec son cortège de tris dit « ethniques », de massacres, de déportations, de camps, de violences extrêmes contre des civils surtout, tout cela était un échec de la mémoire du génocide perpétré cinquante ans plus tôt par les nazis. Faut-il attendre que *ce soit pareil* pour au moins s'inquiéter ? En ex-Yougoslavie, au Rwanda, il ne fallait pas prononcer le mot génocide tant qu'il durait dans les faits, c'est-à-dire tant qu'il était encore temps d'en empêcher quelque peu l'efficacité vertigineuse dans la production de morts de masse. Ensuite, qu'importe,

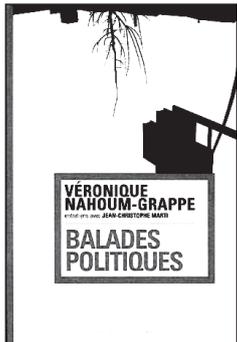


Mon grand-père « Papou »



le monde diplomatique et politique peut se relâcher sur les mots et les informations quand ils n'ont plus le poids politique qu'ils avaient pendant l'action.

Au Rwanda il y a eu près d'un million de morts en quatre mois, quatre millions de morts au Congo, deux cent mille à huit cent mille en ex-Yougoslavie, et plus de deux millions de déportés. Quatre millions de Bosniaques ont vu leurs villages détruits. Mais que d'énergie dépensée par une partie des intellectuels pendant tout le conflit pour démontrer que le mot « génocide » ne s'appliquait pas à ces situations ! C'est du révisionnisme de bonne foi, et en temps réel.



D. : Dans votre ouvrage *Du rêve de vengeance à la haine politique*⁴, vous dites : « Mais lorsque l'ennemi est collectif, le champ dans lequel se déroule la vengeance s'élargit : les noms de lieux, les sites distinctifs qui enveloppent et caractérisent une communauté tout entière deviennent des signes détestables de l'existence de cet ennemi. Le cercle de la haine s'étend alors à des objets en réalité de moins en moins "politiques" : un cimetière, preuve d'un passé enraciné, dont il faut "éradiquer" le souvenir, un ventre de femme enceinte, promesse d'avenir... » (page 131). Cette volonté que l'Autre n'ait jamais existé, est-ce là pour vous la définition sociologique du crime contre l'humanité ?

V.N.-G. : L'ethnologue décrit des faits. Le juriste les qualifie. Après tous les témoignages recueillis en ex-Yougoslavie, je pense que la

différence juridique entre crimes de guerre et crimes contre l'humanité est tout à fait justifiée. Lorsque l'ennemi est configuré collectivement, par exemple comme appartenant à une même communauté, il se produit un mécanisme purement logique qui permet l'extension du domaine de la haine : même les nourrissons, même les ancêtres, leurs tombes, les ventres des femmes enceintes deviennent des objets de haine, des signes exécrés d'existence de l'Autre collectif, et doivent être éradiqués. La mort ne suffit plus, il faudrait qu'il ne soit pas né, cet Autre en face. Les portes du politique *et aussi celle du présent pragmatique* s'ouvrent alors aux cruautés extrêmes possibles, commises sur le mode du devoir sacré ou sur la musique d'un sadisme devenu ligne politique pure et dure. Le sadisme pulsionnel éventuel n'est pas une clé de compréhension suffisante en face des cruautés extrêmes commises le plus souvent pendant les pratiques d'exterminations organisées en fonction d'une politique délibérée. Comme si la simple mise à mort ne suffisait pas, comme s'il fallait empêcher de penser que l'Autre est né un jour, et qu'il porte son visage d'homme. La logique de la souillure intervient alors qui sert à la défiguration de l'ennemi collectif, national, religieux, ou « ethnique » ou racial, ou « social » ou selon « tout autre critère » de définition communautaire : les crimes de profanation (des corps, des tombes, des dieux et des lieux de l'ennemi) visent, au-delà de sa destruction, le fait qu'il n'aurait jamais dû être un jour quelque part, l'impossibilité a-historique de sa présence sur la terre.

Promenades interdisciplinaires et diaspora

D. : Revenons si vous le voulez bien à des choses moins tragiques. Depuis que vous avez commencé votre travail d'ethno-anthropologue, vous avez circulé entre plusieurs thèmes : la beauté, le féminin, l'ennui, l'ivresse, etc. Y a-t-il un lien entre ces sujets a priori si éloignés ? Ou vous laissez-vous guider par votre obsession du moment ? Pour moi, cette promenade entre les thèmes et les disciplines s'apparente à une certaine vision que j'ai de la diaspora, c'est-à-dire la curiosité, l'intérêt pour ce qui n'est pas nous, le contraire de l'enfermement et du narcissisme

⁴ Buchet-Chastel, 2003.



Photo J.-F. Lévy

Dans la vie de chercheur, on va de rocher en rocher.

**Pour mieux connaître
Véronique Nahoum-Grappe**

En collaboration avec Nicole Czechowski, *Fatale beauté*, Autrement, 1987.

La culture de l'ivresse, un essai de phénoménologie historique, Quai Voltaire, 1991.

L'ennui ordinaire, Austral, 1996.

Le féminin, Hachette, 1996.

Histoire et alcool, l'Harmattan, 1999 (en collaboration).

Du rêve de vengeance à la haine politique, Buchet-Chastel, 2003.

Balades politiques, entretiens avec Jean-Christophe Marti, Les Prairies ordinaires, 2005.

À paraître en 2008 : *Soif d'ivresse*.

V.N.-G. : Je trouve votre comparaison très juste et très belle. Dans la vie de chercheur on va de rocher en rocher. On n'habite nulle part. Quand je suis arrivée dans l'univers de la recherche, j'avais le souvenir d'un père qui parlait de « son œuvre ». Moi, je n'avais pas d'œuvre à construire. Quand j'ai décidé de travailler sur l'ivresse, le mot n'existait pas dans le champ de la sociologie universitaire. En fait, j'ai eu la chance d'être ingénieur de recherche et j'ai ainsi évité le baptême disciplinaire. Je restreins mon objet à une scène : la scène d'ivresse dans la vie ordinaire, l'ennui du dimanche après-midi, l'apparition de la belle femme. Cela finit par devenir une méthodologie : une réduction en temps réel et donc incarnée de ce qui se passe ; les mots sont alors cruciaux : l'apparaître plutôt que l'apparence, s'enivrer plutôt que l'alcool, et s'ennuyer plutôt que l'ennui. Je joue à fond la matière et le corps pour brider la sémiologie et sa tendance irrépressible à la démultiplication des significations. C'est en tous les cas ma petite spécificité. Je ne me sens pas investie d'autre chose que de suivre ma pente, mais en la remontant.

Quand on est chassé de partout, on est à la fois partout et nulle part. Je n'ai jamais postulé à rien et cela me donne une grande liberté. Je ne serai jamais « spécialiste de », même si j'ai beaucoup de respect pour les grands spécialistes. Mes champs d'investigation ne sont souvent pas consistants. Par exemple, j'aimerais travailler sur la notion d'atmosphère, d'ambiance. C'est cela qui m'intéresse dans les scènes d'ivresse.

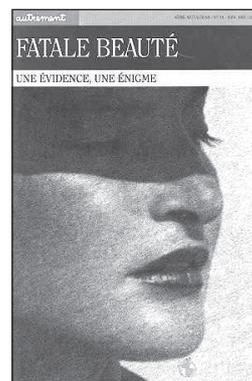
Résister au présent

D. : Dans *Balades politiques*, vous dites : « Ce n'est pas vrai que "l'on n'y peut rien" : on, nous, ils, eux, moi avec les autres avons les moyens de

sauver des gens dans le monde tel qu'il est ! Il suffit de s'entendre, non pas sur le fond immédiatement, mais sur un samedi précis, celui de la manifestation. Qu'est ce qu'une manifestation ? Une simple balade mais à plusieurs, parfois au mépris de sa vie sous les dictatures, une balade collective qui occupe l'espace devenu vraiment public, une balade choisie comme signe, un signe de refus, un signal sur un seuil » (page 234). Je trouve cette position très réconfortante, à une époque où tout le monde se lamente sur nos faibles marges de manœuvre.

V.N.-G. : Cette forme de résistance, c'est peut-être le résultat de mon éducation, la transmission essentielle de la part de mes parents. J'ai baigné dans les histoires de Résistance, les engueulades politiques quand j'étais petite. Mais jamais je ne dirai : il faut militer. J'ai horreur des postures tragiques, culpabilisantes. Le plus souvent je pense qu'il vaudrait mieux essayer d'habiter son propre présent, de se rappeler ce qui entoure, et c'est déjà assez difficile. Mais il y a des moments dans l'histoire où cela vaut la peine de secouer sa solitude : il ne faut jamais oublier que les malheureux qui nous gouvernent ont peur de ce que nous pensons même tout bas. ■

*Propos recueillis par
Régine Dhoquois-Cohen*



Personne

*un foutu malotru
pénétra dans le pays de
[Personne
attiré par l'hydromel
par-delà la montagne
chassé de sa propre maison
par la mouche tsé-tsé
dans le pays de Personne
un coup de fusil partit
le foutu malotru
se noya dans son propre sang
ce fut la faute de Personne
et Personne ne le vit*

Helga Novak



Relire Schulz, tout Schulz¹

Maurice Mourier

D'abord deux citations tardives. Le 16 avril 1939, dans le numéro 17 de *Wiadomosci Literackie*, Bruno Schulz, seulement connu d'une élite comme auteur de deux œuvres inclassables, *Les Boutiques de cannelle*² et *Le Sanatorium au croque-mort*³, répond à l'enquête « Dans l'atelier des écrivains polonais ». Il le fait en ces termes : « Mon tout prochain livre sera un volume composé de quatre nouvelles. Son sujet, comme toujours, n'a pas une grande importance, et d'ailleurs est difficile à raconter. [...] Car le thème authentique, c'est à dire la matière première (et dernière) que je trouve en moi sans aucune intervention de ma volonté, est un état dynamique complètement *ineffabilis*, et sans commune mesure avec les moyens de la création poétique. Il possède malgré tout un climat bien défini, qui indique de façon précise à quel genre appartient le contenu qui se dépose en strates successives sur sa base. Plus cette base incorporelle est *ineffable*, plus grande est la force d'absorption, plus précis le tropisme qu'elle exerce, et plus grande la tentation de la greffer sur un matériau

susceptible de lui donner réalité »⁴.

Autrement dit : je ne raconte aucune « histoire ». Une pulsion jaillie des profondeurs et que ne contrôle nullement mon moi conscient force un jour la porte de mon psychisme (« ce peut être quelque chose d'aussi insignifiant, précise-t-il plus loin, qu'un scintillement de papiers peints dans un champ de vision sombre », ou « un album de timbres-poste, qui rayonnait au centre de la vision, brillant d'une puissance allusive extraordinaire, une charge si agressive qu'on ne pouvait passer outre »⁵, charge qui oblige à trouver le « matériau » littéraire sur lequel la « greffer »).

Ce sont là déclarations de poète marqué (révélé à lui-même) par les découvertes de Freud et leur traduction dans l'aventure surréaliste. On songe aussitôt à l'admirable image de Breton dans le premier *Manifeste* de 1924 : « Un soir donc, avant de m'endormir, je perçus, nettement articulée au point qu'il était impossible d'y changer un mot, mais distraite cependant du bruit de toute voix, une assez bizarre phrase qui me parvenait sans porter trace des événements

auxquels, de l'aveu de ma conscience, je me trouvais mêlé à ce moment-là, phrase qui me parut insistante, phrase oserais-je dire *qui cognait à la vitre* »⁶. Certes, la différence est patente, l'élément qui jaillit ainsi et exige impérieusement d'être mis en forme est un agencement de sons chez Breton, un pan découpé dans l'espace visuel pour Schulz, mais cela doit seulement nous faire ressouvenir que ce dernier était peintre autant qu'écrivain.

Ce qui le rapproche d'autant plus d'un autre poète majeur, marginal du surréalisme au moins jusque dans les années 50, Michaux, qui définit comme suit sa méthode dans *Passages* : « Dès que j'écris, c'est pour commencer à inventer. À peine est-ce sorti, voilà que je me mets de tous côtés à lui présenter des barreaux de réalité et, ce nouvel ensemble obtenu, à lui en présenter de nouveaux encore plus réels, et ainsi, de compromis en compromis, j'arrive, eh bien ! j'arrive à ce que j'écris, qui est de l'invention saisie à la gorge et à qui on n'a pas donné la belle existence qui lui semblait promise »⁷.

⁶ André Breton, *Manifestes du surréalisme*, Gallimard, collection « Idées », p. 31-32.

⁷ Henri Michaux, *Passages*, Gallimard, NRF, « Le Point du Jour », 1950, p. 29.

¹ Bruno Schulz, *Œuvres complètes*, Denoël, 2004.

² *Sklepy Cynamonowe*, 1934.

³ *Sanatorium pod Klepsydra*, 1937.

⁴ *Œuvres complètes*, op. cit., p. 511-512.

⁵ *Ibidem*, p. 512.



Édition de française
de 1974

Une belle existence compromise

La deuxième citation de Schulz, la voici : « Trouveriez-vous absolument impossible de m'accepter à vos côtés en tant qu'adepte de l'art pictural ? De donner pour moi des cours de peinture épurés de tout académisme ? [...] En échange, je vous ferais part de mon expérience d'écrivain. Il me semble à présent qu'il me reste bien des choses à vous dire, toute une masse de choses qui nous concernent de près, vous et moi. Au moment précis où – pour parler comme tout le monde – je vous *perds* »⁸.

Entre la première date (16 avril 1939) et celle de cette seconde citation extraite du dernier texte retrouvé de Schulz, une lettre du 19 novembre 1941 à son amie de cœur Anna Plockier, qui s'apprête à quitter pour Varsovie, avec son fiancé le peintre Marek Zwillick, leur maison de la rue Mazepa à Boryslaw⁹, quelques menus « barreaux de réalité », loin de s'offrir comme supports d'échelle permettant de hisser au jour, comme chez Michaux, l'imaginaire enfoui, sont venus rendre problématique la carrière de l'artiste, sous forme de bâtons dans les roues puis, devenus barreaux de cage, édifier sa prison.

Ce sont, par ordre chronologique, des désastres : l'entrée de la Wehrmacht à Drohobycz (Galicie ex-autrichienne, polonaise

depuis 1918), la ville natale de Schulz et sa résidence, le 11 septembre 1939 (après l'Anschluss de 1938 et l'invasion de la Pologne) ; la rétrocession immédiate des provinces ukrainiennes (dont celle de Drohobycz) à l'Union Soviétique aux termes du pacte Ribbentrop-Molotov du 23 août (l'occupant russe interdira les Juifs de publication durant son année de présence, mais commandera à Schulz des portraits de Marx et Staline) ; le retour des troupes allemandes dès la rupture du pacte, le 1^{er} juillet 1941 ; enfin le ratissage des quartiers juifs installés depuis toujours dans les villes de la province (avec l'appui zélé des milices ukrainiennes pronazies, les déportations et les assassinats précédent et suivent la création du ghetto, où Schulz sera confiné).

Anna Plockier a dû recevoir à Boryslaw la lettre de Schulz que nous citons au moment même où elle tentait de fuir avec son fiancé vers l'illusion du salut¹⁰. Le 27 novembre une milice ukrainienne assassinait les promis – elle avait 26 ans, lui 29 – près de Truskawiec, un lieu d'estivage bucolique souvent célébré par Schulz auprès de divers correspondants.

Quant à Bruno Schulz, son talent de peintre lui valut d'être provisoirement épargné. Félix Landau, officier de la Gestapo, l'emploie comme décorateur, en particulier d'une chambre d'enfant et le protège, suscitant l'animosité de ses collègues. Schulz parvient à remettre à des amis catholiques ses manuscrits (en particulier sans doute celui du *Messie*, le roman sur lequel il travaille depuis 1938), ses dessins



Autoportrait. Illustration pour *Le Livre idolâtre*, 1920-1922, cliché-verre, 13,3 × 17,7

⁸ *Ceuvres complètes, op. cit.*, p. 792.

⁹ À quinze kilomètres de la ville natale de Schulz, Drohobycz, voir plus loin.

¹⁰ Bombardée le 1^{er} septembre 1939 bien qu'elle se fût déclarée « ville ouverte », Varsovie connut un siège terrible du 8 au 27 et capitula. Elle eut son ghetto dès 1941.



souvent érotiques, sa correspondance¹¹ mais rien n'en sera retrouvé¹². Lui aussi songe enfin à fuir vers le faux havre de Varsovie. On lui procure les papiers indispensables mais le 19 novembre 1942, un an jour pour jour après la rédaction de

dans la rue de deux balles dans la tête. Ainsi disparaît à 50 ans le fils du drapier de Drohobycz que sa mauvaise santé, la maladie puis la mort de son père en 1915, la destruction (lors d'un bombardement) de la maison familiale qui joue un rôle si essentiel dans l'œuvre écrite, bref un enchaînement de premiers malheurs a empêché de poursuivre ses études et qui parviendra seulement en 1924 – il a 32 ans – à occuper une situation sociale stable. Encore s'agit-il d'un poste médiocre et médiocrement rétribué de professeur de dessin au lycée de Drohobycz, poste qui le ligote à sa province (il fera de rares séjours à Varsovie, et ira une fois à Paris, en 1938, pour n'y rencontrer que la déception inévitable réservée à un écrivain polonais à peine connu dans son pays, timide et hypocondriaque).

l'obligent à rogner encore sur le quotidien de sa vie étroite. Plus souvent sa correspondance de dépressif cyclothymique retentit de plaintes sur ses élèves qui contestent l'autorité de leur professeur et qu'il n'aime guère, le caractère répétitif de tâches dévorant tout son temps, l'impossibilité d'écrire ou de dessiner.

Et pourtant il édifie une œuvre qui par miracle nous est restée, graphique d'abord (gravures masochistes du *Livre idolâtre*, tableaux qu'il réussit à accrocher dans des Salons tant à Vilnius, en Lituanie polonaise (Wilno) qu'à Lvov (polonaise jusqu'en 1939 : Lwow, aujourd'hui Lviv en Ukraine) ou à Varsovie. Littéraire ensuite, portée par quelques amitiés utiles (la romancière Zofia Nalkowska¹⁴, puis Witkiewicz, Gombrowicz qui s'oppose à lui en un duel théorique amical, Romana Halpern¹⁵ enfin, très lancée dans le milieu artistique de la capitale et que la Gestapo fusilla à Cracovie en septembre 1944, juste avant la libération de la ville).

Il faut lire l'intégralité de la Correspondance réunie par les soins de Jerzy Ficowski dans les *Ceuvres complètes*. Elle n'est jamais indifférente, tant elle fourmille de détails

¹⁴ C'est cette femme (1884-1954), célèbre à l'époque, qui sut reconnaître avec une rare générosité le génie de Schulz en 1933 et fit publier l'année suivante *Les Boutiques de cannelle*, aussitôt salué par le milieu littéraire varsovien.

¹⁵ Lire aux pages 695-763 des *Ceuvres complètes*, *op. cit.*, les 39 lettres passionnantes que Schulz adresse à cette remarquable correspondante entre 1935 et 1938, pendant les trois années de leur amitié qui furent aussi celles de la très relative « gloire » littéraire de l'écrivain. La permanente sinusoïde exaltation/dépression caractéristique de Schulz s'y montre particulièrement explicite.

Écrivain et peintre

Mainte fois celui que son ami Artur Sandauer décrit comme « une sorte de gnome, chétif, à la tête immense, aux yeux fiévreux »¹³ sollicite par lettre auprès des autorités académiques des congés qu'on lui accorde de temps à autre mais qui

¹³ L'interview de Sandauer où figure ce portrait peu flatteur a paru dans l'hebdomadaire *Les Lettres Nouvelles* n°19 le 8 juillet 1959. Maurice Nadeau, son directeur, l'insère dans la Postface qu'il donne aux *Ceuvres complètes*, *op. cit.*, p. 816. Dans le même numéro, Sandauer révélait Schulz au public français en traduisant « La morte saison », un morceau choisi du *Sanatorium au croque-mort* alors inédit chez nous. C'est également Maurice Nadeau, grand découvreur devant l'Éternel, qui lance définitivement Schulz dans sa collection « Les Lettres Nouvelles » chez Julliard, en y publiant, en 1961, *Traité des mannequins*, qui combine des textes empruntés à la fois aux *Boutiques* et au *Sanatorium*.



Drohobycz

l'ultime lettre à Anna, la Gestapo décide de nettoyer le ghetto. Pour emmerder Landau, ou bien par jeu, par désœuvrement, par perversité pure, un SS en relation avec le protégé comme avec le protecteur exécute Schulz

¹¹ En 1935, Schulz a renoncé à la religion juive dans le but d'épouser Jozefina Szelinska, coauteur avec lui l'année suivante de la traduction polonaise du *Procès* de Kafka, rédigé comme on sait en allemand, langue que Schulz pratiquait en bilingue – il écrivit en allemand « Die Heimkehr » (« Le Retour au pays »), une nouvelle (disparue) envoyée à Thomas Mann, en signe d'admiration. C'est à Jozefina qu'est dédié *Le Sanatorium au croque-mort*, mais le mariage ne se fera pas.

¹² Nous n'avons donc aucune des lettres reçues par Schulz, sans doute fort nombreuses car cette époque sans courriel produisait des épistoliers acharnés pour qui correspondre constituait parfois une proédeutique à l'œuvre future. C'est du moins ce qu'affirme, dans le cas de Schulz, une tradition faisant de ses lettres à Deborah Vogel la matrice des *Boutiques de cannelle*. Une tradition bien difficile à avérer puisque toute trace de cet échange épistolaire a disparu.

sur la foisonnante vie intellectuelle qu'on entrevoit à travers les joutes et les controverses que Schulz, le petit provincial, entretient courageusement avec des confrères plus chanceux fixés à Varsovie. La plupart d'entre eux sont juifs, l'immense majorité voit le fil de son existence tranché entre 1939 et 1944, ce qui fait aussi des lettres souvent poignantes de Schulz des monuments d'angoisse prémonitoire et un long obituaire utile à l'entretien de nos rages.

Mais il faut lire aussi par le menu les très nombreux articles ou critiques de livres qu'au temps de sa relative splendeur Schulz a donnés à différentes maisons d'édition et revues polonaises de 1935 à 1939. On y découvre un passionné aux goûts éclectiques (il s'intéresse non seulement à ses compatriotes ou à son aîné Kafka mort en 1924, mais à Bernanos, Giono, Mauriac ou Aragon, le romancier des *Cloches de Bâle*), d'une subtilité jamais en défaut et surtout – ce qui surprend chez un homme par ailleurs très conscient de l'originalité radicale de son art – absolument dépourvu de suffisance et de dogmatisme.

Mais naturellement ces pages (Correspondance plus textes de circonstance) qui occupent plus de la moitié des *Œuvres complètes*, c'est pour retrouver intacts ses chefs-d'œuvre que nous nous devons de les lire. Car, naturellement aussi, comme l'a dit et répété Proust, elles ne nous éclairent sur ces livres en tout point extraordinaires que sont *Les Boutiques* et leur « suite », *Le Sanatorium*, que de biais. La personne de Schulz, qu'une vive sympathie nous pousse à chercher à connaître même



« Undula, une nouvelle fois ». Illustration pour *Le Livre idolâtre*, 1920-1922, cliché-verre, 9,5 × 15

à travers ses textes plus ou moins « mondains », n'entretient que des rapports occasionnels et de toute façon marginaux avec le poète frénétique et souvent tragiquement drôle des livres accomplis, l'artiste ne se réduisant nullement à ce qu'il est aux moments majoritaires de sa trajectoire terrestre, c'est à dire quand il n'écrit pas ses livres.

La prose comme poésie

Le poète en prose Schulz – mais quel prosateur majeur n'est pas poète ? –, le créateur fascinant auquel nous revenons donc après le détour que nous avons cru nécessaire par son destin sinistrement banal dans le contexte qui fut le sien, comment donner envie de le lire sans recourir au vieux et toujours efficace jeu des comparaisons ? La Postface de Maurice Nadeau aux *Œuvres complètes* nous y invite

d'ailleurs, qui convoque d'emblée Kafka au nom d'une proximité de la « situation » (au sens sartrien) des deux écrivains juifs, de culture en partie allemande, solitaires, obsédés par une image paternelle écrasante, etc., mais s'écarte bien vite, à juste titre selon nous, de ce rapprochement facile, en insistant, sans l'approfondir, sur ce qui sépare le fantastique kafkaïen, immédiatement métaphysique, du fantastique « familier » de Schulz.

Familier ? Oui, en un sens, et même familial : le petit monde de ces textes fulgurants, c'est en effet d'abord celui, presque pot-au-feu, de la boutique du marchand de tissus, de sa femme, de ses commis, de sa servante, de « l'oncle Charles ». Rien ne le montre mieux que la fin, à la fois « hénaurme » comme disait Flaubert et petite-bourgeoise du *Sanatorium*. Schulz, qui y transforme le personnage omniprésent et polyvalent de « Père » en



crabe, bientôt cuit par sa femme et apporté « sur un plat » où il gît « étendu [...] gris pâle et gélatineux », se souvient évidemment de *La Métamorphose*, publié en 1916. Mais alors que la transformation de Gregor Samsa en « vermine » chez Kafka, donnée immédiate du texte, puis l'évolution ultérieure de cet insecte répugnant en résidu tout sec que la femme de ménage finit par balayer sous la porte dans l'indifférence de la famille, produisent un effet de sidération glaçant en installant Gregor – comme tous les protagonistes kafkaïens – dans un statut d'innocent coupable définitif de son innocence même, et ôtent son souffle au lecteur plongé dans une tragédie absolue et sans cause (celle d'Œdipe), le crabe-père de Schulz conserve jusqu'au bout une sorte d'autonomie, une capacité de nuisance, une malignité sardonique.

Trouvé un beau matin par sa femme dans l'escalier sous sa forme de crustacé véloce, il ne cesse d'empoisonner la

maisonnée par une attitude qui, en aucun cas, ne peut passer pour celle d'une victime. Comme le constate avec surprise et ennui le narrateur (qui est le fils) : « Certains symptômes de raison, voire d'espièglerie, dans son comportement, ne pouvaient passer inaperçus. » Père, contrairement au martyr de *La Métamorphose*, soumis à un incompréhensible *Fatum* (la divinité méchante, l'humaine absurde condition,) est un personnage combattant. Même cuit, « pourquoi ne voulait-il pas se décider à abandonner la partie, pourquoi n'accepta-t-il pas de se reconnaître vaincu au moment où il avait vraiment toutes les raisons pour cela ? [...] Un matin nous trouvâmes le plat vide. [...] Cuit et perdant ses extrémités, il s'était traîné hors du plat avec le restant de ses forces pour continuer son voyage solitaire »¹⁶. Gregor Samsa abdique, il incarne d'une certaine façon le lucide pessimisme juif. Père représente l'autre non moins admirable versant de la judéité, celui de l'indomptable juif errant. Gregor Samsa terrifié, Père provoque une manière de spasme nerveux, l'hilarité dans les larmes.

L'enfance de l'art

L'essentielle différence, peut-être, est affaire de sensualité. Kafka ou la sécheresse de l'éclair. Son fantastique à ras de texte, sis en une langue (l'allemand et non son tchèque maternel) sans miroitement ni apparent trouble, produit des effets d'évidence qui le rendent d'autant plus inquiétant que l'espèce d'épouvante froide qu'il suscite à coups redoublés de

mots nerveux, osseux mais presque dépourvus de peau et de chair, parle plus à la tête du lecteur qu'à son corps. Schulz, c'est tout le contraire : homme de la petite ville, non de la grande, de la ville cent fois parcourue au long de ses boutiques odorantes, homme de la campagne surtout, il vibre intensément à tous les spectacles de la nature, qui suscitent dans ses textes des descriptions grandioses, où les éléments démesurés se livrent à des combats de Titans (il y a chez lui un fantastique du grandissement panique de toutes choses), il trouve des accents maldororiens pour exalter les saisons : « Tu n'es pas sans péché, ô Saison. Je te dirai en quoi consistait ton péché. Tu ne voulais pas, ô Saison, te contenter des limites de la réalité. Aucune réalité ne Te satisfaisait. Tu bondissais au-delà de toute réalisation. Ne trouvant pas de satiété dans le réel, tu l'ornais de métaphores et de figures poétiques. [...] Sous la magie de Ton toucher, toute chose se dématérialisait et croissait vers d'autres formes, de plus en plus hautes. On mangeait Tes pommes en songeant à des fruits paradisiaques et quand on voyait Tes pêches on pensait à des fruits éthereux qu'on consommerait avec le seul odorat »¹⁷. Ainsi Schulz chante-t-il, dans un accès de délire animiste, l'automne de ses quinze ans,



D.R.

Robert Walser

¹⁶ *Œuvres complètes*, op. cit., p. 331.

¹⁷ Tiré de « L'automne », courte nouvelle publiée dans le n°17 de la revue *Signal* en 1936. On la lira dans *Œuvres complètes*, op. cit. p. 337-342, dans la version de Georges Lisowski. Profitons-en pour dire que toutes les traductions des *Œuvres complètes* sont excellentes du point de vue du français. De leur pertinence par rapport à l'original polonais l'auteur de ces lignes ne saurait juger.

ainsi définit-il du même mouvement la spécificité de son écriture. La volupté que Kafka évite, il la fait ruisseler dans les mains du lecteur. *Les Boutiques* et même *Le Sanatorium*, plus sombre, sont remplis d'hymnes panthéistes et de références au bonheur d'exister, que Kafka ignore.

En cela Schulz retrouve volontairement certaine sensibilité enfantine que seuls ont su préserver les plus grands, comme il le constate lui-même dans une auto-analyse sans défaut : « Il me semble que le type d'art qui me tient à cœur est justement une régression, une espèce de retour à l'enfance. Si l'on pouvait inverser le cours de l'évolution et rejoindre l'enfance par des sentiers détournés, jouer une fois encore de sa plénitude et de son immensité – nous verrions enfin s'accomplir cette « époque géniale », ces « temps messianiques » dont

les mythologies nous ont toujours promis et même affirmé l'avènement. Mon idéal est d'être assez « mûr » pour retrouver l'enfance. C'est en cela qu'à mon avis consiste la vraie maturité »¹⁸.

Rien de plus éloigné de cette profession de foi que le tragique kafkaïen, désespérément adulte. Gageons qu'il y a là-dessous une douloureuse opposition de deux enfances diversement vécues. Mais, contrairement à Balzac qui, dans une lettre à Eve Hanska, déclare sa propre enfance malheureuse source de son génie, nous savons bien que le vent souffle où il veut et qu'il n'est aucune recette pour faire un artiste : nostalgique à vie d'une enfance heureuse, Lewis Carroll est-il moins grand inventeur que Rimbaud, qui vomit la sienne ?

Rien de plus proche en revanche de ce point de vue particulier (la croyance en l'enfant-poète, en l'enfance nécessairement perpétuée par l'authentique poésie) que l'œuvre du suisse allemand Robert Walser, dont les héros, note avec une pénétrante justesse Serge

Fauchereau¹⁹, « sont proches de ceux de Schulz », même si le rapprochement qu'il opère ensuite entre certains des personnages-narrateurs chez Walser et chez Schulz porte plus sur le masochisme et le fétichisme des uns et des autres que sur ce qui est à nos yeux l'essentiel, la promotion littéraire d'une vision enfantine et non infantile du monde.

Walser ? Qu'est-ce donc que l'auteur magnifique des *Enfants Tanner*, de *l'Institut Benjamenta*, des prodigieux *Microgrammes* et de « dramollets » comme *Blanche-Neige*, qui joua au fou pendant trente ans et mourut seul dans la montagne enneigée de son enfance le jour de la Noël 1956, qu'est-ce que cet olibrius connu à Berlin (le Berlin d'avant le nazisme, de Max Reinhardt, Fritz Lang et Murnau) et méprisé de ses compatriotes, peut bien venir faire dans un travail qui vise seulement à promouvoir la lecture de l'inépuisable Bruno Schulz ? Eh bien ! ce serait long à expliquer, toute une autre histoire. ■

¹⁸ Cité par Serge Fauchereau dans sa Préface, *Œuvres complètes*, op. cit., p. 14.

¹⁹ Préface aux *Œuvres complètes*, Serge Fauchereau, op. cit., p. 13.

Solutions des mots croisés de la page 63

Horizontalement : I – Amande ; prédéstinée. II – Magies ; rétiaire ; té. III – Cais ; Eure. IV – su ; as ; bu. IX – II ; de. X – Bémol ; OM (dom, tom). XI – Canine ; CU (Cube) ; Ré. XII – Rite ; mot ; an ; tee. XIII – Inoculera ; stress.

Verticalement : I – Amusiez ; cri. 2 – Ma ; et ; bain. 3 – Aggionamento. 4 – Nia ; MIEC (time). 5 – Dédication. 6 – Essentielle. 7 – Me. 8 – Pralines ; cor. 9 – Ré ; supputa. 10 – Et. 11 – Diététicienne. 12 – Eau. 13 – Sirops ; adoras. 14 – Trémoussement. 15 – IE (MEL, CRE). 16 – Flexibilité. 17 – Et ; nu ; es. 18 – EE (anneE) ; ES (siècles).



Laurent Okroglic : l'œuvre comme lieu du contre-pouvoir

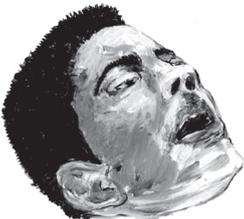
Fania Perez



C'est à Paris, en octobre 2006, à la galerie Claude Samuel, lors de sa première grande exposition personnelle : *Hyperdessin/cartographie mentale*, que j'ai découvert le travail de Laurent Okroglic. Impressionnée par la thématique des tableaux de ce jeune artiste, la force qui s'en dégageait et la qualité du trait, j'ai souhaité le rencontrer pour mieux comprendre comment il construisait son œuvre : « *Ma démarche se développe dans une logique graphique et picturale. C'est une approche intérieure, un espace ponctué d'un vocabulaire fait d'expériences, de logique, d'analyse des phénomènes de perception du monde. Il s'agit de faire exister le corps par l'expérience et l'appropriation d'éléments du quotidien : ce que je choisis de vivre, ce que je subis du réel, ce qui reste hors de ma portée se transforme par le dessin et la peinture en un univers révélant un positionnement et une réflexion sur les conditions du réel. Comment définir cette position qui rendrait au corps sa centralité absolue ? La place de l'œuvre serait l'extériorisation ou le signe d'une pensée en action* ».



Pour exprimer une idée Laurent Okroglic commence par faire un dessin : à partir de cette ouverture il développe petit à petit une hiérarchie d'événements, le plus souvent liés au quotidien. Au travers du dessin, réalisé le plus souvent sur papier et à la plume, avec des encres de Chine, puis marouflé sur toile pour devenir tableau, il intègre toutes les influences qu'il reçoit des médias et tout ce qui participe des pratiques culturelles de chacun, il crée des situations qui le conduisent à se mieux comprendre lui-même. L'image née à l'intérieur d'une idée globale le conduit à des équilibres plastiques formels convaincants, pour ce qui est de l'ordre à la fois de la visibilité et de la plasticité de l'œuvre.



Pour déchiffrer *Hyperdessin/cartographie mentale*, il faut partir de l'intérieur et savoir que la notion de réseau est l'une des clés permettant de trouver les relations entre les composantes apparemment hétérogènes des situations. C'est une construction en plusieurs temps, d'une extrême rigueur, dans laquelle, avec sa maîtrise absolue de l'art du dessin, l'artiste exprime fermement ses positions face à l'ordre établi.

La fascination de l'autoportrait

Pour Laurent Okroglic l'autoportrait est un thème récurrent. En dessin ou en peinture, il le décline sous différentes formes et formats, pouvant aller jusqu'à la taille réelle. Il le considère comme un système nerveux symbolisant l'intériorité et les liens énergétiques : ce que l'on ne perçoit pas mais que l'on sent au plus profond de soi-même. Pour le rendre visible sous forme de représentations plastiques il se réfère, non sans ironie, aux *human bombs* : « *J'éclate mon corps pour comprendre ce que sont ses composantes* ». Chaque autoportrait, où le visage reste souvent dans l'ombre, est une étape qui permet de réaliser un autre autoportrait, amenant peu à peu le corps à sortir du néant jusqu'au final où le personnage, posé en pied sur la toile, semble dire « *Je suis là* ». Pour l'artiste « *le dessin devient alors peinture graphique et l'espace du tableau s'ouvre aux thématiques de l'imaginaire et aux préoccupations du plan. Ce contenu global permet un accès à une expression politique en regard de l'actualité, avec une prise de parole sans concession* ».



L'une des particularités du travail de Laurent Okroglic est l'importance des phrases incrustées, comme des slogans, dans les tableaux. Le dessin devient une forme d'écriture dans laquelle on reconnaît le style de



Espace scénique

l'auteur : il écrit du dessin et dessine du texte ; les deux espaces sont très liés. La démarche de l'écriture, équivalente à celle du dessin, participe à la dynamique globale de l'œuvre, lui donne son sens.

La vidéo est, pour Laurent Okroglic, un autre moyen d'exprimer sa pensée. Il produit quantité de dessins sans aucune « utilité » par eux-mêmes ; la vidéo lui permet d'en faire un flux continu qui, à travers les filtres de l'informatique qui les compressent, crée une synthèse donnant elle-même naissance à de nouvelles idées qui prennent sens. L'artiste construit ainsi son propre vocabulaire plastique dans une narration par le mouvement, accompagnée d'onomatopées, une mise en scène de personnages, de situations qui expriment, en de courtes séquences, sa vision du monde.

Éthique et démocratie

Pour Laurent Okroglic, l'artiste doit « répondre à une volonté de liberté, de maintien de soi en tant que personne libre et le plus possible indépendante vis-à-vis des contraintes de la réalité. L'art, avant d'être une valeur économique, réside dans une capacité à



produire du sens, des espaces de positionnements, de l'échange, de l'ouverture d'esprit, des devenirs... ». L'hyperdessin – qui est ainsi également un hyperdessin ! – « tend à rendre visible, par le trait, l'interaction entre discours et réalité : il est possible de créer des discours, une pensée et de mettre ces projections idéelles et idéales en action dans le réel ; le seul frein à cette volonté serait un espace occupé par les tenants officiels d'une forme à respecter : revenons donc à la démocratie et à un libre arbitre éthique ».

Au fil des ans, Laurent Okroglic construit ainsi une « cartographie personnalisée du monde contemporain ». Elle est

loin d'être consensuelle. Ancrée dans le réel, elle n'est pas le réel, elle surprend voire dérange ceux qui la regardent... N'est-il pas souhaitable qu'il en soit ainsi ? ■

Laurent Okroglic naît à Paris en 1975. Sa langue maternelle est le slovène mais il parle aussi, couramment, l'anglais et l'espagnol. De 1994 à 2000, élève à l'École Nationale Supérieure des Beaux-Arts, il étudie, dans l'atelier Velickovic, le dessin, la peinture, la gravure et la lithographie. Une bourse européenne Erasmus lui permet de séjourner à Winchester (Angleterre) et une autre, Colin-Lefranc, à la Canberra School of Art (Australie). Après l'obtention de son diplôme avec les félicitations du jury, il séjourne deux ans à la Casa Velazquez (Espagne) où, en plus du dessin, de la gravure et de la peinture, il réalise des dessins animés de courte durée. De retour à Paris, il participe au comité d'organisation du Salon Jeune Création. En 2004 il est l'hôte de la Résidence Pienkowski en Pologne. Il enseigne ensuite le dessin, la gravure et la lithographie aux ateliers Beaux-Arts de la ville de Paris (Centre Glacière) et le dessin de nu dans les cours pour adultes de l'École Nationale Supérieure des Beaux-Arts. De 2001 à 2006, Laurent Okroglic a participé à de nombreuses expositions collectives en France, en Allemagne, en Espagne et en Pologne.



Huit autoportraits



Les livres

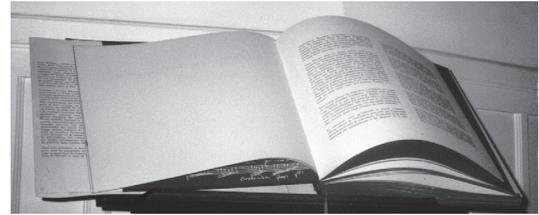
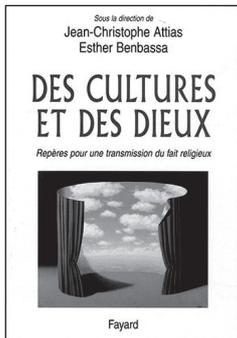


Photo J. Burko



Sous la direction de **Jean-Christophe Attias** et **Esther Benbassa**, *Des Cultures et des Dieux*, Librairie Arthème Fayard, Paris, 2007, 440 pages, 32 Euros.

Impossible de faire une recension classique d'un tel ouvrage qui se veut, comme il est ajouté dans son titre, « donner au lecteur des repères pour une transmission du fait religieux ».

Pour chacun des trois monothéismes, le livre nous présente un aspect historique, une description du contenu de sa pensée religieuse et des arts associés, un survol de son état actuel, une analyse de la situation qu'il réserve spécifiquement aux femmes, et aussi des informations sur le regard critique rationaliste qui s'est peu à peu développé à son propos. Les religions asiatiques auraient probablement mérité un développement plus important. Un regret également : la place trop réduite accordée aux débats interreligieux, au sein même du christianisme, entre les trois religions monothéistes, et entre les religions monothéistes et les religions orientales.

Jean-Christophe Attias et Esther Benbassa réussissent en particulier le tour de force de nous broser un tableau remarquable du judaïsme dans sa diversité en seulement un peu plus d'une centaine de pages¹. Je ne résiste pas au plaisir d'en citer cet extrait : « Quelle tâche assigner aux intellectuels juifs de la diaspora ? Celle d'intellectuels *organiques*, au service de leur communauté, plus ou moins au diapason du discours officiel de ses institutions représentatives ? Celle de passeurs, d'interfaces actifs et créatifs entre le groupe juif minoritaire et la société globale ? Celle d'inventeurs et de promoteurs d'une culture juive diasporique autonome,

positive, vivante, aussi éloignée de la sécheresse d'une "science du judaïsme", académique et abstraite, que de l'exaltation d'un retour au religieux rompant avec tous les acquis du dialogue du judaïsme avec les cultures non juives ? ».

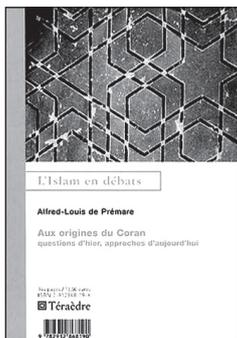
Dans la partie dévolue à l'islam, l'histoire de sa genèse est un peu succincte si on la compare au petit livre d'Alfred-Louis de Prémare *Aux origines du Coran*². Par contre le chapitre d'Olivier Roy, qui traite de la mondialisation et de l'occidentalisation de l'islam, est remarquable. Citons : « L'opinion publique en Occident est souvent convaincue de deux choses : l'évolution de l'islam dépend du Proche-Orient et des crises politiques qui s'y déroulent et, pour que les musulmans acceptent l'occidentalisation et la démocratie, une réforme théologique de l'islam, c'est-à-dire l'avènement d'un *islam libéral*, est nécessaire... Or, si l'on observe bien l'émergence lente d'un islam réformiste et libéral, la tendance dominante, à la fin des années 1990, est plutôt celle du développement d'une forme stricte, voire fondamentaliste, que l'on appelle souvent *salafisme*. En particulier, le phénomène des *born again* et celui des conversions s'orientent plutôt vers cet islam-là. En l'occurrence, l'évolution de l'islam est en ligne avec celle du christianisme. Dans toutes les grandes religions occidentales les formes de revivalisme religieux à la fin du xx^e siècle et au début du XXI^e se font plutôt en faveur des fondamentalismes ».

Cet ouvrage dense, bien documenté, agréable à lire, devrait trouver sa place dans la bibliothèque des lectrices et lecteurs de *Diasporiques* : ils le consulteraient sans doute fréquemment. ■

Georges Wajs

¹ Les mêmes auteurs nous donnent aussi une *Petite histoire du judaïsme* (Librio, Paris, 2007, 95 pages, 2 Euros).

² Éditions Téraèdre, Paris, 2004, 143 pages, 13,50 Euros.



Marianne Rubinstein, *Le journal de Yaël Koppman*, Sabine Wespieser éditeur, 2007, 214 pages, 19 Euros.

Ce « journal » fait penser à ces portraits de « trentenaires » dont nous régalez les magazines féminins lorsqu'ils veulent prendre le pouls des mentalités des jeunes femmes d'aujourd'hui. Yaël Koppman, jeune maître de conférences d'économie à l'université, vit en « co-location » avec Éric, son meilleur ami. Comme dans toute communauté le partage des tâches ménagères est problématique : à qui reviennent la lessive, la cuisine, les courses ? Yaël « craque », par exemple, quand elle trouve les slips – pardon les caleçons – de l'amant d'Éric dans le panier à linge. Éric, homo sensible, se laisse ravager par les tourments de l'amour. Yaël, plus « cool », est disponible pour les aventures de durée variable, sait prendre des initiatives ou se faire draguer et n'en fait pas une histoire. Ce qu'elle supporte mal en revanche, malgré la rareté de la chose, c'est le « vide sidéral de sa vie sexuelle ». On entrevoit une ribambelle d'amants, les anciens croisés par hasard, les nouveaux, les possibles, les désirés. Une des fonctions de la promiscuité, éviter l'attachement, la laisse désarmée devant l'angoisse des années qui passent et les relations névrotiques avec sa mère qui déclenchent chez elle des régressions boulimiques irrépressibles et comiques. Ce en dépit des interprétations pertinentes de « la marquise », sobriquet de son analyste. En temps de crise, elle s'avoue « scotchée au divan ». Enfant de parents soixante-huitards, Yaël affiche un même mépris pour les « postures gauche bidon » de sa mère et celle de son patron, mandarin de gauche, « espèce bien identifiable ».

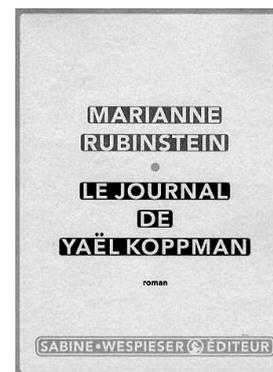
Le défilé de noms de consonance juive dans la référence du « roman » met dès l'abord le lecteur sur la piste juive. Yaël hérite le souvenir de sa grand-mère Esther Koppman, dont la mère vivait à Varsovie. Bien que se considérant comme « juive de Kippour » (c'est la seule fête de l'année qu'elle observe), elle ne doute pas de son appartenance. Ce n'est pas le cas de sa cousine et meilleure amie, Clara, dont le père s'était marié avec une goy. Alors, pour se rassurer, Clara emploie les grands moyens et fait une demande officielle de conversion, événement que les deux amies célèbrent au champagne. La réponse dilatoire et réservée du Consistoire : « Permettez-nous de vous mettre en garde contre une

situation extrêmement grave » s'abat sur elle comme une douche froide. Ne devient pas juif qui veut ! C'est sur un ton léger et teinté d'ironie que l'auteure aborde la question, notamment quand elle voit tiédir l'ardeur communautaire de Clara à mesure que s'anime sa vie sentimentale. Mais, bien que la Shoah s'éloigne dans le temps, l'auteure donne à voir une sensibilité intacte, spontanée et immédiate sur la question. « Obsédées par la Shoah ? » « ça a bouffé nos familles, la Shoah ». « on est nées dans un monde de survivants, peuplé de trop d'absents ».

Pour être libre d'écrire, la brillante économiste renonce au brillant avenir de professeur des universités en refusant l'allégeance qu'exige le mandarin, tout de gauche fût-il. Et c'est là que le roman prend un tournant inattendu. Son économiste préféré, Maynard Keynes, la met sur la piste du *Bloomsbury group*, nom d'une bohème aristocratique et remarquablement douée au début du xx^e siècle, identifiée par un quartier de Londres. Elle y retrouve l'impressionnante et fragile figure de Virginia Woolf, son écrivaine préférée. Yaël décide de cibler ses recherches sur Angelica Garnett, fille de la sœur de Virginia, Vanessa Bell. Angelica avait grandi au milieu d'adultes exceptionnels fascinés par tentatives communautaires et expériences sexuelles. Si Yaël rejette l'idéal soixante-huitard de la génération de ses parents, c'est un modèle de non-conformisme plus lointain dans le temps et l'espace et combien plus audacieux qui éveille sa curiosité : par la diversité des registres de sexualité, hétéro, homo, bi, les combinaisons les plus extravagantes entre les individus.

Quel destin trace l'auteure à ce personnage relativement à l'aise dans la vie, tentée un temps par des fantasmes de liberté totale et le refus de l'attachement ? Eh bien, comme la plupart des jeunes filles juives, la petite Yaël s'attache, se marie (robe de mariage, souliers à petits talons) et porte un enfant. Elle est toute prête à imposer la circoncision de leur fils à naître à son goy de mari. Si cette trajectoire peut décevoir le lecteur, reconnaissons que l'auteure observe ceux qui l'entourent avec acuité et humour et que, tout en traitant de sujets graves, le roman se lit d'un trait et fait souvent rire. ■

Françoise Basch





Gil Tchernia et François Vincent, *Je ne suis pas contagieux*, L'École des loisirs, Paris, 2007, 62 pages, 16,50 Euros.



Gil Tchernia est un miraculé, il le sait, il le dit. Enfermé à l'âge de cinq ans à peine pendant plusieurs mois à Drancy avec sa mère et son frère, il sait que si « son père et beaucoup d'autres gens » n'avaient pas réussi à les faire libérer, « ils auraient été embarqués dans des wagons à bestiaux quelques semaines plus tard ». « Mon frère et moi, ajoute-t-il, aurions été tués en arrivant [à Auschwitz] car c'était là le sort des enfants juifs ou tziganes trop petits pour travailler dans les camps. Il m'a fallu longtemps pour le comprendre et plus longtemps encore pour pouvoir en parler ».

« Je suis un vieil homme maintenant et cette histoire est arrivée il y a plus de soixante ans ». Il a manifestement fallu tout ce temps à Gil Tchernia pour se décider à essayer de se libérer du poids de cet épisode si lourd de sa vie de jeune enfant en nous en confiant le

récit. Hématologue ayant traité beaucoup d'enfants, il sait mieux que quiconque ce qu'ils peuvent ressentir et exprimer en des moments difficiles et il parvient avec pudeur et sobriété à nous faire revivre ce qu'enfant lui-même il a pu comprendre de ce qui se passait alors autour de lui. Pas de pathos, pas de dramatisations artificielles dans cette description : les faits rapportés se suffisent à eux-mêmes. Les interminables appels, la soupe aux choux bi-quotidienne, les seaux hygiéniques, les miradors, les soldats allemands, les gardes-mobiles français, etc. Le récit est accompagné, porté même par de très émouvantes illustrations de François Vincent, parfaitement en phase avec le texte. Il est suivi par un « pour en savoir plus » de quelques pages, très pédagogique, sur l'histoire du judaïsme et de l'antisémitisme. Édité par L'École des loisirs, cet ouvrage illustré est ainsi susceptible d'intéresser, d'instruire et d'émouvoir aussi bien les adultes que les enfants. ■

Philippe Lazar

Le Points critiques nouveau est arrivé !

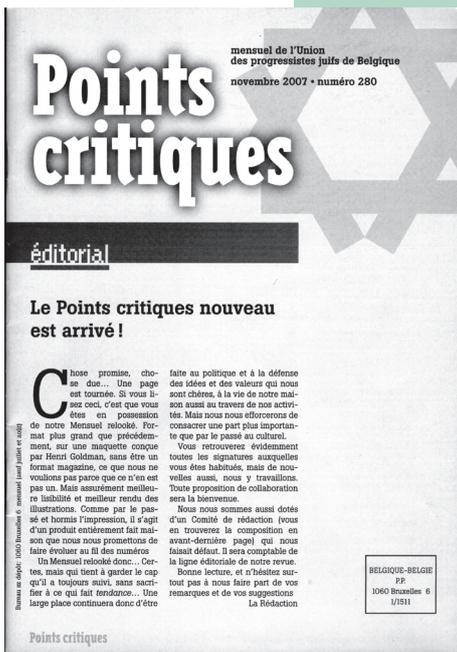
Nos amis de l'Union des Progressistes juifs de Belgique viennent de fêter les soixante-et-un ans de l'installation au 61 de la rue de la Victoire, dans la commune Saint-Gilles de Bruxelles, de l'organisation AVON (Aide aux victimes de l'oppression nazie) dont ils sont les héritiers. À cette occasion ils ont, comme ils disent, « relooké » leur mensuel *Points critiques* (la nouvelle maquette, plus aérée, est une vraie réussite), reprecisé les objectifs de cette publication, rappelé les termes de leur charte constitutive de 1969 (presque contemporaine de la charte de 1967 du Cercle Gaston-Crémieux !).

Points critiques, écrivent nos amis dans l'éditorial qui porte le titre de notre écho, « tient à garder le cap qu'il a toujours suivi [...] et une large place continuera donc d'être faite au politique et à la défense des idées et des valeurs qui nous sont chères [...] mais nous nous efforcerons de consacrer une part plus importante que par le passé au culturel ». Nous ne pouvons bien sûr, à *Diasporiques*, que nous réjouir de cette double détermination.

Les termes de la charte rappellent notamment, quant à eux, que l'UPJB est « une organisation juive diasporiste, c'est-à-dire rassemblant des Juifs ayant fait le choix de vivre là où le hasard des migrations de leurs parents ou de leurs grands-parents les a fait naître ». Elle « rejette l'israélo-centrisme [...] de la plupart des institutions communautaires ». En tant « qu'organisation laïque et progressiste », elle se considère comme « héritière d'une histoire et d'une culture spécifiques » et elle s'inscrit « dans la tradition de défense des valeurs humanistes et universalistes, des droits civils et sociaux et des luttes contre toutes les formes d'injustice et de discrimination, tradition à laquelle les Juifs ont largement contribué en Europe ». Elle est également engagée dans « la défense des valeurs démocratiques, ici et ailleurs, et dans la lutte contre tout ce qui pourrait les mettre en péril » et se prononce « en faveur d'un règlement juste du conflit israélo-palestinien, qui garantisse la sécurité des deux peuples tout en prenant en compte la dramatique question des réfugiés palestiniens ».

Les lecteurs de *Diasporiques* comprendront aisément, à la lecture de ces quelques lignes, que les membres du Cercle Gaston-Crémieux ne peuvent que souhaiter le renforcement de la coopération qu'ils ont engagée de longue date avec l'UPJB. ■

P.L.



« Pour moi, la création du Cercle avait pour objectif principal de faire contrepoids aux orientations droitières des institutions communautaires juives »

Histoire du Cercle Gaston-Crémieux : Raphaël Visocekas, physicien

Diasporiques : Raphaël Visocekas, vous avez été le premier président du Cercle Gaston-Crémieux lors de sa création formelle en 1968. Pouvez-vous rappeler les circonstances dans lesquelles vous avez pris connaissance du projet de création de ce cercle, la façon dont vous vous y êtes engagé personnellement, et d'abord la manière dont vous exprimiez auparavant votre attachement à la judéité ?

L'UEJF à la source du Cercle

Raphaël Visocekas : En ce qui me concerne, c'est très précis : j'ai été président de l'Union des Étudiants juifs de France (l'UEJF) de 1962 à 1966, et c'est le jour où j'ai rendu mon « tablier présidentiel » que je me suis dit qu'il était temps de constituer dans la communauté juive un lieu de réflexion et de débat rassemblant des Juifs de gauche. En tant que président de l'UEJF, j'étais en fait assez atterré par les institutions communautaires, elles m'apparaissaient extrêmement droitières. Les institutions sionistes étaient sans doute un peu plus sympathiques mais, elles aussi, étaient téléguidées. À ce moment là j'ai contacté Richard Marienstras, que je connaissais peu mais pour qui j'avais déjà une très grande admiration...

D. : Comment aviez-vous fait sa connaissance ?

R.V. : Circonstance humoristique, quand je me suis inscrit à l'UEJF, vers 1953, Richard en était le secrétaire général et c'est lui qui m'a accueilli dans les locaux un peu cradingues de la rue Lalande par ces paroles

prophétiques : « J'espère qu'on te verra souvent ici ! ». En fait je n'ai milité à l'UEJF que beaucoup plus tard, au moment où Richard n'y était plus, mais c'est vrai que, conformément à ses vœux, j'y ai vraiment passé beaucoup de temps pendant les quelque quatre années de mon mandat...

D. : Richard fut donc lui-même un membre très actif de l'Union ?

R.V. : Absolument ! Je suis, moi, de la génération qui avait dix ans sous l'Occupation ; Richard a quelques années de plus que moi : il a été dans le maquis, il a participé à la guerre d'indépendance d'Israël (il n'en fait jamais état parce qu'il est modeste...). Son action se situe donc à un tout autre niveau que la mienne et j'ai le plus grand respect pour lui.

D. : Comment les choses se sont-elles alors passées ?

R.V. : Fin 1966, j'ai contacté différentes personnes de mon âge, notamment parmi mes camarades de l'UEJF – je pense en particulier à Oscar Rosowsky, peut-être à Lilly Scherr ? – Richard en a fait autant son côté ; et puis il s'est produit un événement imprévu, la guerre des Six-Jours...

L'incidence de la guerre des Six-Jours

D. : Vous confirmez donc bien que l'idée de créer ce cercle est antérieure à la survenue de cette guerre ?

Le Cercle Gaston-Crémieux a quarante ans en 2007. Rita Thalmann, l'une de ses fondatrices (Diasporiques n°42), puis Jacques Burko, qui en fut plus tard le secrétaire (Diasporiques n°43), ont commencé à nous raconter son histoire. Le relais est pris aujourd'hui par Raphaël Visocekas, qui en fut le premier président dans les circonstances qu'il nous rapporte ici. Son récit témoigne bien de la grande diversité d'opinion et de motivations des premiers acteurs du Cercle.



R.V. : Tout à fait ! Chacun a sa vision des choses. Pour moi, encore une fois, il s'agissait avant tout de faire contrepoids aux orientations droitières des institutions communautaires juives. Mais, à l'occasion de la guerre des Six-Jours, nous avons vu affluer toute une série de Juifs – essentiellement des intellectuels juifs qui s'étaient trouvés en bisbille avec leurs milieux habituels de vie, professionnels entre autres...

D. : Pourquoi cela ?

R.V. : Du fait des réactions anti-israéliennes de ces milieux bien sûr. Personnellement je n'ai et je n'avais aucun problème d'identification personnelle : les Juifs d'origine lituanienne (dont je fais partie) ont depuis plusieurs générations appris à vivre au sein de communautés non juives. Mais un certain nombre de Juifs n'ayant pas cette expérience – n'ayant jamais milité comme moi dans des groupes juifs – se sont trouvés choqués au moment de l'éclatement de cette guerre : ils se sont aperçus qu'ils l'étaient parce qu'on leur a fait alors des réflexions déplaisantes...

D. : Mais n'y avait-il pas au contraire un grand courant de sympathie vis-à-vis des Juifs à cette époque ?

R.V. : C'était sans doute plus complexe que ça. À mon avis beaucoup de Juifs ont découvert à ce moment là que, *volens nolens*, ils faisaient partie d'une communauté sans en avoir eu conscience jusque là. Je ne m'attendais pas du tout à voir ces gens-là accourir au Cercle ; je pensais que ses adhérents se re-

cruteraient plutôt parmi des gens comme moi, ayant de longue date milité dans des organisations juives après avoir subi de façon consciente la France de Vichy pendant leur enfance, au point d'éprouver vis-à-vis de ce pays quelques réticence voire de se demander s'ils étaient réellement français... C'est comme cela en tout cas que j'ai toujours ressenti ma situation personnelle...

D. : Encore maintenant ?

R.V. : Disons que mes sentiments ont un peu changé depuis la position prise par Chirac au sujet de la responsabilité de la France à l'époque de Vichy : je lui sais gré de m'avoir permis de me sentir un peu mieux dans ce pays. Mais, très franchement, je me suis quand même demandé pendant pas mal d'années si je n'allais pas m'installer en Israël !

D. : Ah ! oui, quand même ?...

R.V. : Oui ! Je ne parle pas le yiddish mais j'ai appris l'hébreu...

D. : Qu'est-ce qui vous a alors dissuadé de faire votre *aliah* ?

R.V. : Sans doute l'idée de laisser mes parents tout seuls ici. Mon père a été déporté, il a eu la chance de revenir... Peut-être aussi le manque d'un certain esprit d'aventure.

D. : Vous ne pensiez donc pas que de passer d'un statut de Juif diasporique à un statut « territorialisé » pouvait être une perte de substance par rapport à la judéité telle que vécue jusque là par vous-même et par les vôtres ?

R.V. : Je n'analyse pas les choses de façon aussi compliquée. Psychologiquement, je fais partie de ces Juifs *litvaks* inspirés par la *Haskala* – Les Lumières juives. Mon grand père était rabbin en Pologne, mais très éclairé, un *mitnaged* : tout le contraire des Hassidim – et mon père a longtemps été professeur en Lituanie dans un lycée juif dont une bonne part des élèves a émigré en Israël.

D. : Vous avez donc été élevé dans un milieu très prosioniste ?

R.V. : Exactement. J'étais très inséré dans différents courants de cette inspiration. Ce qui n'était évidemment pas le cas de beaucoup de gens attirés par le Cercle Crémieux. Chacun a évidemment sa propre histoire. Ainsi je me retrouve maintenant dans une association dite du « convoi 6 » : les descendants de gens qui ont été déportés le même jour à Auschwitz à partir de Pithiviers ; tous gens de mon âge, très ordinaires : pas des professeurs, pas des docteurs, bref pas des intellos. Ils sont encore proches du yiddish et je me sens très en symbiose avec eux. Ils ne se



Coll. particulière

Raphaël Visocékas à l'âge... de l'UEJF

posent pas la question de savoir s'ils sont juifs ou non.

Cercle juif diasporique ou cercle de Juifs de gauche ?

D. : Si je vous suis bien, au moment de la création du Cercle Gaston-Crémieux, vous avez moins ressenti le besoin de vous exprimer en tant que Juif qu'en tant que Juif de gauche ?

R.V. : Oui, j'étais très allergique à un certain milieu juif bourgeois, au système consistorial, etc. Le Cercle est rapidement devenu, lui, très intellectuel, on s'y posait des tas de questions que je ne me posais plus depuis cent sept ans... Par profession, je suis physicien, je ne suis pas du tout un littéraire, les grands débats idéologiques ne m'intéressent pas trop. Je suis surtout préoccupé par l'idée de faire pression sur la communauté et sur ses consternants dirigeants actuels.

D. : Vous prenez donc, au départ, l'initiative de rencontrer Richard Marienstras...

R.V. : Oui, et nous réunissons quelques amis sur la même longueur d'onde que nous, nous rédigeons des projets de statuts...

D. : C'est Richard qui le fait ?

R.V. : Oui, bien sûr, c'est lui qui est la cheville ouvrière de toute cette opération. Moi, j'étais en train de rédiger ma thèse, c'est aussi l'époque où je me suis marié : bref je ne me suis pas investi considérablement dans ce projet.

D. : Vous avez quand même accepté la présidence de ce cercle naissant ?

R.V. : Oui, mais vous savez comment ça se passe ! Il y a une première réunion et quelqu'un demande « Qui va présider ? » et puis l'on se retourne vers vous... J'ai été aussi surpris qu'on me propose cette présidence qu'au moment où je suis devenu président de l'UEJF ! Je suis plutôt un bon organisateur et un bon animateur de débats, je sais faire s'exprimer ensemble des gens qui ont des points de vue diamétralement opposés, l'UEJF a été de ce point de vue, vous pouvez me croire, un merveilleux terrain d'entraînement ! J'ai donc accepté une charge que j'étais loin d'avoir revendiquée... mais à l'évidence

beaucoup moins lourde que son équivalent dans une organisation étudiante en permanence animée (« animée », c'est le moins qu'on puisse dire) par la fougue parfois houleuse de la jeunesse.

D. : C'était quand même un engagement ?

R.V. : Naturellement, mais, au Cercle Gaston-Crémieux, j'avais au fond des motivations assez différentes de celles de pas mal de ses membres.

D. : C'était un lieu d'expression de la diversité et, conformément à ses statuts, de réflexion et de libres débats. Mais est-ce que vous vous sentiez personnellement partie prenante de ces débats ou, un peu comme vous nous l'avez dit, pas fondamentalement concernés par eux ?

R.V. : Honnêtement, ce n'était pas là ma motivation première. D'abord, culturellement, je suis un scientifique de la plus basse espèce, qui n'adore pas les débats... Et puis, comme je vous l'ai dit, j'avais à l'époque d'autres soucis. Au demeurant je ne suis pas resté longtemps président, un an je crois...

D. : Et vous vous êtes un peu écarté du cercle depuis, non ?

R.V. : Écarté ? Pas vraiment ! Je mets un point d'honneur à venir de temps à autre dans les locaux luxueux de la rue du Cambodge¹ mais j'ai plus de mal à consacrer certains dimanches aux réunions sans nul doute passionnantes qui se déroulent dans la sympathique maison de banlieue de l'un d'entre nous² plutôt que d'aller me promener à Fontainebleau ou ailleurs... Vous comprenez, les sempiternels débats sur « Qu'est-ce qu'être juif ? », c'est très loin d'être ma tasse de thé ! C'est un problème que j'ai personnellement résolu depuis belle lurette.

¹ NDLR : le local plus que modeste où se tiennent la plupart des réunions plénières du cercle.

² R.V. fait ici allusion aux ateliers du cercle qui se tiennent habituellement chez les Lévy à Eaubonne.





Un engagement personnel virtuellement sioniste

D. : Vous rappeliez il y a un instant que Richard Marienstras avait participé à la guerre d'indépendance de l'État d'Israël, vous dites que vous-même vous aviez hésité à faire votre *aliah*... Quand le cercle Gaston-Crémieux s'est posé dans l'espace politique et culturel français, il ne s'est déclaré ni sioniste ni antisioniste, il a clairement revendiqué une position idéologique a-sioniste ; parallèlement il s'est non moins explicitement placé dans la continuité historique d'une diaspora qualifiée de bimillénaire. Cette prise de position vous concernait-elle quand même un peu, à côté de l'engagement politique antidroitier que vous avez mentionné ?

R.V. : Il y avait dans mon attitude une certaine continuité par rapport à la façon dont avaient vécu mon père et son père. Il existait incontestablement dans ma famille – et plus généralement parmi les Juifs issus de Lituanie – un très grand courant de sympathie pour le sionisme. Tout en vivant en diaspora, mon grand-père aurait pu émigrer en Palestine au début du vingtième siècle. Et mon père m'a raconté qu'à la mort de Herzl ce grand-père, rabbin, avait jeûné... Après la shoah la moitié de ma famille est allée vivre en Israël, une bonne partie du reste en Amérique du Nord... c'est la même chose que dans la plupart des familles juives venues d'Europe de l'Est !

D. : Pour vous Israël fait en quelque sorte partie de la diaspora juive ?

R.V. : Je ne sais pas. Vous savez, ce genre d'analyse, franchement, ce n'est pas mon fort. Au fond, je ne sais pas pourquoi je n'y suis pas allé...

D. : Et maintenant ? C'est pour vous une hypothèse dépassée ?

R.V. : À 75 ans, je ne vais quand même pas faire mon

aliah ! Encore que ce soit une très bonne question. Je vois des tas de gens, à ma vive surprise, partir en Israël au moment de leur retraite. Ils commencent à apprendre l'hébreu... Moi, je l'ai appris tout seul à 18 ans !

Un échec du cercle Crémieux ?

D. : Si l'on revient aux fondements de votre engagement : faire entendre une voix juive carrément différente de celle des institutions dominantes, nous en sommes assez loin aujourd'hui ! Nous sommes presque invisibles et inaudibles dans la « communauté » !

R.V. : Je me sens à l'aise quand je vais au cercle Bernard-Lazare, mieux écouté, mais il faut quand même être lucide : il est téléguidé par nos frères israéliens... La façade de ses libres débats ne masque pas cette réalité. J'ai aussi d'excellents amis au CRIF³, il y a des gens qui raffolent de ce genre de structures...

D. : Vous avez adhéré au Cercle Bernard-Lazare ?

R.V. : J'y allais régulièrement avec mes parents ; j'y vais de temps en temps : c'est un de mes amis qui en est aujourd'hui le principal animateur. C'est agréable de se retrouver avec des gens qu'on connaît...

D. : C'est quand même une idéologie assez différente de celle de Crémieux, non ? Très sioniste...

R.V. : Certes. Mais la plupart des Juifs que je connais sont très préoccupés par ce qui se passe en Israël. Dans les élections françaises, tous les Juifs que je fréquente – disons des universitaires comme moi – votent en fonction de l'idée qu'ils se font de la position des candidats vis-à-vis d'Israël. Ils ont été très déçus par les bizarreries de la gauche, les attitudes plus qu'ambiguës de Mitterrand ou de Jospin... et choisissent en conséquence.

D. : Et cela vous paraît personnellement légitime que des citoyens français conditionnent ainsi leur vote ?

R.V. : Disons-le franchement : je me considère plus comme juif que comme français. Je



³ Conseil représentatif des institutions juives de France.

suis toujours prêt, psychologiquement, à prendre ma valise et à foutre le camp si un nouveau Pétain se profile à l'horizon, et j'imagine difficilement qu'on puisse ne pas m'accepter en Israël ! Je sais sur qui on peut compter et sur qui on ne peut pas. En Israël, je me sens très à l'aise malgré le caractère joyeusement bordélique du pays : je m'y sens en confiance. Les propos de M. Chirac sont sans doute venus trop tardivement... Je suis allé en Allemagne avec Serge Klarsfeld pour le procès de Kurt Lischka, à Cologne. Une vraie révélation pour moi que le sérieux avec lequel ce procès y a été conduit. Et puis rien à voir là-bas avec l'insupportable arrogance d'un Papon, parfait haut-fonctionnaire français, sûr de son bon droit. Je ne peux pas non plus oublier l'amitié de Mitterrand pour Bousquet. Le repentir n'a certes pas chez les Juifs la même importance que chez les chrétiens. Mais chez ces derniers il joue un rôle essentiel (Ainsi, d'ivrogne invétéré, George Bush a-t-il pu devenir, comme on le sait, un saint homme !). Or je vois les Allemands pris d'un repentir apparemment sincère alors qu'en France c'est plutôt la bonne conscience absolue qui règne !

D. : Raymond Barre s'est plutôt distingué de ce point de vue peu avant sa disparition...

R.V. : Lui, on peut vraiment dire que ça a été le bouquet ! Son lapsus sur les « Français innocents » n'en était finalement pas un, c'est quand même stupéfiant ! Tout cela explique que je puisse avoir un petit sentiment d'insécurité en France : je vis bien, j'ai une bonne retraite, un superbe appartement, etc., mais quand même...

D. : Elle est au niveau du mythe, non, cette crainte récurrente ?

R.V. : Mes chers enfants, que je n'ai pas du tout cherché à circonvenir, en sont au même point que moi quant à cette incertitude. Tandis qu'en Israël, une bombe va peut-être vous exploser au visage mais vous ne vivez jamais dans ce climat d'insécurité psychologique. Cependant, si je suis inconditionnellement attaché à l'existence d'Israël, je ne suis pas pour autant un inconditionnel de la politique de cet État. Je n'hésite pas à la critiquer, j'ai par exemple participé à de vives manifestations contre la guerre du Liban.

Je ne peux oublier pour autant que le camp de Drancy était gardé non par des Allemands

mais bien par des gardes mobiles français, armés de fusils-mitrailleurs ! Et que pendant qu'un maréchal français trahissait son pays, de l'ordre d'un million de soldats français demeuraient prisonniers en Allemagne : on l'a, me semble-t-il, un peu trop vite effacé de nos mémoires... Et, dans la perspective de faire redémarrer rapidement le pays au sortir d'une guerre très éprouvante, sans doute de Gaulle a-t-il passé un peu trop vite l'éponge après la Libération. Papon en est un exemple caricatural : expéditeur de Juifs en Allemagne début 44, haut-fonctionnaire de la République dès la fin de la même année... Je me dois de confesser que l'un de mes moments de très grande joie a été de voir, en 1968, les flics reculer sous des avalanches de pavés : j'attendais cela depuis 1942 !

Cela étant, ma mère était française, non juive, j'ai des ancêtres qui ont fait la guerre de 70, celle de 14 aussi... Je vois donc aussi la France avec ce regard-là, même si j'éprouve à son égard les réserves que j'ai exprimées.

L'antisémitisme français : mythe ou réalité ?

D. : Dans ce contexte d'une mémoire mal gérée, estimez-vous qu'il existe en France un antisémitisme particulièrement préoccupant ?

R.V. : Beaucoup ont cru devoir reprocher à Jospin ou à d'autres leaders de la gauche leur neutralité voire leur indifférence vis-à-vis de l'antisémitisme en France. Peut-être ai-je tort mais je pense que la plupart de mes amis sont à ce sujet un peu paranos. En est-il de même au Cercle Crémieux ? Je ne sais... Je ne suis pas très inquiet en ce qui me concerne. Et quitte à scandaliser vos lecteurs, je pense que même Maurras et tous ses semblables n'avaient pu imaginer que leur passion antisémite puisse dériver jusqu'aux horreurs que nous avons connues. L'antisémitisme traînait partout mais pas dans une telle effroyable perspective...

D. : Disons-le d'une autre façon : il n'y a pas eu de pogromes en France ! Et c'est pour cela sans doute que je demeure un peu surpris de l'inquiétude existentielle rémanente que vous avez manifestée tout à l'heure...

R.V. : Il est vrai que la France reste un pays très original. On ne peut oublier qu'elle a fait



Raconter

la Révolution. La Pologne d'aujourd'hui, c'est la France d'avant Voltaire : nous avons donc comparativement, dans ce pays, accompli un bon bout de chemin au cours des deux siècles passés ! Un long chemin pas toujours facile...

D. : Porté par ce que vous venez de dire, j'ai quand même envie de vous poser une dernière question.

R.V. : Faites...

D. : Les institutions juives communautaires sont encore un peu plus droitières qu'au moment où vous militiez à l'UEJF...

R.V. : Certes...

D. : Comment se fait-il alors que vous restiez sur la réserve au lieu de vous engager plus franchement ? « Le combat n'est pas fini »...

R.V. : Eh bien ! disons que je n'en ai ni le courage ni le temps ! Ni peut-être la foi : même le langage est aujourd'hui complètement perverti, on n'ose plus parler des riches et des pauvres, c'est proprement stupéfiant... Moi qui suis profondément égalitaire, j'en suis profondément choqué. Alors j'ai tendance à me replier sous ma tente. ■

*Propos recueillis et photos
par Philippe Lazar*

Communiqué

L'Association pour l'enseignement du judaïsme comme culture (AEJC), que préside notre ami *Izïo Rosenman*, nous prie d'annoncer les premières

**Rencontres « Livres des mondes juifs »
et « Diasporas en dialogue »
À l'Hôtel Lutétia, Paris 6^e**

Renseignements: *Barbara OUDIZ*, Directrice des rencontres

Tél. 06 10 90 26 33; courriel : livresdesmondesjuifs@gmail.com

www.livresdesmondesjuifs.com

Le samedi 19 janvier 2008, de 20h30 à 22h30

- *Dialogue entre A.B. Yehoshua romancier, essayiste et militant pour la paix israélien et Anny Dayan Rosenman, Maître de conférence en littérature à l'Université Diderot – Paris 7.*

Le dimanche 20 janvier 2008 de 11h à 22h30

- *De 11h à 12h30 « Diasporas en dialogue » RELIGION, VIOLENCE ET SOCIÉTÉ, avec Elie Barnavi, Julia Kristeva et Abdelwahab Meddeb.*
- *De 14h30 à 16h DANS LA PEAU DE L'AUTRE, Philippe Grimbert, Clémence Boulouque, Karine Tuil et Raphaël Enthoven.*
- *De 16h30 à 17h30 RENCONTRE entre Erri de Luca et Raphaëlle Rérolle*
- *De 18h à 19h15 ODESSA, VILLE MYTHIQUE, avec Jerome Charyn et Sandrine Treiner*
- *De 20h30 à 22h VIVRE MALGRE TOUT, avec Jean Hatzfeld, Claude Lanzmann, Rithy Panh et Franck Nouchi.*

Participation aux frais

Les vingt années du Bund en Ukraine

Henir Minczeles

Un « beau pays »...

L'Ukraine est un pays dont la superficie est un peu supérieure à celle de la France. Elle est connue pour ses grands fleuves (Dniepr, Dniestr, Donets), ses grandes plaines (Volhynie, Podolie), son *tchernoziom* (les terres noires), son blé (elle fut « le grenier à blé » de l'Europe), son tissu industriel (le Donbass). Quant à la judaïcité ukrainienne, au centre et au sud du yiddishland, elle a compté jusqu'à environ deux millions d'âmes à la fin du XIX^e siècle. Cette population, pour une large part influencée par le hassidisme, demeurait très attachée aux traditions. Elle était répartie dans les villes – Kiev, Kharkov, Odessa, Berditchev, Jitomir, Lwow (qui pendant longtemps fut polonaise) – et surtout dans des bourgades, les *shtetle'h*. Chaque *shtetl* possédait ses maisons en bois, ses chemins de terre, sa synagogue, sa place du marché... N'oublions pas pour autant les Juifs campagnards, ceux qu'on nommait les *yichouvnikes*. En règle générale, c'était la misère qui prédominait.

L'Ukraine juive, à l'instar des autres contrées du yiddishland, bascule au cours du XIX^e siècle, sous l'influence de la *Haskala* (les Lumières juives), vers la laïcité et l'émergence d'un sentiment national qui conduisent les Juifs à se politiser et à se radicaliser. Souvent imprégnés d'une pensée religieuse exigeante, compatible avec cette évolution, ils ont une production littéraire éminente. Citons par exemple le rabbi Na'hman de Bratzlav (un conteur dont la particularité est de raconter des histoires dans l'histoire, comme des poupées russes s'emboîtant les unes dans les autres) ; ou Mendele Mo'her Sforim (auteur de *Dos kleyne menshele*) ; ou le célèbre Sholem Aleichem, auteur de récits sur la vie des ghettos, campant avec humour des personnages qui évoluent dans la dérision et le tragique de la vie quotidienne, souvent

considéré comme le Mark Twain juif ; ou encore Haïm Na'hman Bialik, digne représentant de la littérature néo-hébraïque, auteur entre autres d'un long poème (*Dans la ville du massacre*) où il exprime la douleur et la colère que lui inspirent les pogromes ; ou enfin l'écrivain de langue russe, Isaac Babel, immortel auteur des *Contes d'Odessa*.

Les Juifs d'Ukraine ont incontestablement connu moins de périodes paisibles que de périodes tourmentées, comme celles des massacres de 1648, ordonnés par l'*hetman* des Cosaques, Bogdan Chmielnicki (des dizaines de milliers de Juifs, considérés par les Cosaques comme alliés objectifs de leurs ennemis Polonais, furent à cette occasion égorgés) ; les Cosaques détruisirent ainsi des centaines de communautés. Autre épisode tragique : celui où les *Haidamaks* (des paysans eux aussi cosaques) assassinèrent des milliers de Juifs dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, notamment lors de la tuerie d'Ouman en 1768. Immédiatement après l'assassinat d'Alexandre II en 1881, des rumeurs alimentèrent l'idée que c'étaient les Juifs qui avaient tué le bon tsar, ce qui entraîna une nouvelle vague de pogromes, fomentés cette fois par des bandes d'Ukrainiens et des *Kat-zaps*, ouvriers venus de la Grande Russie : ils tuèrent des milliers de Juifs Ukrainiens, détruisirent leurs maisons, pillèrent leurs biens (à Elisabethgrad, Odessa, Balta). Au total pas moins de

Dans le cadre de l'exposition *La mort par balles* qui se tient actuellement au Mémorial de la Shoah sur l'extermination des Juifs d'Ukraine, notre ami Henir Minczeles a donné une conférence, le 11 octobre dernier, sur le Bund en Ukraine. Nous sommes heureux d'en reproduire ici de larges extraits, en complément des textes publiés en 2006 par notre revue sur l'actualité de la pensée du Bund (numéros 37 à 40).



Sholem Aleichem, H. N. Bialik et deux autres écrivains



cent cinquante nouveaux pogromes ! Et même si le gouvernement de Saint-Pétersbourg décide, en mai 1882, que de tels désordres sont intolérables, une série d'ukases s'abat sur les Juifs, entrés dans l'histoire sous le nom de « lois scélérates », faisant d'eux de véritables parias dans leur « zone de résidence ». Cet antisémitisme d'État est à l'origine de la première grande vague d'émigration vers les États-Unis.

Le rôle du Bund naissant dans la montée de la résistance

En Ukraine, des cercles révolutionnaires juifs sont créés dès 1890 à Jitomir, Berditchev, Kiev, Kharkov et Odessa. Après la fondation du Bund en 1899, d'autres sections se forment à Kremenchoug, Iekaterinoslav (aujourd'hui Dniepropetrovsk) ou dans le Donbass, le bassin minier où vivent des communautés juives. Parfois même on voit des sections mixtes se créer, composées de Juifs et d'Ukrainiens éclairés.

Des groupes d'autodéfense se constituent pour lutter plus efficacement contre l'antisémitisme. Le Bund prend la tête de ces *Boevie Otriady*, ou escouades de combat, pour s'opposer aux pogromistes. De 1903 à 1905, les actions contre cette racaille sont le souci constant des révolutionnaires juifs. Même rudimentaire (couteaux, pieux, barres de fer, haches, quelques armes à feu ou des bombes

de fabrication artisanale), un véritable arsenal est constitué. De jeunes bundistes s'entraînent dans des lieux sûrs (en Biélorussie ou dans des îles sur le Dniepr). Dans plusieurs villes ils s'opposent avec succès aux pogromistes. Ils servent de service d'ordre pour les meetings et, dans les manifestations, combattent les « jaunes » (ceux qui ne font pas grève), surveillent la porte des synagogues lorsqu'un émissaire du Bund y prononce un sermon révolutionnaire. Depuis des siècles on n'avait pas noté une telle résistance des populations juives : elles acceptaient souvent auparavant, sous la férule des rabbins, de mourir pour le *Kidouch Ha-Shem* (la sanctification du Nom) plutôt que de lutter les armes à la main. Incidemment, ce sera là l'une des raisons de l'anticléricalisme du Bund, de sa révolte contre l'immobilisme des religieux face à l'antisémitisme ambiant.

La première révolution russe

Le 9 janvier 1905 commence la première révolution en Russie, c'est le fameux Dimanche sanglant. Les retombées sont immenses. En Russie occidentale, et particulièrement chez les ouvriers juifs, une atmosphère révolutionnaire se développe rapidement, marquée par des grèves et des insurrections dans les villes et les bourgades en Pologne, en Lettonie, en Lituanie et en Biélorussie. Puis prennent le relais les bundistes d'Ukraine, de Berditchev, de Jitomir et d'Odessa. Se joignent à eux d'autres segments du judaïsme. Les uns et les autres exigent des droits civiques et nationaux, « l'égalité complète, en hommes conscients de leur dignité, en citoyens responsables d'un État libre, une autonomie nationale et culturelle au même titre que pour les autres nations faisant partie de l'État russe ».

En Ukraine, une association nationaliste incite alors la population ukrainienne au meurtre des Juifs, des Arméniens et des Polonais. Des groupes d'autodéfense sont reconstitués. Du 23 au 25 août éclate à Jitomir un « conflit entre des hooligans organisés et des forces révolutionnaires ». Les groupes d'autodéfense, avec à leur tête un jeune bundiste entouré de sionistes et de Russes non juifs, se heurtent durement aux *Cent-Noirs*, ces groupes armés par le pouvoir et l'*Okhrana*, la police tsariste, et à la populace. Des soviets locaux sont créés. À Odessa, à la suite de la mutinerie du cuirassé Potemkine, des groupes d'autodéfense composés de



D.R.

Odessa, rue Richelieu au XIX^e siècle

mencheviks et de bundistes déclenchent une grève générale. Dans les meetings, les orateurs et oratrices de différents partis haranguent les masses. L'une des plus populaires de ces oratrices est la bundiste Anna Lifchitz.

Les mois suivants marquent un recul des forces révolutionnaires. Le 17 octobre, Nicolas II fait néanmoins paraître un manifeste qui établit la fin de l'absolutisme, proclame une amnistie générale et établit les libertés civiles ; il promet d'octroyer une Constitution et d'instaurer un parlement, la Douma. Mais il n'est cependant pas question d'égalité civile des citoyens, ni de reconnaissance aux Juifs des mêmes droits qu'aux autres nationalités. Et une nouvelle vague de pogromes déferle alors en Russie, principalement en Biélorussie et en Ukraine, alimentée par les fonds secrets du tsar. Du 18 au 25 octobre 1905, une cinquantaine de villes – dont plus d'une vingtaine en Ukraine – sont attaquées par les Cent-Noirs, les hooligans, les cosaques, la police. Des contre-manifestations patriotiques se déroulent à Odessa, Kiev, Iekaterinoslav et Kamenetz-Podolsk. Les heurts sont d'une extrême violence et font de très nombreux morts.

En novembre et décembre, c'est le chant du cygne de la première révolution. Lui succède l'ère de Stolypine. Si ses réformes sur le plan de l'agriculture sont réelles et bénéfiques pour la paysannerie, c'est en revanche un ennemi acharné de la classe ouvrière. Des années noires vont remplacer l'immense espoir. Il s'ensuit une baisse considérable des effectifs du Bund. On observe une émigration de grande ampleur durant cette éclipse du mouvement ouvrier en général et juif en particulier. Ce n'est qu'à partir de l'Affaire Beilis à Kiev, entre 1911 et 1913 – Beilis était un Juif une fois encore grossièrement accusé d'un crime rituel ! – que le Bund récupère une grande partie de ses effectifs. Les partis ouvriers et le Bund organisent des manifestations et déclenchent des grèves. Mais cette fois, ce ne sont pas que les Juifs qui prennent la défense de l'accusé et obtiennent qu'il soit totalement innocenté : une grande partie de l'intelligentsia russe et de l'opinion internationale les rejoint. Le livre de Bernard Malamud, *l'Homme de Kiev*, retrace cette épopée. L'Affaire Beilis eut à cette époque un impact considérable ; on la rapproche parfois, bien qu'elle soit en fait de nature très différente, de l'Affaire Dreyfus.



La synagogue centrale de Kiev, aujourd'hui

La Première Guerre mondiale et la Révolution d'Octobre

Lors de la Première Guerre mondiale, le Bund est divisé sur la conduite à tenir vis-à-vis des belligérants. Si une minorité apporte son soutien à la mère-patrie – les *Oborontsy* – sans pour autant accepter la politique du pouvoir tsariste, la majorité est pacifiste et internationaliste et combat le militarisme d'où qu'il vienne. La jeunesse et les étudiants du Bund impriment des proclamations ou diffusent des tracts antimilitaristes et pacifistes dans les cités ukrainiennes d'Odessa, Krementchoug, Kharkov et Iekaterinoslav sans toutefois accepter, comme les bolcheviks, de transformer la guerre impérialiste en guerre civile. Les bundistes et les sionistes de gauche du *Poalé-Tsion* exigent la reconnaissance des droits égaux dans les pays d'Europe orientale et, pour le *Poalé-Tsion*, la liberté d'émigration en Palestine.

Dans ce contexte, le Bund tient son huitième et dernier congrès à Petrograd le 21 décembre 1917, deux mois à peine après la Révolution d'Octobre. Le parti ouvrier juif va éclater : nombreux sont ceux de ses militants qui prônent alors un rapprochement avec les bolcheviks (qui bientôt vont s'intituler « communistes ») mais les autres pensent que ces derniers vont évoluer non point vers une dictature du prolétariat mais bien sur le prolétariat !

C'est surtout vers l'Ukraine qu'un des délégués du congrès, Moïshe Rafes, tient alors à



attirer l'attention : sur la situation complexe qui y règne (avec les diverses tendances du Conseil national ukrainien et de son parlement, la *Rada*) et sur le pluralisme idéologique des quelque deux millions de Juifs qui vivent dans cette République. L'autonomie nationale de la minorité juive a pu être réalisée grâce aux efforts convergents du Bund, du Poalé-Tsion et des Unifiés (*Faraynigte*). Le 9 janvier 1918, la Rada adopte une loi accordant à chaque nation vivant dans le pays « les droits à l'autonomie nationale tout en garantissant à chacun de ses membres les prérogatives attachées à sa citoyenneté » et Moïshe Zilberfarb, le leader des Faraynigte, devient ministre des Affaires juives. Mais cette autonomie dure peu de temps et les velléités d'indépendance de l'Ukraine, entraînant la rupture de ses liens avec la Russie soviétique au cours de l'année 1918, font que la situation se dégrade progressivement. Alors qu'une autonomie nationale s'organise tant bien que mal, les éléments séparatistes et ultranationalistes s'opposent aux bolcheviks en assimilant les Juifs à des « éléments étrangers », des alliés objectifs des Soviétiques. Il s'ensuit une nouvelle campagne antisémite qui se traduit par des voies de fait contre les Juifs, et à nouveau le pillage de leurs appartements et de leurs boutiques.

Si le pouvoir central soviétique et un décret du Conseil des commissaires du peuple du

27 juillet 1918 mettent « hors-la-loi le mouvement antisémite et les pogromistes [...] qui portent un coup mortel à la révolution », début 1919, de nouveaux grands pogromes éclatent sur le territoire ukrainien, notamment à Berditchev, Jitomir, Ovroutch, Proskourov et dans des dizaines d'autres villes. Et jamais un tel degré de violence n'avait été atteint. Les pogromes déclenchés par les armées blanches de Koltchak, Denikine et Petlioura et ses « bataillons de la

mort », sous l'œil bienveillant du Directoire, instance suprême de l'État durant les années 1919-1921, sont bien plus meurtriers que ceux des années 1880 et 1905. Pour la période allant de 1917 à 1921, on dénombre ainsi 1 236 actes de violence dans 700 localités, environ 60 000 Juifs tués et un demi-million de sinistrés. Selon un mémoire du comité des délégations juives à la première assemblée de la Société des Nations (SDN) à Genève, « l'enfer de Dante pâlisait à côté de la réalité quotidienne en Ukraine ».

Les derniers feux du Bund ukrainien

La tragédie de la judaïcité ukrainienne est aussi, sur le plan politique, celle du Bund. Il s'engage activement contre le Directoire mais les groupes d'autodéfense ne peuvent endiguer la marée antisémite. Il s'allie aux détachements de l'Armée rouge en lui fournissant une aide logistique – dynamite, mitrailleuses, canons – mais les communistes ne s'embarrassent en fait d'aucun scrupule envers tous ceux qui ne le sont pas. La *Yevseksia*, la section juive du parti communiste, coopère elle-même activement avec les bolcheviks à la lutte contre toutes les organisations juives et particulièrement contre le Bund, mouvement « séparatiste, menchevik et petit-bourgeois ». Le mouvement ouvrier juif se divise, se fractionne. À la fois ravagé par les pogromes, attaqué par les Blancs, menacé par les commissaires politiques, le Bund éclate. Au début de 1919, sous la conduite de Rafes, une section indépendante se constitue sous le nom de Bund communiste. Mais son existence est brève. Les Faraynigte se scindent. À la conférence du 22 mai 1919, Bund et Faraynigte rejoignent le parti communiste et disparaissent de l'arène politique. Le Bund ukrainien a vécu. Ce n'est que le prélude de la disparition totale du Bund en Union soviétique, en mars 1921. ■

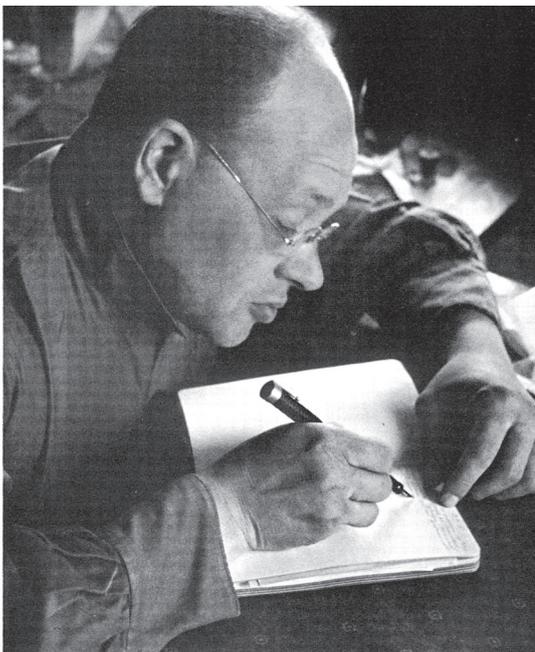


Photo George (ou Georgii) Petrusov

Isaac Babel, auteur des Contes d'Odessa

Hommage à Marthe Coppel-Batsch

Vivre sa judéité au MLF en 1974 : le droit de ne pas être conformes

Vivre sa judéité au MLF en 1974 : le droit de ne pas être conformes

Dans tout groupe, il se recrée une norme, plus proche de nous que l'officielle, mais qui ne rend pas compte de ce que nous sommes chacune, et cette norme de nouveau nous opprime. Comment satisfaire cette double exigence : exprimer sa différence sans en assumer la solitude ?

Rechercher le rapport des femmes à la politique, à l'amour, au corps, à l'agressivité, etc., comme si l'on pouvait trouver la réponse, c'est se condamner à une recherche angoissante et interminable, dont, à chaque niveau de généralisation, une partie des femmes se désolidariseront. Si les femmes sont « porteuses de quelque chose », ce n'est pas d'un nouveau modèle de la féminité, mais de l'absence de modèle, du droit de ne pas être conformes.

Ce rapport à la norme, j'ai été amenée à en prendre vraiment conscience pendant la brève existence d'un groupe « judéité » au Mouvement de Libération des Femmes. Au cours d'une discussion sur la guerre au Moyen-Orient, un certain nombre de femmes ont ressenti que le fait d'être juives était important pour elles et ont voulu comprendre en quoi. Or, la judéité a cette double particularité : la différence et la communauté. Être juif, pour notre génération qui garde la mémoire de la guerre, c'est être celui ou celle qui est rejeté, exclu, opprimé, déporté. Mais être juif, c'est aussi, et parfois même surtout, appartenir à une communauté qui a un sentiment très développé de son individualité, des liens de solidarité forts et permanents. Que l'on soit fier de cette communauté, qu'on la rejette ou que l'on soit partagé, cette communauté existe et l'on en fait partie.

Nous nous sommes donc retrouvées entre femmes, juives et intellectuelles de gauche. Tout semblait réuni pour que nous découvrions enfin la vérité de notre judéité, l'absence de nos diverses déterminations.

Eh bien, pas du tout, je ne m'y retrouvais nulle part. Il y avait celle qui vient d'Afrique du Nord, alors que je suis d'origine roumaine. Il y avait celle qui a été élevée de façon religieuse, alors que je n'ai découvert qu'à l'âge de 14 ans qu'il y avait des Juifs qui croyaient en Dieu. Il y avait aussi et surtout toutes celles pour qui être juive, c'était le secret dangereux et à la limite honteux, et qui éprouvaient le besoin de revendiquer bien fort cette judéité.

Pour moi dont la judéité familiale était glorieuse, clamer que je suis juive ou porter une étoile de David en pendentif signifie plus un retour dans le giron familial qu'une victoire. Être juive pour moi, ça a toujours été si facile, trop facile même, un moyen d'ascension sociale finalement. Dans les groupes gauchistes, le grand handicap dans les années 70 était d'être une femme. Une fille chez les Maos, c'était une fille qui se taisait. Et puis parfois, à la faveur d'une fin de réunion, une discussion sur la judéité établissait une délicieuse complicité entre moi et ce petit chef terroristo-maoïste pour qui je n'existais pas dix minutes auparavant ! Le fait d'être juive remplissait le vide d'être femme. Mon chemin, ce n'est pas que la prise de conscience de mon existence de femme me permette de me dire juive, c'est, au contraire, mon existence assumée de femme qui ne m'oblige plus à brandir cette judéité phallique.

Voilà donc qu'au sein de ce petit groupe judéité, chaud et sécurisant, je me suis sentie tout à coup seule. Peut-être ne suis-je pas une vraie juive, de la même façon que je ne me sens jamais vraiment femme. Pourtant il y a bien quelque chose qui existe dans cette judéité, ne fût-ce, et cela j'ai presque honte de l'écrire, que le plaisir particulier que j'éprouve à discuter avec les femmes du groupe judéité alors même que nous parlons de tout autre chose que de nos origines. Mais ce plaisir, à l'arrière-goût de racisme, est impalpable et indicible.

Marthe Coppel, juin 1974



Coll. particulière

Marthe Coppel-Batsch est morte à l'âge de 58 ans, le 18 octobre 2007, écrasée par un camion, alors qu'elle circulait en velib. Cette mort très médiatisée reste une mort anonyme. Marthe était psychiatre et psychanalyste. Membre de la Société psychanalytique de Paris, elle participait à des séminaires et écrivait notamment sur la cure psychanalytique à partir de la fiction romanesque (Perec et Appelfeld) et du cinéma (*La chambre du fils* de Nanni Moretti). Ce dernier article intitulé « Le grotesque du transfert » a été publié dans la Revue française de psychanalyse en février 2004. C'est pour lui rendre hommage et l'arracher à l'obscénité de ce terrible accident que j'ai souhaité publier ce court texte d'elle, écrit à la main en 1974 et jamais publié. Il porte sur son expérience au groupe judéité du MLF, qui a connu une très brève existence. Elle avait alors 25 ans, mais elle possédait déjà ce sens aigu des contradictions, ce refus des normes imposées qui lui donnaient cette distance et cette humanité et qui faisaient d'elle une personne unique, un *Mensch*.

Son amie, Régine Dhoquois-Cohen



Diasporiques

In this issue of *Diasporiques*

This last issue of *Diasporiques* to be published before embarking on a new format presents three contemporary women poets. The lead article (p. 3) gives more information about our new project of co-editing the journal with the Ligue de l'Enseignement. The "Revue des revues", edited by Georges Wajs, gives an overview of the thoughts and preoccupation of others (p. 10), while we are introduced to a different diaspora, « so singular and similar », that of the Chinese from Wenzhou (p. 4). Continuing the inquiry into the coexistence of young Jews and Muslims, the Cercle Gaston-Crémieux reports a fascinating dinner-discussion (p. 14) contrasting the experiences of two school actors, one Jewish and one Muslim. How can we make such radically different views and beliefs socially compatible? That was also the theme of the interfaith/inter-community conference in Strasbourg (p. 22) and of our discussion with Pierre Rosanvallon (p. 27), which is followed by Régine Dhoquois-Cohen's interview with Véronique Nahoum-Grappe (p. 33).

In his great enthusiasm for the extraordinary writer and painter murdered by the Nazis in 1942, Maurice Mourier invites us to « reread Schulz, all of Schulz » (p. 38). Fania Perez introduces us to the work of another unusual painter, Laurent Okroglic (p. 44). Raphaël Visocekas – the Cercle's first president – then shares with us his own motivations in taking part in the Cercle's creation, which we discover to be quite different from those of other founding members as expressed in the last two issues (p. 49). Such conflicting opinions were also found within the Jewish workers' party, the Bund, whose birth, life and death in Ukraine are reported by Henri Minczeles with his usual spirit (p. 55). Régine Dhoquois-Cohen presents a text by Marthe Coppel-Batsch, who died recently in Paris, run over by a truck while riding a bicycle (p. 59).

At the end of the issue we'll light forty candles in honor of the anniversary of a group whose task is far from being over (p. 64). The center pages' familiar voices encourage us to celebrate this anniversary with toasts in its honor, worthy of those once shared in the past with the gods. ■

Diasporiques est une revue trimestrielle interculturelle éditée par le Cercle Gaston-Crémieux.

Adresse de la rédaction : c/o Jean-François Lévy, 2 avenue Jeanne, F-95600 Eaubonne.

Directeur de la publication : Philippe Lazar.

Collectif de rédaction faisant fonction de rédacteur en chef : Philippe Lazar, Jean-François Lévy, Georges Wajs.

Comité de rédaction : les mêmes plus Françoise Basch, Régine Dhoquois-Cohen, Edmond Kahn, Fania Pérez, Antoinette Weil.

Correspondant au Proche-Orient : Claude Rosenkovitch.

Conseillers pour la maquette : Corinne Dupuy puis Loïc Le Gall.

Mise en page : Jean-François Lévy.

Correction : Antoinette Weil, Dominique Lazar.

English abstract : Françoise Basch.

Travaux graphiques : Benjamin Lévy.

Impression : Présence graphique, Monts (37260). N° ISSN 1276 4248.

N° de commission paritaire : 1108 G 78821.

Des textes peuvent être soumis aux fins de publication par Diasporiques. Ils doivent être présentés sous forme de fichiers de type Word et respecter les consignes de rédaction disponibles à l'adresse électronique de la revue. Ils sont soumis à son Comité de rédaction. Les textes publiés n'engagent que la responsabilité de leurs auteurs.

Abonnements

Le montant des abonnements annuels à *Diasporiques* (4 numéros) varie de 25 à 45 euros selon le pays d'habitation comme indiqué ci-dessous.

Zone	Abonnement normal	Abonnement de soutien
France	25 euros	35 euros ou plus
Union Européenne et Suisse	30 euros	40 euros ou plus
Reste du monde	35 euros	45 euros ou plus

Le bulletin d'abonnement inclus (page suivante) vous donne toutes indications sur la manière d'en régler le montant.

Diasporiques

postmaster@diasporiques.org

Sites : www.diasporiques.org

www.diasporiques.eu

Les productions de *Diasporiques* et du cercle Gaston-Crémieux

Publications

- La revue trimestrielle *Diasporiques* (les tarifs d'abonnement figurent en page 60)
- *Temps juif, lecture laïque*, Éd. Liana Levi, Paris, 1995, 184 pages, 15 €
- *Du temps des Juifs au temps juif*, Éd. du cercle Gaston-Crémieux, 50 pages, 6 €
- *Juifs laïques, progressistes et diasporistes aujourd'hui en Europe*, Suppl. à *Diasporiques* n°31, septembre 2004, 75 pages, 8 €
- *Valeurs, cultures et politique*, Suppl. à *Diasporiques* n° 37, mars 2006, 166 pages, 14 €

DVD

- *Deux entretiens avec Joseph Minc : un double DVD d'une durée totale 138 minutes*, 18 €, voir les détails au verso de cette page.

Bulletin d'abonnement ou de commande

à recopier et à renvoyer à Jean-François Lévy, 2 avenue Jeanne, F - 95600 Eaubonne

Attention : si vous êtes abonné(e), vous serez averti(e) de la fin de votre abonnement, ce bulletin ne vous concerne donc que pour vos commandes de livres, livrets ou DVD.

M ou Mme (entourer)

Nom :

Prénom :

Adresse postale :

Adresse électronique (si vous en avez une et si vous voulez être tenu(e) périodiquement au courant de nos activités) :

Tel :

Abonnement ou commande	Tarif	Nombre ou durée	Montant total
<i>Abonnement annuel à Diasporiques. Vous pouvez vous abonner pour 1 ou 2 ans ; et aussi faire cadeau d'un abonnement à des parents ou amis, pensez-y ! Si tel est le cas, n'oubliez pas de nous communiquer sur papier libre leurs coordonnées selon les indications ci-dessus.</i>	Voir page 60		
<i>Temps juif lecture laïque,</i>	15 €		
<i>Du temps des Juifs au temps juif</i>	6 €		
<i>Juifs laïques, progressistes et diasporistes aujourd'hui en Europe</i>	8 €		
<i>Valeurs, cultures et politique</i>	14 €		
<i>Double DVD Joseph Minc</i>	18 €		
(Envois franco de port)		Total	

• Mode de paiement

• **France :** chèque bancaire ou postal à joindre au bulletin, à l'ordre du Cercle Gaston-Crémieux-Diasporiques

• **Belgique :** virement bancaire à effectuer auprès de Henri Liebermann, compte n° 750-9064356-58, mention « *Diasporiques* »

• **Suisse :** virement bancaire à effectuer auprès de Massimo Sandri, Banque cantonale vaudoise, compte n° 5006.66.86, mention « *Diasporiques* ».

• **Autres pays** (Autres pays européens et reste du monde) : virement bancaire à effectuer au compte de Association *Diasporiques* :

IBAN
FR47 / 2004 / 1000 / 0157 / 4600 / 5N02 / 097





Vous pouvez encore vous procurer le double DVD des entretiens de *Diasporiques* avec Joseph Minc

Faites-vous plaisir ! Celles et ceux d'entre vous qui étaient abonnés à *Diasporiques* en septembre 2004 se souviennent sans doute du merveilleux entretien que nous avons eu à l'époque avec **Joseph Minc**, alors âgé de quatre-vingt-seize ans. Nous avons eu deux autres entretiens avec lui fin 2006-début 2007, en filmant cette fois notre interlocuteur juste avant et juste après son quatre-vingt-dix-neuvième anniversaire. Ces entretiens (« **J'aurais pu être rabbin...** » et « **L'avant-guerre, la guerre, la Résistance** », de respectivement 73 et 65 minutes) sont reproduits dans le double DVD dont voici la couverture :



Joseph Minc a toujours la même vivacité et vous bénéficierez en prime de son délicieux accent yiddish ! Le boîtier contient aussi la reproduction intégrale de l'article paru en 2004.

Pour passer commande de ce double DVD, reportez-vous aux indications données à la page précédente.

Vous pouvez aussi faire un joli cadeau à vos amis en nous demandant de leur envoyer ce double DVD de votre part. Il suffit pour cela que vous fassiez part de leur adresse à Jean-François Lévy et que vous lui fassiez parvenir dans les mêmes conditions que ci-dessus le montant de votre commande.



Fêtez le solstice (d'hiver)...

Philippe Lazar

Horizontalement

I – Changez-lui simplement un a en e et de délicate elle devient douloureuse. Orientée dès avant la naissance.

II - Actes qui tiennent du prodige. Donnait de très méchants coups de filet. Permet de tirer droit.

III – Allègres. Mendès y fit ses premiers pas en politique.

IV – Une fée commence par là. Quand on pense ballon rond on y pense aussitôt.

V- Une façon de dire à la mode qui n'est plus à la mode. Arrose la Botte.

VI – Au cœur de tout acte. Connue.

VII – Calme oriental. Vient d'avoir. Vient d'être. Au bout du terrain.

VIII – Possessif. Personnel. Appris. Le meilleur. Absorbé.

IX – Personnel. Article.

X – Fait baisser le ton. Commun aux DOM et aux TOM.

XI – Pas très utile aux végétariens. Un demi-dé. Note.

XII- Pratique récurrente. On cherche souvent à avoir le dernier. Bientôt renouvelé. Socle sportif.

XIII – Instillera. Devrait s'atténuer en période de fêtes.

Verticalement

1 – Procuriez des distractions. Expression vive de sentiments.

2 - Possessif. Agent de liaison. Immersion volontaire.

3 – Ce n'est certes pas Benoît qui y aurait procédé.

4 - Refusa de dire oui. Sommet éboulé.

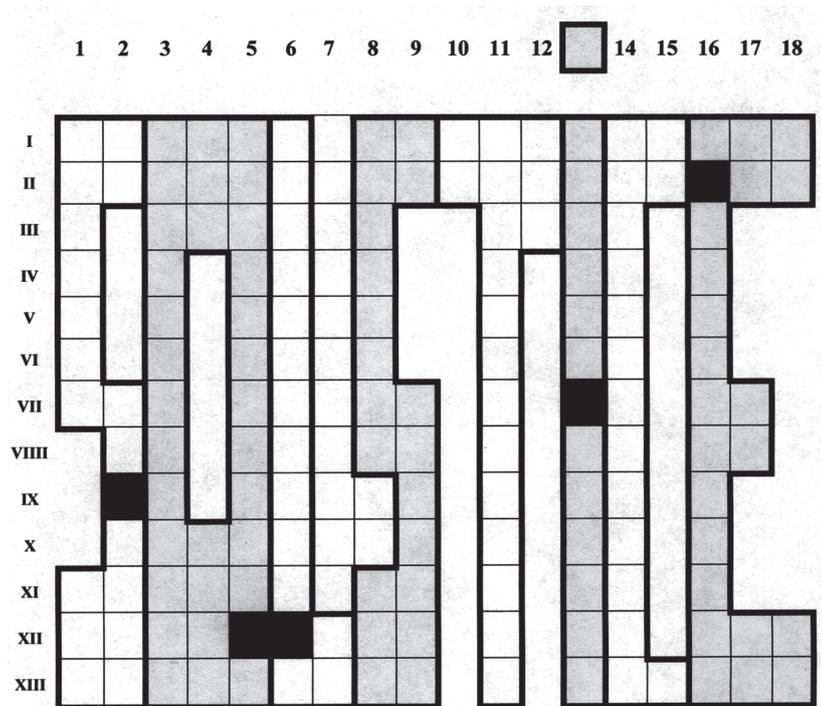
5 – Envoi direct sur l'Olympe.

6 – Qu'on ne saurait négliger.

7 – Personnel.

8 - Belges particulièrement appréciées en cette saison. Réjouit le haut du corps et en martyrise le bas.

9 – Île. Fit une hypothèse réfléchie.



Selon l'habitude, les grisés et les traits de séparation n'ont pas à être pris en compte : ils ne sont là que pour mieux faire apparaître les lettres SOLSTICE...

10 – Relie.

11 – Conseillère à éviter en période festive.

12 – On comprend que Noé lui ait préféré le vin !

13 – Se mélangent agréablement au 12 vertical. Aimas à la folie.

14 – Agitation légèrement saccadée.

15 – Dans le miel comme dans la cire.

16 – Alternative contestée à la stabilité professionnelle.

17 – Conjonction. Tenue préférentielle du ver. Pour qualifier une thèse.

18 – La fin de l'année. La fin des siècles.

(Solutions page 43)



Cercle Gaston-Crémieux



Quarante bougies pour le cercle Gaston-Crémieux

Voici que s'achève la quarantième année d'existence du cercle Gaston-Crémieux. Nous n'avons pas organisé de manifestation spécifique pour célébrer cet anniversaire mais, comme nous vous l'avions annoncé en début d'année, nous avons préféré considérer que toutes nos activités de l'année 2007 lui seraient dédiées.

Certains des premiers acteurs du cercle ont d'ores et déjà accepté de raconter pourquoi ils se sont personnellement engagés dans cette stimulante aventure. Chacun d'eux rappelle avec insistance qu'on en doit essentiellement l'initiative à Richard Marienstras – à Richard le « magicien », comme l'appelle Rita Thalmann¹, tant il avait le talent, en cette période riche en débats contradictoires, de faire converger des points de vue au départ apparemment inconciliables. Après Rita, ce sont successivement Jacques Burko² et Raphaël Visocekas³ qui se sont exprimés dans les colonnes de *Diasporiques* : Jacques Burko qui ne faisait pas partie du « premier cercle » mais qui l'a rejoint très rapidement pour jouer un rôle éminent au sein de l'association elle-même mais aussi dans le lancement, un peu plus de deux décennies plus tard, de la revue *Diasporiques* (dont il a assumé pendant quelque sept années – et on le sait brillamment – la rédaction en chef) ; Raphaël Visocekas qui, lui, faisait partie des premiers signataires du texte fondateur de 1967 et qui fut, dans les circonstances qu'il rapporte dans ce numéro, son premier président.

Étienne Brunswic (qui aurait pu faire partie de l'équipe des créateurs du cercle mais qui n'y n'a en fait adhéré à ce dernier que bien plus tard) a également été interviewé et le texte de l'entretien qu'il nous a accordé paraîtra dans le prochain numéro de la revue.

¹ *Diasporiques* n° 42, juin 2007, p. 43-47.

² *Diasporiques* n° 43, septembre 2007, p. 48-55.

³ Le présent numéro, p. 49-54.

⁴ On lira avec intérêt l'interview qu'il avait donné à *Diasporiques* en 2003 (n° 23, p. 3-6) : « Être juif n'a de sens que dans la perspective de perpétuer une histoire ».

⁵ Sa biographie a été publiée par Dominique Lazar dans le n° 35 de *Diasporiques*, septembre 2005, p. 50-51.

D'autres témoignages, à l'évidence essentiels, seront bien sûr sollicités dès que les circonstances le permettront.

À la lecture des trois entretiens déjà publiés, on ne peut que saluer à nouveau la clairvoyance de Pierre Vidal-Naquet, l'un des co-fondateurs du cercle⁴, lorsqu'il nous donna le conseil de le désigner par un nom propre (en l'occurrence celui de l'avocat comtadin Gaston Crémieux, ardent défenseur de la République sociale, fusillé après la Commune de Marseille en 1871⁵) plutôt que par une interminable périphrase : les différences de points de vue dont témoignent ces entretiens (plus que des nuances parfois, notamment à propos de l'attitude des uns et des autres envers le sionisme) montrent bien que le cercle était authentiquement « un cercle de réflexion et de libres débats » comme le disait de façon explicite sa Charte constitutive.

Quarante ans après, où en sommes-nous ?

Les raisons demeurent qui ont conduit un certain nombre d'intellectuels juifs à créer il y a quatre décennies un lieu de réflexion et d'expression « sur le fait juif en France et dans le monde », libre de toute inféodation, ouvert à tous. Ce cercle a incontestablement contribué à leur permettre d'être entendus ; à sa suite, de nombreuses autres voix, laïques elles aussi, se sont exprimées pendant cette période, quelquefois dans le même esprit, souvent de façon un peu ou très différente. Les membres du Cercle Gaston-Crémieux ont la volonté très forte de le voir poursuivre son œuvre. Mais le temps a fait lui-même la sienne : l'âge moyen de ses adhérents s'est sensiblement accru au fil des ans. Il est donc essentiel que de plus jeunes le rejoignent, à vocation pour eux de prendre le relais de ses actuels dirigeants : ce serait la meilleure façon de lui souhaiter un heureux anniversaire. ■

